MINISTÈRE DES FINANCES

Comptes publics de l'ONTARIO

2007-2008

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

Ontario

MINISTÈRE DES FINANCES

Comptes publics de l'ONTARIO

2007-2008

ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

Page

Guide d'interprétation des comptes publics iii
Sources de renseignements supplémentaires vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes 1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale 1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses 1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement 1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations 1-24
Fonds ontarien d'initiative 1-27

Section 2 – États financiers des ministères

Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Fonctionnement et Immobilisations 2-2
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Fonctionnement et Immobilisations 2-3
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Fonctionnement 2-4
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Fonctionnement 2-5
Sommaire des crédits autorisés pour des dépenses et actifs – Immobilisations 2-6
Sommaire des dépenses réelles et actifs – Immobilisations 2-7
Affaires civiques et Immigration 2-9
Affaires intergouvernementales 2-23
Affaires municipales et Logement 2-31
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales 2-43
Bureau de l'Assemblée législative 2-55
Bureau du Conseil des ministres 2-63
Bureau du directeur général des élections 2-69
Bureau du lieutenant-gouverneur 2-75
Bureau du vérificateur général 2-79
Cabinet du Premier ministre 2-83
Culture 2-89
Développement du Nord et Mines 2-101
Développement économique et Commerce 2-111
Éducation 2-119
Énergie 2-129
Environnement 2-137
Finances 2-155
Formation, Collèges et Universités 2-175
Office des affaires francophones 2-185
Ombudsman Ontario 2-191
Petites Entreprises et Entrepreneuriat 2-197
Procureur général 2-203
Promotion de la santé 2-219
Recherche et Innovation 2-225
Renouvellement de l'infrastructure publique 2-231
Revenu 2-239
Richesses naturelles 2-245
Santé et Soins de longue durée 2-261
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 2-291
Secrétariat du renouveau démocratique 2-297
Sécurité communautaire et Services correctionnels 2-303
Services à l'enfance et à la jeunesse 2-325
Services gouvernementaux 2-335
Services sociaux et communautaires 2-357
Tourisme 2-365
Transports 2-375
Travail 2-391

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Titres Émis 3-3
Remboursement de la dette 3-6
Sommaire de l'encours de la dette 3-11
Encours de la dette 3-14
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-42

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-3
Fonds et autre passif 4-10
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-14
Créances exigibles de la Couronne 4-18

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2007-2008 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères pour les dépenses, prêts, les actifs et les recettes, les détails de la dette et d'autres annexes supplémentaires. Les dépenses réelles y sont comparées aux crédits votés.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés du gouvernement provincial qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, aux pages 2-2 à 2-7, un sommaire des affectations et des crédits votés pour les dépenses et les actifs présentés sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Les prêts administrés par l'Office ontarien de financement au nom de la province ne sont pas inclus. Vient ensuite, aux pages 2-9 à 2-385, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les six états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil de gestion. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi sure les crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

On trouvera ci-après un aperçu des dépenses par catégories de dépenses :

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et du matériel de bureau; les frais de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences professionnelles ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services achetés de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des ouvrages; les services de traitement des données; les primes d'assurance; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant les véhicules et les ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment les bonifications d'intérêts et les subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

ACTIFS

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant la réception des produits ou des services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et les investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités.

Immobilisations corporelles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et de routes et l'achat de terrains.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/budget/paccts/index.html.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.ontariobudget.ca/french/index.html et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/french/budget/estimates/index.html.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/budget/finances/index.html.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html.

NOTA

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.serviceontario.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.serviceontario.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes – Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2008	2007
RECETTES FISCALES	$	$
Impôt sur le revenu des particuliers	24 537 578 718	23 654 700 000
Taxe de vente au détail	16 975 517 192	16 228 174 467
Impôt sur les sociétés	12 989 669 963	10 845 016 003
Impôt-santé des employeurs	4 605 168 014	4 371 088 718
Contribution-santé de l'Ontario	2 712 895 911	2 588 600 000
Taxe sur l'essence	2 360 501 746	2 310 157 935
Droits de cession immobilière	1 350 727 289	1 186 185 400
Taxe sur le tabac	1 127 204 074	1 236 314 141
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	546 000 000	757 000 000
Taxe sur les carburants	733 289 212	723 423 073
Impôt sur les bénéfices miniers	231 402 661	146 989 493
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	113 858 883	118 674 768
Impôt sur l'administration des successions	106 442 923	99 777 590
Redevances sur les revenus bruts - Élément *impôt foncier*	20 755 117	22 109 350
Impôt foncier provincial	12 323 151	10 316 180
Taxe sur le pari mutuel	5 619 547	5 591 952
Impôt calculé sur la superficie en acres - *Loi sur les mines*	2 051 175	5 395 371
Droits de succession	513 803	142 974
Commission des sports professionnels	30 861	26 233
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**68 431 550 240**	**64 309 683 648**

Le gouvernement fédéral perçoit l'impôt sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 1 001 937 306 $ en 2006-2007 et 974 368 381 $ en 2007-2008. Les recettes de l'Ontario provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 733 639 $ en 2006-2007 et de 8 690 132 $ en 2007-2008. En 2005-2006, le gouvernement fédéral a commencé à imposer des frais à la province pour couvrir les coûts d'administration du régime ontarien d'impôt calculé sur le revenu des particuliers (ICSR). Les recettes provenant de cet impôt sont également nettes des frais d'administration de l'ICSR, qui totalisaient 4 455 574 $ en 2006-2007 et 4 444 212 $ en 2007-2008.

En 2006, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 758 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 758 $ à 69 517 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 69 517 $. En 2007, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 35 488 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 35 488 $ à 70 976 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 70 976 $. En 2008, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 010 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 010 $ à 68 020 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 68 020 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 $) avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2006, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 016 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 065 $. En 2007, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 100 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 172 $. En 2008, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 929 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 957 $.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2006, le montant déterminant de base est de 194 $, auquel on ajoute 357 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2007, le montant déterminant de base est de 198 $, auquel on ajoute 365 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge. Pour 2008, le montant déterminant de base est de 190 $, auquel on ajoute 350 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %; toutefois, les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance-vie et d'assurance maladie individuelles ainsi que les réparations et les remplacements effectués sous garantie sont exemptés. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux général d'imposition des bénéfices des sociétés est de 14 %. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux moindre (12 %). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit, soit de 5,5 %. Le montant de cette réduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 400 000 $ et 1 128 519 $. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10 % à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'éducation coopérative, (iii) la formation à l'apprentissage, (iv) la production cinématographique et télévisuelle, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation informatique et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de matériel antipollution et de nouvelle technologie ainsi que pour la recherche-développement et les éléments d'actif servant à produire de l'électricité à partir de sources d'énergie propre, renouvelable ou de remplacement.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. En 2006, la première tranche de 10 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Ce montant passera à 12,5 millions de dollars en 2007 et à 15 millions de dollars en 2008. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires est de 0,3 % en 2006 et sera de 0,285 % en 2007. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. En 2006, les taux sont les suivants : 0,6 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,9 % sur tout montant excédentaire. En 2007, les taux seront de 0,57 % et de 0,855 % respectivement. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,72 % en 2006 et de 0,684 % en 2007. En vertu du plan d'élimination de l'impôt sur le capital prescrit par la loi, le taux d'impôt sur le capital sera réduit de nouveau les 1er janvier 2009 et 2010 et l'impôt sur le capital sera éliminé à partir du 1er juillet 2010.

L'impôt sur le capital ne s'applique pas aux éléments d'actif servant à produire de l'électricité à partir d'une source d'énergie propre, renouvelable ou de remplacement qui ont été acquis avant 2008. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises ontariennes au titre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 $ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 $. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 31 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 $.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de la *Loi sur l'imposition des sociétés* si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

L'Ontario perçoit un impôt de 10 % sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'extraction de minerais. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit, soit 5 %. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers à partir du 23 mars 2007 et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 $.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-15).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

La *Succession Duty Act* est entrée en vigueur en juillet 1892. Même si elle a été abrogée en 1979 et que les droits successoraux ont été éliminés dans le cas des personnes décédées après le 10 avril 1979, les biens des personnes décédées le ou avant cette date sont demeurés assujettis aux droits exigés aux termes de la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act, 1980*. À compter du 9 mai 2001, aucuns autres droits successoraux n'étaient payables, à part les montants qui étaient dus avant ce jour.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 8,8 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 6,9 milliards de dollars. En 2007-2008, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario sont passés de 124 millions de dollars à 2 713 millions de dollars, pour une hausse de 2 589 millions de dollars par rapport à 2006-2007. Au cours de la même période, les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé sont passées de 2 470 millions de dollars à 38 168 millions de dollars, en hausse de 35 698 millions de dollars par rapport à 2006-2007.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2007-2008, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 713 millions de dollars, ce qui représente 7,1% des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et du ministère de la Promotion de la santé, qui se chiffrent à 38 168 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2006-2007 étaient 2 589 millions de dollars, soit 7,3 % des 35 698 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2006-2007 et en 2007-2008 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses **(En millions de dollars)**	**2007-2008** **7,1 %**	**2006-2007** **7,3 %**
Hôpitaux*	1 235	1 171
Assurance-santé de l'Ontario	576	545
Foyers de soins de longue durée	198	192
Programmes de médicaments de l'Ontario	204	204
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	187	178
Santé publique, ministère de la Promotion de la santé et autres	313	299
Total	**2 713**	**2 589**

* Tient compte de l'incidence de la consolidation des hôpitaux. Les catégories de dépenses restantes ont fait l'objet d'un redressement afin d'exclure le transfert de subventions aux hôpitaux.

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable supérieur à 20 000 $ pour un revenu imposable entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable de 200 600 $ ou plus. Les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario ont été déduites des frais d'administration perçus par le gouvernement du Canada de 44 060 $ en 2007-2008.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

GOUVERNEMENT DU CANADA	2008 $	2007 $
Transfert canadien en matière de santé	8 486 603 125	7 702 358 038
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	3 778 333 930	3 225 039 030
Logement social	524 652 435	531 588 896
Entente sur le développement du marché du travail	587 208 895	184 489 466
Fiducie de transition	574 000 000	0
Transfert pour la réduction des temps d'attente	468 389 791	467 393 516
Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés	250 000 000	0
Programmes d'infrastructure	206 727 140	190 606 371
Fiducie – Infrastructure en matière d'éducation postsecondaire	195 269 974	194 772 483
ÉcoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	194 928 966	0
Services de bien-être aux Autochtones	185 985 534	179 169 101
Fiducie – Infrastructure du transport en commun	117 161 985	116 863 490
Fiducie – Logement abordable	117 161 985	116 863 490
Places en garderie	97 464 483	0
Expansion du bilinguisme	97 047 406	82 538 367
Incitatif – impôt sur le capital	83 000 000	0
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 477	76 354 027
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	68 309 655	0
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	63 834 674	63 938 711
Aide juridique – Droit criminel	50 500 000	50 552 300
Aide financière aux étudiants	47 333 434	46 087 949
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH	38 985 793	0
Fiducie – Logement des Autochtones hors-réserve	26 748 613	26 748 613
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	16 562 700	14 620 550
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	252 933 932
Fiducie – Immunisation et santé publique	0	52 773 301
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi	0	28 463 659
Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	0	23 542 744
Autres	244 152 740	408 720 956
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	**16 596 774 735**	**14 036 418 990**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. En 2007-2008, le montant de ce transfert aux provinces et territoires s'est élevé à 21,3 milliards de dollars. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. En 2007-2008, 9,5 milliards de dollars ont été affectés à ce titre aux provinces et aux territoires. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Le 21 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Grâce à l'EDMT, le gouvernement fédéral transfère les fonds réservés au régime d'assurance-emploi (partie II) à l'Ontario, ainsi que tous les fonds supplémentaires destinés à la rémunération du personnel et à l'administration.

En 2007, le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget la création de la Fiducie de transition au titre des engagements en vertu de l'Entente Canada-Ontario. Ce paiement unique de 574 millions de dollars a été versé dans un compte en fiducie administré par des tiers au titre des dépenses engagées en 2007-2008.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

En octobre 2006, l'Ontario et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente pour le transfert de l'administration de l'impôt des sociétés à l'Agence du revenu du Canada. Aux termes du protocole d'entente, le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir 400 millions de dollars à l'Ontario pour faciliter la transition à une administration unique de l'impôt des sociétés. La province a reçu et comptabilisé 250 millions de dollars à l'égard de cet engagement en 2007-2008.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure en matière d'éducation postsecondaire, d'une valeur de 1 milliard de dollars sur deux ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie a été créée pour appuyer les investissements visant à promouvoir l'innovation et l'accessibilité. Les investissements favoriseront l'infrastructure et l'équipement des universités et des collèges de même que les services institutionnels connexes. Le gouvernement fédéral a versé les fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et le gouvernement provincial les comptabilise conformément au calendrier de prélèvement des fonds fourni par le gouvernement fédéral.

Dans le budget fédéral de 2007, le gouvernement a annoncé la création de l'écoFiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques. Cette initiative sera dotée de 1,5 milliard de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront répartis entre les provinces et les territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les projets qui aboutiront à une réduction des gaz à effet de serre et de la pollution. Le gouvernement fédéral a versé les fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et le gouvernement provincial les comptabilise conformément au calendrier de prélèvements des fonds fourni par le gouvernement fédéral

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour l'infrastructure du transport en commun, d'une valeur de 900 millions de dollars sur trois ans à l'échelle nationale, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements en capitaux dans l'infrastructure du transport en commun y compris le transport rapide, les autobus urbains, les systèmes de transport intelligent et d'autres investissements, dont les voies réservées aux véhicules à occupation multiple et les voies cyclables. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement abordable, d'une valeur de 800 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués équitablement aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les investissements destinés à accroître le parc de logements abordables, y compris le logement de transition et le logement avec services de soutien. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé un transfert unique au titre des places en garderie de 250 millions de dollars, à l'échelle nationale, en 2007-2008, pour appuyer la création de places en garderie. Ces fonds ont été distribués aux provinces et territoires en fonction d'un montant égal par habitant.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En 2007, dans son budget, le gouvernement fédéral a annoncé la création d'un incitatif financier destiné aux provinces qui réduisent ou éliminent l'impôt sur le capital. Grâce à cet incitatif, les provinces toucheront des revenus supplémentaires provenant de l'impôt fédéral sur les sociétés par suite des déductions de l'impôt provincial sur les sociétés intervenues après le 18 mars 2007 et avant le 1er janvier 2011.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients, d'une valeur de 612 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer les garanties de délai d'attente pour les patients dans des domaines comme le traitement du cancer, les chirurgies cardiaques, l'imagerie diagnostique, le remplacement d'une articulation et le rétablissement de la vue. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie de vaccination contre le virus du papillome humain (VPH), d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront équitablement versés aux provinces et aux territoires en fonction d'un montant égal par habitant. La fiducie vise à appuyer l'achat de vaccins contre le VPH qui seront utilisés dans un programme de vaccination contre le virus du papillome humain financé par l'État. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans son budget de 2006, le gouvernement fédéral a annoncé la création de la fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve, d'une valeur de 300 millions de dollars à l'échelle nationale sur trois ans, qui seront distribués selon la part de la population d'Autochtones hors-réserve d'une province ou d'un territoire. La fiducie vise l'augmentation du parc de logements locatifs et l'accroissement des possibilités d'accession à la propriété pour les Autochtones hors-réserve. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie administré par un tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de prélèvements fourni par le gouvernement fédéral.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) paiement de l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux totalisant 21 552 217 $;

b) 5 268 682 $ dans le cadre de l'accord relatif au contrôle des armes à feu;

c) 3 999 646 $ pour l'accord sur le traitement des problèmes d'alcool et de toxicomanie;

d) subsides annuels de 7 999 827 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907;* et

e) des intérêts de 82 494 $ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	2008	2007
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	$	$
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 856 491 300	1 944 640 000
Régie des alcools de l'Ontario	1 374 357 000	1 307 701 000
Hydro One Incorporated	407 000 000	452 000 000
Ontario Power Generation Incorporated	807 000 000	495 000 000
Autres entreprises publiques	(8 205 388)	(3 820 000)
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**4 436 642 912**	**4 195 521 000**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) organise des loteries et exploite des casinos commerciaux, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans 17 hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 105 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 37 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

La province a consolidé de deux manières différentes les revenus provenant des quatre casinos commerciaux exploités par la SLJO. Premièrement, elle a consolidé 20 % des revenus de jeu générés par les casinos Windsor, Niagara, Niagara Fallsview et Rama. Deuxièmement, elle a consolidé le revenu gagné net de la SLJO provenant des casinos Windsor, Niagara et Niagara Fallsview. Les produits servent à financer des priorités générales du gouvernement comme les soins de santé, l'éducation et l'infrastructure publique. Les revenus nets provenant du casino Rama sont versés aux Premières nations de l'Ontario et ne sont pas inclus dans le montant indiqué dans le présent document.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

AUTRES RECETTES	2008 $	2007 $
Ventes et locations	553 444 584	1 107 935 694
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	1 051 033 105	969 818 721
Loi sur les permis d'alcool – Recettes	475 324 099	467 192 399
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	51 541 434	50 971 515
Loi sur les sûretés mobilières	44 537 928	42 511 406
Revenus tirés des jeux	30 654 339	32 180 676
Air pur Ontario	31 376 991	30 320 315
Constitutions en société	23 115 711	21 914 812
Enreg. des actes/*Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	3 603 352	7 711 822
Autres	483 176 228	438 526 752
Total des droits, permis et autorisations	2 194 363 187	2 061 148 418
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	122 252 668	123 989 676
Droits sur le bois de la Couronne	38 491 464	60 213 322
Teranet – Redevances, FIEF	15 000 000	15 000 000
Autres	17 203 213	16 001 245
Total, redevances	192 947 345	215 204 243
Recouvrement de dépenses des années précédentes	408 217 877	370 125 951
Remboursement des dépenses	1 463 963 766	1 415 123 066
Amendes et pénalités	32 632 186	37 482 599
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	982 000 000	991 000 000
Ventes d'électricité	929 000 000	863 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	398 000 000	412 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	134 549 000	124 086 000
Divers	368 204 897	258 702 061
Total, divers	2 811 753 897	2 648 788 061
TOTAL DES AUTRES RECETTES	**7 657 322 842**	**7 855 808 032**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

On entend par droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits varient entre 109 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment les permis de vente d'alcool, les permis minibar, les avenants, les permis de livraison d'alcool, les permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, les permis de circonstance et les permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les personnes qui font analyser les émissions de leur véhicule dans le cadre du programme d'analyses d'émissions d'Air pur Ontario doivent payer des droits. En outre, les garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme doivent payer des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les redevances forestières sont calculées selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2007-2008 étaient de 3,80 $ ou de 0,59 $ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 $ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et la réduction sur trois ans des droits minimaux pour le bouleau blanc à partir de 2006-2007. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 $ et 12,00 $ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'inventaire des ressources forestières ont été affectés au Fonds de réserve forestier. Cette mesure a eu des incidences sur le prix du bois et le montant des droits de coupe prélevés. En 2007-2008, soit 1,04 $ soit 0,59 $ étaient déduits des droits minimaux, compte tenu des groupes d'essence et des produits manufacturés et mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'inventaire des ressources forestières jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Par la suite, les droits minimaux ont été ramenés à 3,80 $ le mètre cube ou 0,59 $. La déduction au titre de l'inventaire des ressources forestières n'a eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de leur consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

Les revenus tirés des ventes d'électricité découlent de la revente de l'électricité achetée par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro, en vertu de contrats d'achat d'électricité que l'ancienne société Ontario Hydro a conclus avec des producteurs indépendants.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle gère le réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2008	2007
	$	$
TOTAL DES RECETTES	**97 122 290 729**	**90 397 431 670**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du CanadaGovernment of Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	-	2 384 883	-	15 000	223 486	-
Affaires intergouvernementales	-	-	-	-	5	-
Affaires municipales et Logement	-	593 400 431	-	119 943 697	11 119 533	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	101 632 324	-	11 659	411 560	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	13 723	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	214	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Culture	-	2 197 349	-	54 151	94	-
Développement du Nord et Mines	2 051 175	(1 892 900)	-	-	1 224 915	1 800
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-	39 388	-
Éducation	-	75 561 852	-	-	197 475	-
Énergie	-	-	-	-	201 031	-
Environnement	-	-	-	182 032	45 702 637	-
Finances	27 470 585 145	14 503 742 697	258 765 000	145 130 509	162 229 532	44 842
Formation, Collèges et Universités	-	673 362 474	-	424 138	8 947 889	392 526
Office des affaires francophones	-	1 533 094	-	-	5	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	-	-	-	-	41 722	-
Procureur général	-	57 386 298	-	34 643 089	73 859 623	31 705 908
Promotion de la santé	-	2 891 339	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	384 667	-	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	15 800 000	3 025 575 304	1 440 081	10 428	-
Revenu	40 412 883 057	-	-	1 744 114	666 264	-
Richesses naturelles	-	24 128 881	-	4 823 171	2 848 703	506 215
Santé et Soins de longue durée	-	84 263 166	-	13 347 293	8 405 756	17 500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-	-	35	-
Secrétariat du renouveau démocratique	-	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	44 590 514	-	274 619 474	18 776 774	6
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	173 418 711	-	-	109 354	-
Services gouvernementaux	30 861	130 266	-	-	624 174 767	1 500
Services sociaux et communautaires	-	113 879 815	-	758 280 351	2 223 217	-
Tourisme	-	2 289 815	-	-	1 086 505	-
Transports	-	45 690 169	-	-	1 056 823 715	790 915
Travail	-	4 810	-	90 582 752	437 846	333 057
Total avant la consolidation	67 885 550 238	16 516 780 655	3 284 340 304	1 445 241 511	2 019 776 196	33 794 269
Redressements de consolidation et autres	546 000 002	79 994 080	1 152 302 608	18 722 255	174 586 991	(1 162 083)
Selon les états financiers consolidés	**68 431 550 240**	**16 596 774 735**	**4 436 642 912**	**1 463 963 766**	**2 194 363 187**	**32 632 186**

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
le 31 mars 2008

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
$	$	$	$	$	
-	-	113 952	95	2 737 416	Affaires civiques et Immigration
-	-	51	-	56	Affaires intergouvernementales
4 329 434	-	7 488 273	325 684	736 607 052	Affaires municipales et Logement
258 723	-	64 624 651	541 685	167 480 602	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
121 694	-	72 196	1 288	208 901	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	27	241	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	181 258	181 258	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Bureau du vérificateur général
-	-	-	35	35	Cabinet du Premier ministre
-	-	2 768	390	2 254 752	Culture
523 192	1 975 560	64 194	705 392	4 653 328	Développement du Nord et Mines
-	3 313 144	2 623 419	1 793 653	7 769 604	Développement économique et du Commerce
358 383	-	9 870 591	54 993	86 043 294	Éducation
-	-	643 709	132 184	976 924	Énergie
98 420	-	186 238	14 602	46 183 929	Environnement
23 619 090	15 000 000	5 862 995	43 512 653	42 628 492 463	Finances
-	-	17 712 805	44 355 672	745 195 504	Formation, Collèges et Universités
-	-	-	-	1 533 099	Office des affaires francophones
-	-	22 382	69 114	91 496	Ombudsman Ontario
-	-	36 595	885	79 202	Petites Entreprises et Entrepreneuriat
505 446	-	1 671 572	72 800 911	272 572 847	Procureur général
-	-	4 432 841	-	7 324 180	Promotion de la santé
-	-	560 276	256 390	1 201 333	Recherche et Innovation
53 333 384	-	437 202	4 845 566	3 101 441 965	Renouvellement de l'infrastructure publique
-	-	2 668 378	8 596	40 417 970 409	Revenu
17 640 012	170 951 045	1 219 716	1 383 797	223 501 540	Richesses naturelles
(139 628)	-	149 056 079	(143 945)	254 806 221	Santé et Soins de longue durée
-	-	1 396 332	-	1 396 367	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
-	-	-	-	-	Secrétariat du renouveau démocratique
642 593	668 416	5 198 158	1 132 845	345 628 780	Sécurité communautaire et Services correctionnels
8 125	-	16 473 374	13 506	190 023 070	Services à l'enfance et à la jeunesse
4 177 541	-	39 609 571	4 837 711	672 962 217	Services gouvernementaux
43 907	-	18 741 956	4 629 580	897 798 826	Services sociaux et communautaires
15 261	-	-	(600)	3 390 981	Tourisme
9 623 607	9 571	50 125 679	216 214	1 163 279 870	Transports
78 287	-	7 301 924	501 493	99 240 169	Travail
115 237 471	191 917 736	408 217 877	182 171 674	92 083 027 931	Total avant la consolidation
438 207 113	1 029 609	-	2 629 582 223	5 039 262 798	Redressements de consolidation et autres
553 444 584	**192 947 345**	**408 217 877**	**2 811 753 897**	**97 122 290 729**	**Selon les états financiers consolidés**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	23 467 741	3 201 152	1 664 153	17 868 379	973 692
Affaires intergouvernementales	4 534 889	578 691	271 904	1 698 109	208 840
Affaires municipales et Logement	54 400 004	7 430 487	3 154 405	61 134 088	1 599 412
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	65 082 365	9 153 753	5 078 636	42 264 815	3 757 608
Bureau de l'Assemblée législative	69 912 011	15 826 392	6 641 998	32 034 560	9 402 366
Bureau du Conseil des ministres	10 468 216	1 086 899	352 671	1 947 327	282 148
Bureau du directeur général des élections	4 331 038	838 016	37 650	1 120 713	97 208
Bureau du lieutenant-gouverneur	672 295	72 616	46 695	285 799	79 329
Bureau du vérificateur général	8 316 994	1 575 785	397 196	2 890 536	469 394
Cabinet du Premier ministre	2 308 428	252 462	247 502	57 859	49 909
Culture	7 009 815	1 123 597	312 384	1 861 994	235 018
Développement du Nord et Mines	28 657 054	3 979 771	2 767 861	41 192 635	4 521 453
Développement économique et du Commerce	23 879 122	2 928 835	2 834 456	39 958 042	1 276 322
Éducation	106 024 582	13 988 116	12 274 225	85 146 614	9 984 856
Énergie	11 193 068	1 272 635	518 510	14 951 696	436 274
Environnement	146 956 068	20 355 401	6 477 313	93 512 004	14 420 621
Finances	67 875 796	11 736 564	10 958 910	112 055 207	11 609 295
Formation, Collèges et Universités	77 310 081	10 542 520	5 609 571	46 773 397	2 344 067
Office des affaires francophones	1 738 309	178 845	183 633	2 541 005	182 373
Ombudsman Ontario	5 894 900	1 300 800	338 700	1 386 700	783 300
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	7 662 835	897 462	640 958	9 540 566	307 558
Procureur général	575 243 312	66 391 199	26 538 977	260 023 936	25 434 019
Promotion de la santé	10 592 535	1 233 388	1 603 573	17 789 181	668 788
Recherche et Innovation	9 732 352	1 163 577	755 712	5 225 455	548 332
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 418 121	1 503 285	653 323	161 184 992	428 121
Revenu	171 008 011	31 304 198	10 331 360	28 902 892	5 500 564
Richesses naturelles	192 467 300	29 158 644	15 428 926	259 163 423	46 228 628
Santé et Soins de longue durée	365 210 005	60 186 622	39 290 115	281 832 200	77 583 577
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 202 822	758 637	774 341	8 176 948	1 038 496
Secrétariat du renouveau démocratique	1 882 981	136 765	245 997	1 051 652	63 192
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 170 003 859	158 183 696	52 891 451	323 708 517	177 487 307
Services à l'enfance et à la jeunesse	168 464 777	26 810 742	8 255 237	52 916 725	10 255 453
Services gouvernementaux	352 381 381	812 342 900	56 400 100	176 172 211	47 732 918
Services sociaux et communautaires	280 070 577	56 655 653	48 288 140	74 974 209	15 603 635
Tourisme	11 331 872	1 503 156	567 591	9 757 074	1 916 073
Transports	190 170 851	31 159 340	12 283 200	370 338 347	76 560 826
Travail	94 130 399	12 586 479	7 420 802	37 027 157	4 437 112
	4 341 006 766	1 399 399 080	341 938 176	2 678 466 964	554 508 084
Reclassification des dépenses**	91 265 628	9 795 675	43 195 737	(148 226 756)	3 969 716
Total avant la consolidation	4 432 272 394	1 409 194 755	385 133 913	2 530 240 208	558 477 800
Redressements de consolidation et autres	697 493 464	434 360 528	99 938 571	560 598 342	366 042 430
Selon les états financiers consolidés	**5 129 765 858**	**1 843 555 283**	**485 072 484**	**3 090 838 550**	**924 520 230**

*On trouvera (p. III-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2007-2008 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2008

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
$	$	$	$	$	
95 000 012	-	142 175 129	(48 269 465)	93 905 664	Affaires civiques et Immigration
6 868 539	-	14 160 972	-	14 160 972	Affaires intergouvernementales
820 592 450	2 064 600	950 375 446	(105 895 650)	844 479 796	Affaires municipales et Logement
832 922 547	-	958 259 724	126 599 022	1 084 858 746	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
202 000	-	134 019 327	(3 347 239)	130 672 088	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	14 137 261	-	14 137 261	Bureau du Conseil des ministres
-	98 062 225	104 486 850	(344 974)	104 141 876	Bureau du directeur général des élections
-	150 800	1 307 534	-	1 307 534	Bureau du lieutenant-gouverneur
50 000	-	13 699 905	(594 759)	13 105 146	Bureau du vérificateur général
-	-	2 916 160	-	2 916 160	Cabinet du Premier ministre
348 918 957	-	359 461 765	43 578 658	403 040 423	Culture
128 412 597	161 718 628	371 249 999	(25 701 746)	345 548 253	Développement du Nord et Mines
369 092 029	518 020	440 486 826	8 720 002	449 206 828	Développement économique et du Commerce
12 335 572 993	18 977 538	12 581 968 924	36 091 134	12 618 060 058	Éducation
48 756 880	-	77 129 063	208 671 540	285 800 603	Énergie
53 968 686	8 393 404	344 083 497	4 999 999	349 083 496	Environnement
2 136 153 774	8 202 237 545	10 552 627 091	1 806 885 081	12 359 512 172	Finances
6 630 308 229	25 701 332	6 798 589 197	(316 298 714)	6 482 290 483	Formation, Collèges et Universités
124 000	-	4 948 165	-	4 948 165	Office des affaires francophones
-	-	9 704 400	(384 591)	9 319 809	Ombudsman Ontario
12 384 395	21 748	31 455 522	-	31 455 522	Petites Entreprises et Entrepreneuriat
479 473 224	170 208 714	1 603 313 381	48 955 400	1 652 268 781	Procureur général
341 012 580	95 000	372 395 045	(8 682 877)	363 712 168	Promotion de la santé
396 569 994	-	413 995 422	(26 160 486)	387 834 936	Recherche et Innovation
482 884 664	83 249 400	743 321 906	(188 294 586)	555 027 320	Renouvellement de l'infrastructure publique
254 052 735	53 141 333	554 241 093	-	554 241 093	Revenu
117 862 560	14 426 770	674 736 251	122 054 691	796 790 942	Richesses naturelles
37 169 977 096	10 822 304	38 004 901 919	(200 808 511)	37 804 093 408	Santé et Soins de longue durée
14 739 187	201 000 000	233 690 431	-	233 690 431	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
-	-	3 380 587	-	3 380 587	Secrétariat du renouveau démocratique
123 692 785	10 436 202	2 016 403 817	(13 518 209)	2 002 885 608	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 498 152 954	40 423 583	3 805 279 471	(88 770 992)	3 716 508 479	Services à l'enfance et à la jeunesse
112 200	11 167 186	1 456 308 896	(37 726 799)	1 418 582 097	Services gouvernementaux
7 067 554 454	20 639 638	7 563 786 306	(15 534 274)	7 548 252 032	Services sociaux et communautaires
156 503 282	-	181 579 048	52 153 616	233 732 664	Tourisme
2 451 912 620	405 390 692	3 537 815 876	(98 674 998)	3 439 140 878	Transports
46 000	-	155 647 949	14 550 300	170 198 249	Travail
76 373 874 423	9 538 846 662	95 228 040 155	1 294 250 573	96 522 290 728	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
76 373 874 423	9 538 846 662	95 228 040 155	1 294 250 573	96 522 290 728	Total avant la consolidation
(2 499 360 300)	1 635 177 538				Redressements de consolidation et autres
73 874 514 123	**11 174 024 200**			**96 522 290 728**	**Selon les états financiers consolidéss**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	23 467 741	3 201 152	1 664 153	17 868 379
Affaires intergouvernementales	4 534 889	578 691	271 904	1 698 109
Affaires municipales et Logement	54 400 004	7 430 487	3 154 405	61 134 088
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	65 082 365	9 153 753	5 078 636	41 773 267
Bureau de l'Assemblée législative	69 912 011	15 826 392	6 641 998	32 034 560
Bureau du Conseil des ministres	10 468 216	1 086 899	352 671	1 947 327
Bureau du directeur général des élections	4 331 038	838 016	37 650	1 120 713
Bureau du lieutenant-gouverneur	672 295	72 616	46 695	285 799
Bureau du vérificateur général	8 316 994	1 575 785	397 196	2 890 536
Cabinet du Premier ministre	2 308 428	252 462	247 502	57 859
Culture	7 009 815	1 123 597	312 384	1 861 994
Développement du Nord et Mines	28 657 054	3 979 771	2 751 129	19 974 076
Développement économique et du Commerce	23 879 122	2 928 835	2 834 456	39 958 042
Éducation	106 024 582	13 988 116	12 274 225	85 146 614
Énergie	11 193 068	1 272 635	518 510	14 951 696
Environnement	146 956 068	20 355 401	6 477 313	93 512 004
Finances	67 875 796	11 736 564	10 958 910	112 055 207
Formation, Collèges et Universités	77 310 081	10 542 520	5 609 571	46 773 397
Office des affaires francophones	1 738 309	178 845	183 633	2 541 005
Ombudsman Ontario	5 894 900	1 300 800	338 700	1 386 700
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	7 662 835	897 462	640 958	9 540 566
Procureur général	575 243 312	66 391 199	26 538 977	260 023 936
Promotion de la santé	10 592 535	1 233 388	1 003 573	17 789 181
Recherche et Innovation	9 732 352	1 163 577	755 712	5 225 455
Renouvellement de l'infrastructure publique	13 418 121	1 503 285	653 323	66 505 723
Revenu	171 008 011	31 304 198	10 331 360	28 902 892
Richesses naturelles	192 467 300	29 158 644	14 849 817	226 717 433
Santé et Soins de longue durée	365 210 005	60 186 622	39 290 115	281 832 200
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	7 202 822	758 637	774 341	8 176 948
Secrétariat du renouveau démocratique	1 882 981	136 765	245 997	1 051 652
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 170 003 859	158 183 696	52 891 451	277 976 894
Services à l'enfance et à la jeunesse	168 464 777	26 810 742	8 255 237	52 916 725
Services gouvernementaux	352 381 381	812 342 900	56 280 427	155 009 196
Services sociaux et communautaires	280 070 577	56 655 653	48 288 140	74 974 209
Tourisme	11 331 872	1 503 156	567 591	5 065 792
Transports	142 459 779	22 410 053	9 498 381	297 407 684
Travail	94 130 399	12 586 479	7 420 802	37 027 157
	4 293 295 694	1 390 649 793	338 437 843	2 385 115 015
Reclassification des dépenses**	91 265 628	9 795 675	43 195 737	(148 226 756)
Total avant la consolidation	**4 384 561 322**	**1 400 445 468**	**381 633 580**	**2 236 888 259**

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Services d'information et de technologie de l'information (ministères des Éducation et Transports) et Admin. du ministère, Services d'information et de technologie de l'information et Services communs de l'Ontario (ministère des services gouvernementaux).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2007-2008 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2008

Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Ministère
$	$	$	$	
973 692	95 000 012	-	142 175 129	Affaires civiques et Immigration
208 840	6 868 539	-	14 160 972	Affaires intergouvernementales
1 599 412	624 519 510	75 000	752 312 906	Affaires municipales et Logement
3 757 608	640 642 544	-	765 488 173	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
9 402 366	202 000	-	134 019 327	Bureau de l'Assemblée législative
282 148	-	-	14 137 261	Bureau du Conseil des ministres
97 208	-	98 062 225	104 486 850	Bureau du directeur général des élections
79 329	-	150 800	1 307 534	Bureau du lieutenant-gouverneur
469 394	50 000	-	13 699 905	Bureau du vérificateur général
49 909	-	-	2 916 160	Cabinet du Premier ministre
235 018	324 666 285	-	335 209 093	Culture
3 546 377	85 423 489	1 006 754	145 338 650	Développement du Nord et Mines
1 276 322	340 312 029	518 020	411 706 826	Développement économique et du Commerce
9 984 856	12 335 572 993	1 907 814	12 564 899 200	Éducation
436 274	48 756 880	-	77 129 063	Énergie
14 420 621	21 274 972	-	302 996 379	Environnement
11 609 295	987 168 119	8 202 237 545	9 403 641 436	Finances
2 344 067	5 745 034 184	25 701 332	5 913 315 152	Formation, Collèges et Universités
182 373	124 000	-	4 948 165	Office des affaires francophones
783 300	-	-	9 704 400	Ombudsman Ontario
307 558	12 384 395	21 748	31 455 522	Petites Entreprises et Entrepreneuriat
25 434 019	479 473 224	44 149 012	1 477 253 679	Procureur général
668 788	331 767 982	95 000	363 150 447	Promotion de la santé
548 332	272 120 311	-	289 545 739	Recherche et Innovation
428 121	-	-	82 508 573	Renouvellement de l'infrastructure publique
5 500 564	254 052 735	53 141 333	554 241 093	Revenu
28 660 085	104 720 534	11 828 169	608 401 982	Richesses naturelles
77 583 577	36 499 704 996	600 000	37 324 407 515	Santé et Soins de longue durée
1 038 496	11 039 187	201 000 000	229 990 431	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
63 192	-	-	3 380 587	Secrétariat du renouveau démocratique
174 889 045	123 692 785	10 436 202	1 968 073 932	Sécurité communautaire et Services correctionnels
10 255 453	3 473 634 535	-	3 740 337 469	Services à l'enfance et à la jeunesse
47 704 454	112 200	11 167 186	1 434 997 744	Services gouvernementaux
15 603 635	7 015 778 848	18 140 245	7 509 511 307	Services sociaux et communautaires
1 137 100	107 726 339	-	127 331 850	Tourisme
55 908 289	568 708 966	300 000	1 096 693 152	Transports
4 437 112	46 000	-	155 647 949	Travail
511 906 229	70 510 578 593	8 680 538 385	88 110 521 552	
3 969 716	-	-	-	Reclassification des dépenses**
515 875 945	**70 510 578 593**	**8 680 538 385**	**88 110 521 552**	**Total avant la consolidation**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	491 548
Culture	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	16 732	21 218 559
Développement économique et du Commerce	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-
Promotion de la santé	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	-	-	-	94 679 269
Revenu	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	579 109	32 445 990
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	45 731 623
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	119 673	21 163 015
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-
Tourisme	-	-	-	4 691 282
Transports	47 711 072	8 749 287	2 784 819	72 930 663
Total avant la consolidation	**47 711 072**	**8 749 287**	**3 500 333**	**293 351 949**

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2007-2008 a été publié.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2008

Fournitures et matériel	Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Ministère
$	$	$	$	
-	-	-	-	Affaires civiques et Immigration
-	196 072 940	1 989 600	198 062 540	Affaires municipales et Logement
-	192 280 003	-	192 771 551	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	24 252 672	-	24 252 672	Culture
975 076	42 989 108	160 711 874	225 911 349	Développement du Nord et Mines
-	28 780 000	-	28 780 000	Développement économique et du Commerce
-	-	17 069 724	17 069 724	Éducation
-	32 693 714	8 393 404	41 087 118	Environnement
-	1 148 985 655	-	1 148 985 655	Finances
-	885 274 045	-	885 274 045	Formation, Collèges et Universités
-	-	-	-	Petites Entreprises et Entrepreneuriat
-	-	126 059 702	126 059 702	Procureur général
-	9 244 598	-	9 244 598	Promotion de la santé
-	124 449 683	-	124 449 683	Recherche et Innovation
-	482 884 664	83 249 400	660 813 333	Renouvellement de l'infrastructure publique
-	-	-	-	Revenu
17 568 543	13 142 026	2 598 601	66 334 269	Richesses naturelles
-	670 272 100	10 222 304	680 494 404	Santé et Soins de longue durée
-	3 700 000	-	3 700 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
2 598 262	-	-	48 329 885	Sécurité communautaire et Services correctionnels
-	24 518 419	40 423 583	64 942 002	Services à l'enfance et à la jeunesse
28 464	-	-	21 311 152	Services gouvernementaux
-	51 775 606	2 499 393	54 274 999	Services sociaux et communautaires
778 973	48 776 943	-	54 247 198	Tourisme
20 652 537	1 883 203 654	405 090 692	2 441 122 724	Transports
42 601 855	**5 863 295 830**	**858 308 277**	**7 117 518 603**	**Total avant la consolidation**

Fonds ontarien d'initiative

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2008	2007
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens[1]	$ 135 947	$ 157 359
	$ 135 947	**$ 157 359**

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	CRÉDITS AUTORISÉS					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	142 701 300	78 540	142 779 840	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 999 900	62 699	15 062 599	-	-	-
Affaires municipales et Logement	964 557 000	153 540	964 710 540	100 000	200 000	300 000
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	975 281 900	110 540	975 392 440	4 100 000	11 800 000	15 900 000
Bureau de l'Assemblée législative	143 714 900	-	143 714 900	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 401 300	-	14 401 300	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	7 914 900	-	7 914 900	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 310 200	-	1 310 200	-	-	-
Bureau du vérificateur général	14 920 600	387 000	15 307 600	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 852 800	103 686	2 956 486	-	-	-
Culture	360 606 100	62 699	360 668 799	-	-	-
Développement du Nord et Mines	216 507 600	159 637 199	376 144 799	499 802 000	-	499 802 000
Développement économique et du Commerce	448 354 900	2 063 699	450 418 599	127 575 500	-	127 575 500
Éducation	12 266 614 700	349 062 699	12 615 677 399	750 000	-	750 000
Énergie	79 832 300	62 699	79 894 999	-	-	-
Environnement	344 776 800	64 699	344 841 499	-	-	-
Finances	3 812 718 100	7 926 064 699	11 738 782 799	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	6 790 734 300	41 750 699	6 832 484 999	302 750 000	-	302 750 000
Office des affaires francophones	4 962 000	-	4 962 000	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 846 900	63 699	31 910 599	1 000	-	1 000
Procureur général	1 575 758 300	4 764 699	1 580 522 999	761 000	-	761 000
Promotion de la santé	377 588 000	78 540	377 666 540	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	414 832 400	16 841	414 849 241	8 263 000	-	8 263 000
Renouvellement de l'infrastructure publique	761 598 000	206 699	761 804 699	761 300	-	761 300
Revenu	508 331 500	58 046 958	566 378 458	5 275 000	-	5 275 000
Richesses naturelles	673 374 300	5 458 799	678 833 099	33 829 400	-	33 829 400
Santé et Soins de longue durée	38 057 971 500	834 381	38 058 805 881	93 893 500	-	93 893 500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	34 696 500	-	34 696 500	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	3 550 900	-	3 550 900	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 023 726 300	131 540	2 023 857 840	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 813 912 400	62 699	3 813 975 099	2 100 000	-	2 100 000
Services gouvernementaux	1 456 034 100	13 882 699	1 469 916 799	11 001 000	-	11 001 000
Services sociaux et communautaires	7 587 701 400	15 278 540	7 602 979 940	22 630 600	-	22 630 600
Tourisme	182 108 600	62 699	182 171 299	-	-	-
Transports	3 170 678 000	444 855 099	3 615 533 099	1 087 369 800	-	1 087 369 800
Travail	160 589 400	63 699	160 653 099	-	-	-
Total des ministères	**87 451 764 500**	**9 023 472 688**	**96 475 237 188**	**2 201 479 100**	**12 000 000**	**2 213 479 100**

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	DÉPENSES RÉELLES					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	142 100 591	74 538	142 175 129	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 123 975	36 997	14 160 972	-	-	-
Affaires municipales et Logement	950 220 259	155 187	950 375 446	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	958 186 363	73 361	958 259 724	2 157 056	7 491 900	9 648 956
Bureau de l'Assemblée législative	134 019 327	-	134 019 327	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 137 261	-	14 137 261	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 762 333	97 724 517	104 486 850	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 307 534	-	1 307 534	-	-	-
Bureau du vérificateur général	13 355 686	344 219	13 699 905	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 811 599	104 561	2 916 160	-	-	-
Culture	359 401 751	60 014	359 461 765	-	-	-
Développement du Nord et Mines	212 316 731	158 933 268	371 249 999	496 662 205	-	496 662 205
Développement économique et du Commerce	439 898 322	588 504	440 486 826	51 958 415	-	51 958 415
Éducation	12 238 376 830	343 592 094	12 581 968 924	-	-	-
Énergie	77 065 049	64 014	77 129 063	-	-	-
Environnement	344 019 483	64 014	344 083 497	-	-	-
Finances	2 772 325 532	7 780 301 559	10 552 627 091	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	6 772 823 851	25 765 346	6 798 589 197	256 687 747	-	256 687 747
Office des affaires francophones	4 948 165	-	4 948 165	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 400 855	54 667	31 455 522	-	-	-
Procureur général	1 559 100 355	44 213 026	1 603 313 381	-	-	-
Promotion de la santé	372 226 684	168 361	372 395 045	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	413 959 058	36 364	413 995 422	1 657 388	-	1 657 388
Renouvellement de l'infrastructure publique	743 257 892	64 014	743 321 906	-	-	-
Revenu	501 046 898	53 194 195	554 241 093	-	-	-
Richesses naturelles	660 582 909	14 153 342	674 736 251	32 013 053	-	32 013 053
Santé et Soins de longue durée	38 003 233 811	1 668 108	38 004 901 919	66 919 004	-	66 919 004
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	32 663 414	201 027 017	233 690 431	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	3 380 587	-	3 380 587	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 005 887 429	10 516 388	2 016 403 817	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 805 224 804	54 667	3 805 279 471	-	-	-
Services gouvernementaux	1 446 782 045	9 526 851	1 456 308 896	10 983 831	-	10 983 831
Services sociaux et communautaires	7 545 577 569	18 208 737	7 563 786 306	22 626 600	-	22 626 600
Tourisme	181 515 034	64 014	181 579 048	-	-	-
Transports	3 537 452 171	363 705	3 537 815 876	1 076 263 002	-	1 076 263 002
Travail	155 583 935	64 014	155 647 949	-	-	-
Total des ministères	**86 466 780 492**	**8 761 259 663**	**95 228 040 155**	**2 018 428 301**	**7 491 900**	**2 025 920 201**

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	CRÉDITS AUTORISÉS					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	142 701 300	78 540	142 779 840	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 999 900	62 699	15 062 599	-	-	-
Affaires municipales et Logement	762 199 700	153 540	762 353 240	100 000	200 000	300 000
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	782 141 300	110 540	782 251 840	4 100 000	11 800 000	15 900 000
Bureau de l'Assemblée législative	143 714 900	-	143 714 900	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 401 300	-	14 401 300	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	7 914 900	-	7 914 900	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 310 200	-	1 310 200	-	-	-
Bureau du vérificateur général	14 920 600	387 000	15 307 600	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 852 800	103 686	2 956 486	-	-	-
Culture	335 615 900	62 699	335 678 599	-	-	-
Développement du Nord et Mines	147 944 300	1 774 699	149 718 999	20 002 000	-	20 002 000
Développement économique et du Commerce	419 574 900	2 063 699	421 638 599	127 575 500	-	127 575 500
Éducation	12 249 544 700	349 062 699	12 598 607 399	750 000	-	750 000
Énergie	79 832 300	62 699	79 894 999	-	-	-
Environnement	303 353 800	64 699	303 418 499	-	-	-
Finances	1 812 718 100	7 926 064 699	9 738 782 799	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	5 905 354 900	41 750 699	5 947 105 599	302 750 000	-	302 750 000
Office des affaires francophones	4 962 000	-	4 962 000	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 846 900	63 699	31 910 599	1 000	-	1 000
Procureur général	1 444 485 900	4 764 699	1 449 250 599	761 000	-	761 000
Promotion de la santé	366 343 800	78 540	366 422 340	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	290 382 400	16 841	290 399 241	8 263 000	-	8 263 000
Renouvellement de l'infrastructure publique	84 539 700	206 699	84 746 399	761 300	-	761 300
Revenu	508 331 500	58 046 958	566 378 458	5 275 000	-	5 275 000
Richesses naturelles	606 810 500	2 465 699	609 276 199	7 300 000	-	7 300 000
Santé et Soins de longue durée	37 376 376 200	834 381	37 377 210 581	93 893 500	-	93 893 500
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	30 996 500	-	30 996 500	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	3 550 900	-	3 550 900	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 975 109 300	131 540	1 975 240 840	16 000	-	16 000
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 747 365 900	62 699	3 747 428 599	2 100 000	-	2 100 000
Services gouvernementaux	1 433 832 500	13 882 699	1 447 715 199	11 001 000	-	11 001 000
Services sociaux et communautaires	7 533 426 400	15 278 540	7 548 704 940	22 630 600	-	22 630 600
Tourisme	127 538 200	62 699	127 600 899	-	-	-
Transports	1 101 870 700	365 699	1 102 236 399	5 000	-	5 000
Travail	160 589 400	63 699	160 653 099	-	-	-
Total des ministères	**79 979 158 900**	**8 418 127 688**	**88 397 286 588**	**607 784 900**	**12 000 000**	**619 784 900**

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	DÉPENSES RÉELLES					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques et Immigration	142 100 591	74 538	142 175 129	-	-	-
Affaires intergouvernementales	14 123 975	36 997	14 160 972	-	-	-
Affaires municipales et Logement	752 157 719	155 187	752 312 906	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	765 414 812	73 361	765 488 173	2 157 056	7 491 900	9 648 956
Bureau de l'Assemblée législative	134 019 327	-	134 019 327	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	14 137 261	-	14 137 261	-	-	-
Bureau du directeur général des élections	6 762 333	97 724 517	104 486 850	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 307 534	-	1 307 534	-	-	-
Bureau du vérificateur général	13 355 686	344 219	13 699 905	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	2 811 599	104 561	2 916 160	-	-	-
Culture	335 149 079	60 014	335 209 093	-	-	-
Développement du Nord et Mines	144 267 882	1 070 768	145 338 650	17 000 000	-	17 000 000
Développement économique et du Commerce	411 118 322	588 504	411 706 826	51 958 415	-	51 958 415
Éducation	12 221 307 106	343 592 094	12 564 899 200	-	-	-
Énergie	77 065 049	64 014	77 129 063	-	-	-
Environnement	302 932 365	64 014	302 996 379	-	-	-
Finances	1 623 339 877	7 780 301 559	9 403 641 436	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	5 887 549 806	25 765 346	5 913 315 152	256 687 747	-	256 687 747
Office des affaires francophones	4 948 165	-	4 948 165	-	-	-
Ombudsman Ontario	9 704 400	-	9 704 400	-	-	-
Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 400 855	54 667	31 455 522	-	-	-
Procureur général	1 433 040 653	44 213 026	1 477 253 679	-	-	-
Promotion de la santé	362 982 086	168 361	363 150 447	500 000	-	500 000
Recherche et Innovation	289 509 375	36 364	289 545 739	1 657 388	-	1 657 388
Renouvellement de l'infrastructure publique	82 444 559	64 014	82 508 573	-	-	-
Revenu	501 046 898	53 194 195	554 241 093	-	-	-
Richesses naturelles	596 509 799	11 892 183	608 401 982	5 573 545	-	5 573 545
Santé et Soins de longue durée	37 322 739 407	1 668 108	37 324 407 515	66 919 004	-	66 919 004
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	28 963 414	201 027 017	229 990 431	-	-	-
Secrétariat du renouveau démocratique	3 380 587	-	3 380 587	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 957 557 544	10 516 388	1 968 073 932	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 740 282 802	54 667	3 740 337 469	-	-	-
Services gouvernementaux	1 425 470 893	9 526 851	1 434 997 744	10 983 831	-	10 983 831
Services sociaux et communautaires	7 491 302 570	18 208 737	7 509 511 307	22 626 600	-	22 626 600
Tourisme	127 267 836	64 014	127 331 850	-	-	-
Transports	1 096 329 447	363 705	1 096 693 152	-	-	-
Travail	155 583 935	64 014	155 647 949	-	-	-
Total des ministères	**79 509 385 548**	**8 601 136 004**	**88 110 521 552**	**436 063 586**	**7 491 900**	**443 555 486**

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	CRÉDITS AUTORISÉS					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires municipales et Logement	202 357 300	-	202 357 300	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	193 140 600	-	193 140 600	-	-	-
Culture	24 990 200	-	24 990 200	-	-	-
Développement du Nord et Mines	68 563 300	157 862 500	226 425 800	479 800 000	-	479 800 000
Développement économique et du Commerce	28 780 000	-	28 780 000	-	-	-
Éducation	17 070 000	-	17 070 000	-	-	-
Environnement	41 423 000	-	41 423 000	-	-	-
Finances	2 000 000 000	-	2 000 000 000	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	885 379 400	-	885 379 400	-	-	-
Procureur général	131 272 400	-	131 272 400	-	-	-
Promotion de la santé	11 244 200	-	11 244 200	-	-	-
Recherche et Innovation	124 450 000	-	124 450 000	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	677 058 300	-	677 058 300	-	-	-
Richesses naturelles	66 563 800	2 993 100	69 556 900	26 529 400	-	26 529 400
Santé et Soins de longue durée	681 595 300	-	681 595 300	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 700 000	-	3 700 000	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	48 617 000	-	48 617 000	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	66 546 500	-	66 546 500	-	-	-
Services gouvernementaux	22 201 600	-	22 201 600	-	-	-
Services sociaux et communautaires	54 275 000	-	54 275 000	-	-	-
Tourisme	54 570 400	-	54 570 400	-	-	-
Transports	2 068 807 300	444 489 400	2 513 296 700	1 087 364 800	-	1 087 364 800
Total des ministères	**7 472 605 600**	**605 345 000**	**8 077 950 600**	**1 593 694 200**	**-**	**1 593 694 200**

SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	DÉPENSES RÉELLES					
	DÉPENSES			ACTIFS		
Ministère	Votés	Législatifs	Total	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$	$	$	$
Affaires municipales et Logement	198 062 540	-	198 062 540	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	192 771 551	-	192 771 551	-	-	-
Culture	24 252 672	-	24 252 672	-	-	-
Développement du Nord et Mines	68 048 849	157 862 500	225 911 349	479 662 205	-	479 662 205
Développement économique et du Commerce	28 780 000	-	28 780 000	-	-	-
Éducation	17 069 724	-	17 069 724	-	-	-
Environnement	41 087 118	-	41 087 118	-	-	-
Finance	1 148 985 655	-	1 148 985 655	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	885 274 045	-	885 274 045	-	-	-
Procureur général	126 059 702	-	126 059 702	-	-	-
Promotion de la santé	9 244 598	-	9 244 598	-	-	-
Recherche et Innovation	124 449 683	-	124 449 683	-	-	-
Renouvellement de l'infrastructure publique	660 813 333	-	660 813 333	-	-	-
Richesses naturelles	64 073 110	2 261 159	66 334 269	26 439 508	-	26 439 508
Santé et Soins de longue durée	680 494 404	-	680 494 404	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 700 000	-	3 700 000	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	48 329 885	-	48 329 885	-	-	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	64 942 002	-	64 942 002	-	-	-
Services gouvernementaux	21 311 152	-	21 311 152	-	-	-
Services sociaux et communautaires	54 274 999	-	54 274 999	-	-	-
Tourisme	54 247 198	-	54 247 198	-	-	-
Transports	2 441 122 724	-	2 441 122 724	1 076 263 002	-	1 076 263 002
Total des ministères	**6 957 394 944**	**160 123 659**	**7 117 518 603**	**1 582 364 715**	**-**	**1 582 364 715**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-10

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-11

AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION 2-13

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO 2-15

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO 2-17

SERVICES RÉGIONAUX 2-19

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-12

ÉTAT DES RECETTES 2-21

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
22 521 420	Administration du ministère	21 268 440	20 837 181
91 750 728	Affaires civiques et immigration	93 194 600	93 170 037
19 285 308	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 695 200	17 565 438
3 870 819	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	3 848 200	3 833 436
6 408 102	Services régionaux	6 773 400	6 769 037
143 836 377	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	***142 779 840**	**142 175 129**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 42 201 100 $

	IMMOBILISATIONS		
22 870 000	Immobilisations des Affaires civiques et immigration	0	0
22 870 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**0**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	19 477 200	1 712 700	21 189 900	Administration du ministère	20 762 643
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	35 366
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	39 172
	*** 19 555 740**	**1 712 700**	**21 268 440**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ....**	**20 837 181**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère met tout en œuvre pour réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, technologie de l'information et solutions technologiques, services juridiques et planification des ressources, affectation des tâches, etc). Le programme offre des services généraux à trois ministères (Affaires civiques et Immigration, Culture et Tourisme) et à l'Office des affaires francophones.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 275 600 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 375 603
Avantages sociaux		1 072 709
Transports et communications		457 964
Services		11 435 919
Fournitures et matériel		420 448
		20 762 643
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 426 190	
Avantages sociaux	186 487	
Transports et communications	86 919	
Services	125 890	
Fournitures et matériel	79 996	
		1 905 482
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 991 969	
Avantages sociaux	356 488	
Transports et communications	53 955	
Services	3 659 772	
Fournitures et matériel	145 114	
		6 207 298
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 406 442	
Avantages sociaux	158 943	
Transports et communications	23 080	
Services	8 732	
Fournitures et matériel	26 574	
		1 623 771
Services de communication		
Traitements et salaires	2 136 362	
Avantages sociaux	320 996	
Transports et communications	53 937	
Services	1 026 772	
Fournitures et matériel	74 256	
		3 612 323
Analyse et planification		
Traitements et salaires	414 640	
Avantages sociaux	49 795	
Transports et communications	6 374	
Services	18 685	
Fournitures et matériel	8 362	
		497 856
Services juridiques		
Transports et communications	22 943	
Services	2 131 097	
Fournitures et matériel	65 640	
		2 219 680
Systèmes informatiques		
Transports et communications	210 756	
Services	4 464 971	
Fournitures et matériel	20 506	
		4 696 233
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		35 366
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		39 172
		74 538
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**20 837 181**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**	
1	94 730 700	(1 536 100)	93 194 600	Affaires civiques et immigration.....	93 170 037
	*** 94 730 700**	**(1 536 100)**	**93 194 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....**	**93 170 037**

Description du programme :

Le programme des Affaires civiques et de l'Immigration est responsable de l'immigration, de la diversité et des affaires civiques, y compris le bénévolat ainsi que les distinctions et les prix. La division travaille en partenariat avec d'autres paliers de gouvernement pour que les personnes qui immigrent en Ontario puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes à faire du bénévolat dans leurs communautés et pour décerner des distinctions et prix provinciaux aux programmes qui reconnaissent la contribution de particuliers et de groupes de tous les horizons à leurs communautés et à la province.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 25 441 800 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 489 500
Avantages sociaux		997 845
Transports et communications		440 128
Services		4 568 897
Fournitures et matériel		288 958
Paiements de transfert		
Course de langues	48 612 831	
Formation en milieu de travail	18 486 100	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	9 938 300	
Initiatives de bénévolat	2 347 478	
		79 384 709
		93 170 037
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**93 170 037**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	17 387 200	308 000	17 695 200	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 565 438
	*** 17 387 200**	**308 000**	**17 695 200**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	**17 565 438**

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 7 722 400 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 111 477
Avantages sociaux		250 572
Transports et communications		248 843
Services		1 004 429
Fournitures et matériel		66 572
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	6 768 923	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	7 114 622	
		13 883 545
		17 565 438
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		**17 565 438**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
604				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	
FONCTIONNEMENT					
1	2 514 500	1 333 700	3 848 200	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....	3 833 436
	*** 2 514 500**	**1 333 700**	**3 848 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....**	**3 833 436**

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend ou appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées et les campagnes d'éducation du public visant les personnes âgées de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 687 500 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 292 066
Avantages sociaux	141 172
Transports et communications	104 828
Services	523 398
Fournitures et matériel	40 214
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	1 731 758
	3 833 436
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	**3 833 436**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
605				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	6 813 400	(40 000)	6 773 400	Services régionaux	6 769 037
	*** 6 813 400**	**(40 000)**	**6 773 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**6 769 037**

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration, le ministère de la Culture, le ministère du Tourisme et la Direction des sports et des loisirs du ministère de la Promotion de la santé.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 073 800 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 124 556
Avantages sociaux	738 854
Transports et communications	412 390
Services	335 737
Fournitures et matériel	157 500
	6 769 037
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	**6 769 037**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord d'immigration	2 384 883	(637 980)
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	15 000	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	223 486	513
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	113 952	219 645
DIVERS	95	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 737 416**	**(417 822)**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-24

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-25

RELATIONS INTERGOURVERNEMENTALES 2-27

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-26

ÉTAT DES RECETTES 2-29

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
1 544 886	Administration du ministère	2 291 199	1 746 347
9 806 866	Relations intergouvernementales	12 771 400	12 414 625
11 351 752	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	***15 062 599**	**14 160 972**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 200 000 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 228 500		2 228 500	Administration du ministère	1 709 350
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 650
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	9 347
	*** 2 291 199**		**2 291 199**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 746 347**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités des bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation et des conseils stratégiques pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième concerne les services administratifs venant appuyer le mandat du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 700 000 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		907 627
Avantages sociaux		149 816
Transports et communications		88 465
Services		537 818
Fournitures et matériel		25 624
		1 709 350
Bureau principal		
Traitements et salaires	781 657	
Avantages sociaux	136 086	
Transports et communications	73 636	
Services	36 946	
Fournitures et matériel	17 525	
		1 045 850
Coordination administrative et technologie de l'information		
Traitements et salaires	125 970	
Avantages sociaux	13 730	
Transports et communications	14 829	
Services	500 872	
Fournitures et matériel	8 099	
		663 500
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		27 650
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		9 347
		36 997
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**1 746 347**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1502 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	6 971 400	5 800 000	12 771 400	Conseils stratégiques intergouvernementaux	12 414 625
	*** 6 971 400**	**5 800 000**	**12 771 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES .....**	**12 414 625**

Description du programme :

Le programme conseille l'Ontario sur les questions fédérales-provinciales, inter-provinciales et internationales. Il administre aussi le Bureau du protocole et les activités internationales du premier ministre, des hauts fonctionnaires et du lieutenant-gouverneur.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 500 000 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES – CRÉDIT 1502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Conseils stratégiques intergouvernementaux (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 590 265
Avantages sociaux		428 875
Transports et communications		183 439
Services		1 160 291
Fournitures et matériel		183 216
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	126 736	
Subventions pour la promotion des relations fédérales-provinciales	5 000	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	800 000	
Conseil de la fédération	912 803	
Ontario Research Institute	5 000 000	
		6 868 539
		12 414 625
TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		**12 414 625**

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	51	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	5	75
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**56**	**75**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-32

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-33

ADMINISTRATIONS LOCALES 2-35

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 2-37

LOGEMENT ABORDABLE 2-39

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-34, 2-40

ÉTAT DES RECETTES 2-41

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-42

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
27 652 141	Administration du ministère	28 652 640	28 206 698
36 256 653	Administrations locales	34 626 100	34 369 753
14 801 280	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	14 320 900	13 926 801
662 241 448	Logement abordable	684 753 600	675 809 654
740 951 522	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 762 353 240**	**752 312 906**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 267 395 400 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administrations locales	300 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 300 000**	**0**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 $

	IMMOBILISATIONS		
11 125 000	Administrations locales	1 202 000	1 200 000
2 058 705	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	989 600	989 600
189 904 924	Logement abordable	200 165 700	195 872 940
203 088 629	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 202 357 300**	**198 062 540**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 65 786 000 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	27 738 900	835 200	28 574 100	Administration du ministère	28 126 511
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	31 682		31 682	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	32 346
	*** 27 817 440**	**835 200**	**28 652 640**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**28 206 698**

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des conseils et services juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels; assurer la gestion des installations. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 9 199 100 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 505 577
Avantages sociaux		1 425 644
Transports et communications		524 933
Services		15 183 614
Fournitures et matériel		486 743
		28 126 511
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 917 752	
Avantages sociaux	250 848	
Transports et communications	107 021	
Services	74 494	
Fournitures et matériel	67 567	
		2 417 682
Services de communication		
Traitements et salaires	2 567 763	
Avantages sociaux	362 247	
Transports et communications	57 454	
Services	388 254	
Fournitures et matériel	57 391	
		3 433 109
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 251 853	
Avantages sociaux	518 009	
Transports et communications	208 855	
Services	2 889 329	
Fournitures et matériel	150 318	
		8 018 364
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 730 209	
Avantages sociaux	292 540	
Transports et communications	40 387	
Services	430 516	
Fournitures et matériel	82 147	
		2 575 799
Services juridiques		
Traitements et salaires	38 000	
Avantages sociaux	2 000	
Transports et communications	53 555	
Services	4 368 848	
Fournitures et matériel	103 096	
		4 565 499
Services de vérification		
Transports et communications	1 300	
Services	988 853	
		990 153
Systèmes informatiques		
Transports et communications	56 361	
Services	6 043 320	
Fournitures et matériel	26 224	
		6 125 905
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 346
		80 187
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**28 206 698**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	
4	27 626 100	7 000 000	34 626 100	Administrations locales	34 369 753
	*** 27 626 100**	**7 000 000**	**34 626 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**34 369 753**
Actifs					
6	100 000		100 000	Aide spéciale aux municipalités – Prêts	0
L	200 000		200 000	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	0
	‡ 300 000		**300 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**0**
IMMOBILISATIONS					
3	2 000	1 200 000	1 202 000	Administrations locales	1 200 000
	† 2 000	**1 200 000**	**1 202 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES**	**1 200 000**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales qui ont les outils nécessaires pour devenir plus autonomes et améliorer la prestation des services locaux, atteindre une solvabilité durable et prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et aux situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation formels et programmes, en offrant ses conseils, ainsi que l'éducation et la formation nécessaires, et en se livrant à d'autres activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les intervenants.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 8 833 200 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administrations locales (Poste 4)		
Traitements et salaires		11 179 019
Avantages sociaux		1 488 180
Transports et communications		493 789
Services		3 314 937
Fournitures et matériel		261 373
Paiements de transfert		
Équité salariale dans les municipalités	2 148 406	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	55 432 905	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	8 284 316	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 146 000	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	14 338 048	
		81 349 675
		98 086 973
Moins : Recouvrements		63 717 220
		34 369 753
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		**34 369 753**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Administrations locales (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales		1 200 000
		1 200 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES		**1 200 000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903				**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**	
FONCTIONNEMENT				**ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	
7	14 320 900		14 320 900	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment.....	13 926 801
	*** 14 320 900**		**14 320 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT..**	**13 926 801**
IMMOBILISATIONS					
8	1 659 600	(670 000)	989 600	Aménagement du territoire – Immobilisations.....	989 600
	† 1 659 600	**(670 000)**	**989 600**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT..**	**989 600**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées et dynamiques offrant une meilleure qualité de vie par une gestion judicieuse de la croissance, de manière à préserver les espaces verts, à encourager le réaménagement des friches industrielles et à favoriser la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme veille à la sécurité des bâtiments grâce à un système de réglementation efficace. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire ainsi que d'excellents conseils et de l'éducation et de la formation nécessaires pour soutenir les capacités municipales et provinciales et la mise en œuvre des nouveaux plans, programmes et initiatives du gouvernement. Tout ce travail est orienté par la participation et la consultation fructueuses des intervenants.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 346 100 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 940 700 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 7)	
Traitements et salaires	9 518 826
Avantages sociaux	1 247 669
Transports et communications	357 993
Services	3 253 623
Fournitures et matériel	188 290
Paiements de transfert	
Aide aux conseils d'aménagement	350 000
	14 916 401
Moins : Recouvrements	989 600
	13 926 801
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	**13 926 801**
IMMOBILISATIONS	
Aménagement du territoire – Immobilisations (Poste 8)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	989 600
	989 600
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	**989 600**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	
FONCTIONNEMENT					
2	662 357 000	(6 835 200)	655 521 800	Logement social et logement du marché privé	647 450 767
3	29 156 800		29 156 800	Location à usage d'habitation	28 283 887
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, *Loi sur l'administration financière*	75 000
	*** 691 588 800**	**(6 835 200)**	**684 753 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**675 809 654**
IMMOBILISATIONS					
4	211 558 900	(11 393 200)	200 165 700	Logement abordable – Immobilisations	195 872 940
	† 211 558 900	**(11 393 200)**	**200 165 700**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**195 872 940**

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception et prestation de programmes; aide financière.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 244 017 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 64 843 300 $

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 210 758
Avantages sociaux		1 065 761
Transports et communications		290 433
Services		36 330 905
Fournitures et matériel		202 835
Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	465 039 874	
Paiements à la Société de logement de l'Ontario	114 752 897	
Programme d'allocations de logement	8 101 784	
Programme de logement abordable	937 374	
Programme de logement en milieu rural et autochtone	13 850 000	
Programme ontarien d'aide aux familles locataires	5 992 500	
		608 674 429
		654 775 121
Moins : Recouvrements		7 324 354
		647 450 767
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones *Loi sur l'administration financière*		75 000
		75 000
Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires		18 073 390
Avantages sociaux		2 566 796
Transports et communications		1 586 690
Services		5 540 082
Fournitures et matériel		516 929
		28 283 887
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**675 809 654**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Logement abordable – Immobilisations (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Programme de logement abordable – Contribution du gouvernement fédéral	76 877 707	
Programme de logement abordable – Contribution du gouvernement provincial	17 155 494	
Dépenses en immobilisations – Société de logement de l'Ontario	714 739	
Logement des Autochtones	125 000	
Logement social	100 000 000	
		194 872 940
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – Réparations – Logement en milieux rural et autochtone		1 000 000
		195 872 940
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**195 872 940**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	508 296 519	509 743 161
Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C)	84 968 655	47 954 666
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	135 257	115 885
Divers – Expatriation de citoyens canadiens et libanais	0	389 953
	593 400 431	558 203 665
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	96 927 493	97 259 497
Intérêt sur la dette publique	17 277 211	17 482 276
Programme de logement en milieu rural et autochtone	2 615 029	3 585 406
Remaniement des services locaux	758 630	1 070 062
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	517 350	245 842
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	444 466	288 592
Rénovation urbaine	46 355	2 563
Subventions des années précédentes	30 457	428 517
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – territoires non érigés en municipalités	3 721	6 372
Syndicat/Association	324	0
Programme de revitalisation des centre-ville	0	342 047
Autres remboursements des dépenses	1 322 661	2 114 843
	119 943 697	122 826 017
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario	10 392 296	10 216 675
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	470 730	816 073
Droits – Formation adm. code du bâtiment	156 398	168 740
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	63 500	77 870
Droits d'entretien et liés aux normes	19 345	5 565
Évaluation de matériaux de construction	17 194	19 115
Frais pour chèques refusés	70	0
	11 119 533	11 304 038
VENTES ET LOCATIONS		
Logement locatifs en milieux rural et autochtone – Ventes	3 822 136	4 154 928
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	266 751	197 330
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	104 329	122 402
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	90 692	101 750
ORHT – Ventes et locations	37 798	49 500
Services de révision des loyers – CBO et Guide	5 423	91 158
Ventes et locations – Publications, cartes, etc.	0	515
Autres	2 035	17 447
	4 329 434	4 735 033
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 488 273	7 074 986

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DIVERS		
Société d'hypothèques de l'Ontario - Revenu net	276 789	387 277
Intérêts gagnés sur prêts	34 992	40 190
Pénalités – intérêts	4 786	14 360
Autres	9 117	2 407
	325 684	444 234
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**736 607 052**	**704 587 973**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	117 976	81 637
Crédits d'impôts pour les écoles	30 743	36 870
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**148 719**	**118 507**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-44

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-45

SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES 2-47

DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES 2-49

STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2-51

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-46, 2-52

ÉTAT DES RECETTES 2-53

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-53

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
26 875 488	Administration du ministère	32 795 140	30 633 503
407 911 382	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	639 262 600	634 025 484
26 823 677	Développement des collectivités rurales	27 810 100	27 559 482
60 641 678	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	82 384 000	73 269 704
522 252 225	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 782 251 840**	**765 488 173**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 153 200 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	300 000	0
0	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	3 000 000	2 064 856
0	Développement des collectivités rurales	300 000	0
4 853 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	7 584 100
4 853 000	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 15 900 000**	**9 648 956**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 800 000 $

	IMMOBILISATIONS		
65 887 024	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	5 000 000	4 929 548
242 004 190	Développement des collectivités rurales	188 140 600	187 842 003
307 891 214	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 193 140 600**	**192 771 551**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 56 400 000 $

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	28 289 800	4 410 800	32 700 600	Administration du ministère	30 560 142
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	25 520
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 28 384 340**	**4 410 800**	**32 795 140**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**30 633 503**
Actifs					
2	300 000		300 000	Administration du ministère	0
	‡ 300 000		**300 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à faire bénéficier le personnel du ministère des conseils et de l'expertise nécessaires en matière de politiques, de finances et de ressources humaines, à élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, à fournir des services de planification financière et de vérification, à administrer la technologie de l'information, à offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, et à maintenir les liens avec les organismes centraux du gouvernement, ainsi que les programmes de gestion des situations d'urgence et les initiatives de promotion de la qualité des services.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 15 500 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 $

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 310 998
Avantages sociaux		2 822 553
Transports et communications		863 436
Services		8 972 967
Fournitures et matériel		2 006 195
		30 976 149
Moins : Recouvrements		416 007
		30 560 142
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 251 029	
Avantages sociaux	138 167	
Transports et communications	104 821	
Services	192 340	
Fournitures et matériel	21 161	
		1 707 518
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	10 682 637	
Avantages sociaux	2 126 008	
Transports et communications	556 481	
Services	5 047 959	
Fournitures et matériel	1 806 442	
	20 219 527	
Moins : Recouvrements	202 464	
		20 017 063
Ressources humaines		
Traitements et salaires	692 334	
Avantages sociaux	72 163	
Transports et communications	16 396	
Services	156 363	
Fournitures et matériel	8 615	
		945 871
Services de communication		
Traitements et salaires	3 439 322	
Avantages sociaux	458 837	
Transports et communications	127 484	
Services	900 596	
Fournitures et matériel	95 636	
		5 021 875
Services juridiques		
Transports et communications	19 352	
Services	2 329 238	
Fournitures et matériel	36 552	
	2 385 142	
Moins : Recouvrements	213 543	
		2 171 599
Services de vérification		
Transports et communications	2 220	
Services	340 626	
		342 846
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	245 676	
Avantages sociaux	27 378	
Transports et communications	36 682	
Services	5 845	
Fournitures et matériel	37 789	
		353 370
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		25 520
		73 361
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**30 633 503**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
105				**PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES**	
FONCTIONNEMENT					
1	651 418 900	(12 162 300)	639 256 600	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	634 025 484
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Paiements au titre de prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 651 424 900**	**(12 162 300)**	**639 262 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES**	**634 025 484**
Actifs					
2	3 000 000		3 000 000	Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises	2 064 856
	‡ 3 000 000		**3 000 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES**	**2 064 856**
IMMOBILISATIONS					
3	4 750 000	250 000	5 000 000	Secteur agroalimentaire	4 929 548
	† 4 750 000	**250 000**	**5 000 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES**	**4 929 548**

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère offre des programmes de stabilisation du revenu agricole et d'autres programmes d'aide au secteur agricole et il encourage le développement de l'industrie agroalimentaire. Le ministère travaille aussi avec les agriculteurs et les entreprises agricoles, les municipalités et d'autres partenaires des secteurs agricole et rural afin d'identifier les besoins et les débouchés, d'adopter de nouvelles technologies et de prendre des décisions commerciales éclairées. Le ministère est chargé de promouvoir les ventes agroalimentaires de l'Ontario sur le marché international et national et d'aider l'industrie de la transformation en attirant et retenant les investisseurs et en facilitant le développement des secteurs. La stratégie englobe également la recherche agroalimentaire, l'éducation et les services de laboratoire, ainsi que l'administration de l'entente entre le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales et l'Université de Guelph.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 73 700 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 2 400 000 $

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES – CRÉDIT 105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 349 307
Avantages sociaux		2 405 650
Transports et communications		1 625 815
Services		21 671 323
Fournitures et matériel		907 010
Paiements de transfert		
Assurance-production et autres aides	97 595 479	
AgriCorp	11 000 000	
Fonds ontarien de développement de la production d'éthanol	9 502 554	
Provision pour garanties d'emprunt – Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	436 000	
Autre aide à la gestion des risques	10 000 820	
Université de Guelph	54 800 000	
Recherche concurrentielle	450 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 115 509	
Développement du leadership	826 000	
Partenariats stratégiques	58 227 000	
Éducation agro-alimentaire de l'Ontario	400 000	
Subventions tenant lieu d'impôt	357 000	
Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de l'Ontario	150 000	
Royal Agricultural Winter Fair	140 000	
Association pour la sécurité à la ferme inc.	120 000	
Farmers' Market Ontario	90 000	
Aide – Bovins d'engraissement	40 276	
Renforcement de l'interdiction relative à l'ESB frappant les aliments pour animaux	11 739 038	
Programme ontarien de gestion des risques	58 966 844	
Aide à l'élevage des bovins et des porcs et à l'horticulture en Ontario	140 178 615	
Autre aide au titre de l'agriculture, de la recherche et du transfert de la technologie	14 320 970	
Agri-stabilité	92 954 367	
Agri-investissement	26 000 000	
		589 410 472
		634 369 577
Moins : Recouvrements		344 093
		634 025 484
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES		**634 025 484**

	$	$
Actifs		
Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 5)		
Dépôts et charges payées d'avance		2 064 856
		2 064 856
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES		**2 064 856**
IMMOBILISATIONS		
Secteur agroalimentaire, y compris gestion des risques des entreprises (Poste 3)		
Services		
Éducation, recherche et laboratoires		491 548
Paiements de transfert		
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	1 188 000	
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	3 250 000	
		4 438 000
		4 929 548
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS GESTION DES RISQUES DES ENTREPRISES		**4 929 548**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
106 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	
1	28 436 100	(626 000)	27 810 100	Services pour le développement des collectivités rurales	27 559 482
	*** 28 436 100**	**(626 000)**	**27 810 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	**27 559 482**
Actifs					
2	300 000		300 000	Développement des collectivités rurales	0
	‡ 300 000		**300 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	**0**
IMMOBILISATIONS					
3	178 890 600	9 250 000	188 140 600	Développement des collectivités rurales – Immobilisations	187 842 003
	† 178 890 600	**9 250 000**	**188 140 600**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES**	**187 842 003**

Description du programme :

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain. Pour y parvenir, le ministère travaille en collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, des entreprises et des organismes afin d'exécuter des initiatives de développement économique. La stratégie permet aussi d'exposer le point de vue de l'Ontario rural sur les politiques et programmes du gouvernement provincial et les initiatives entreprises avec le gouvernement fédéral.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 20 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 54 000 000 $

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES – CRÉDIT 106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services pour le développement des collectivités rurales (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 602 543
Avantages sociaux		617 816
Transports et communications		412 933
Services		2 323 757
Fournitures et matériel		120 404
Paiements de transfert		
Programme de développement des collectivités rurales	14 536 059	
Autre aide aux collectivités rurales	2 129 789	
Programme d'emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	2 637 002	
Biogaz –Changement climatique	2 500 010	
		21 802 860
		29 880 313
Moins : Recouvrements		2 320 831
		27 559 482
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES		**27 559 482**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Développement des collectivités rurales – Immobilisations (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario	21 305 900	
Infrastructure des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	9 458 853	
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	66 835 889	
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario – Contribution du gouvernement fédéral	66 835 890	
Partenariats du millénaire	2 434 200	
Autre infrastructure rurale	12 500 000	
Stratégie d'accès à large bande	8 471 271	
		187 842 003
		187 842 003
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES		**187 842 003**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
107				**PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	
FONCTIONNEMENT					
1	81 875 000	499 000	82 374 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	73 269 704
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 81 885 000**	**499 000**	**82 384 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**73 269 704**
Actifs					
2	500 000		500 000	Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement	92 200
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	7 491 900
	‡ 12 300 000		**12 300 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**7 584 100**

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la gestion des éléments nutritifs, aux programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la gestion des éléments nutritifs, l'aménagement du territoire et l'environnement, et à l'élaboration de politiques régissant l'adoption de pratiques de production saines, la traçabilité et l'environnement. Cette stratégie comprend aussi le Bureau du vétérinaire hygiéniste en chef.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 44 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 $

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		27 357 188
Avantages sociaux		3 536 454
Transports et communications		2 248 852
Services		10 213 739
Fournitures et matériel		756 297
Paiements de transfert		
Initiative de salubrité des aliments	9 119 890	
Aide provisoire aux entreprises de transformation de la viande	2 695 197	
Salubrité des aliments	500 000	
Ontario Beekeepers' Association	665 000	
Programme d'infrastructure de drainage agricole	6 048 709	
Formation en gestion des éléments nutritifs	396 995	
Recherche sur les normes agroenvironnementales	615 126	
Autre aide à la santé publique et l'environnement	9 448 295	
		29 489 212
		73 601 742
Moins : Recouvrements		332 038
		73 269 704
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**73 269 704**

	$
Actifs	
Stratégie Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Prêts et investissements	
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	92 200
	92 200
Crédits législatifs	
Prêts et investissements	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	7 491 900
	7 491 900
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE STRATÉGIE AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**7 584 100**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	66 835 888	81 901 613
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – millénaire	9 458 853	0
Risque précis – Renforcement de l'interdiction relative à l'ESB	7 043 422	0
Initiative de salubrité des aliments – Paiements de transfert	6 878 190	2 094 646
Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA)	6 065 754	1 403 342
Initiative de salubrité des aliments – Dépenses de fonctionnement	4 092 685	0
Programme d'indemnisation contre la rage	3 689	2 944
Divers	1 253 843	5 683 360
	101 632 324	91 085 905
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	11 659	18 141
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	411 560	280 432
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	258 723	308 932
REDEVANCES	0	2 312
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	64 624 651	39 750 816
DIVERS		
Autres	541 685	1 886 149
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**167 480 602**	**133 332 687**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	5 211 627	5 688 468
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	2 736	3 512
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**5 214 363**	**5 691 980**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-56

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-57

COMMISSAIRES 2-60

ÉTAT DES RECETTES 2-62

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
106 965 437	Bureau de l'Assemblée législative	126 166 500	117 051 329
14 702 097	Commissaires	17 548 400	16 967 998
121 667 534	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**143 714 900**	**134 019 327**

Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	452 400		452 400	Présidence	320 688
2	788 300	1 400	789 700	Bureau du greffier	789 646
3	11 970 400	(1 400)	11 969 000	Services parlementaires	10 029 651
4	6 606 800		6 606 800	Bibliothèque de l'Assemblée législative	6 512 402
5	5 718 600		5 718 600	Services administratifs	5 190 136
6	27 656 400		27 656 400	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	25 130 851
7	4 029 500		4 029 500	Systèmes informatiques de l'Assemblée législative	3 804 160
8	11 702 700		11 702 700	Services de soutien aux groupes parlementaires	11 555 411
9	21 791 000		21 791 000	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	18 805 369
10	35 173 200		35 173 200	Services de soutien aux bureaux des députés	34 679 572
11	202 000		202 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
12	75 200		75 200	Appartements du lieutenant-gouverneur	31 443
	126 166 500	**0**	**126 166 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**117 051 329**

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Traitements et salaires	53 985
Avantages sociaux	6 983
Transports et communications	40 440
Services	151 719
Fournitures et matériel	67 561
	320 688
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	435 858
Avantages sociaux	278 371
Transports et communications	12 825
Services	46 292
Fournitures et matériel	16 300
	789 646
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 426 790
Avantages sociaux	1 421 616
Transports et communications	305 732
Services	1 084 759
Fournitures et matériel	879 847
	10 118 744
Moins : Recouvrements	89 093
	10 029 651
Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 501 418
Avantages sociaux	850 158
Transports et communications	51 027
Services	376 140
Fournitures et matériel	733 825
	6 512 568
Moins : Recouvrements	166
	6 512 402
Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 299 294
Avantages sociaux	673 469
Transports et communications	653 564
Services	420 800
Fournitures et matériel	196 361
	5 243 488
Moins : Recouvrements	53 352
	5 190 136
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires	6 077 367
Avantages sociaux	1 407 298
Transports et communications	70 416
Services	15 469 921
Fournitures et matériel	2 349 264
	25 374 266
Moins : Recouvrements	243 415
	25 130 851
Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 910 442
Avantages sociaux	416 475
Transports et communications	67 744
Services	688 315
Fournitures et matériel	721 184
	3 804 160
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires	5 687 560
Avantages sociaux	1 109 768
Transports et communications	787 931
Services	3 228 415
Fournitures et matériel	741 737
	11 555 411

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	12 338 269
Avantages sociaux	3 943 220
Transports et communications	1 430 315
Services	1 075 657
Fournitures et matériel	17 908
	18 805 369
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	18 443 309
Avantages sociaux	3 633 688
Transports et communications	2 682 926
Services	6 700 287
Fournitures et matériel	3 219 362
	34 679 572
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	202 000
	202 000
Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	31 443
	31 443
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**117 051 329**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
1	2 213 300	27 300	2 240 600	Commissaire à l'environnement	2 240 558
2	12 781 500		12 781 500	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	12 584 955
3	1 643 600	(116 800)	1 526 800	Bureau du commissaire à l'intégrité	1 143 077
4	910 000	89 500	999 500	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	999 408
	17 548 400	**0**	**17 548 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	**16 967 998**

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi sur l'intégrité des députés*, de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 149 889
Avantages sociaux	216 944
Transports et communications	75 970
Services	727 402
Fournitures et matériel	70 353
	2 240 558
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	8 491 382
Avantages sociaux	1 671 810
Transports et communications	326 511
Services	1 826 643
Fournitures et matériel	268 609
	12 584 955
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	533 537
Avantages sociaux	105 088
Transports et communications	45 252
Services	406 190
Fournitures et matériel	53 010
	1 143 077
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires	562 910
Avantages sociaux	91 505
Transports et communications	91 344
Services	186 602
Fournitures et matériel	67 047
	999 408
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**16 967 998**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	13 723	0
VENTES ET LOCATIONS	121 694	121 163
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	72 196	119 871
DIVERS	1 288	1 004
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**208 901**	**242 038**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-64

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 2-65

ÉTAT DES RECETTES 2-67

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
15 117 625	Bureau du conseil des ministres	14 401 300	14 137 261
15 117 625	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	*** 14 401 300**	**14 137 261**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 135 900 $

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	14 073 000		14 073 000	Bureau principal	13 883 417
2	328 300		328 300	Leader parlementaire du gouvernement	253 844
	*** 14 401 300**		**14 401 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**14 137 261**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres est le ministère du Premier ministre. Il offre des conseils et des services d'analyse au chef du gouvernement et au Conseil des ministres pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités. À cette fin, le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques et les communications, surveille les stratégies gouvernementales et mesure les résultats obtenus, offre un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 135 900 $

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 257 046
Avantages sociaux	1 062 341
Transports et communications	347 944
Services	1 940 499
Fournitures et matériel	275 587
	13 883 417
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)	
Traitements et salaires	211 170
Avantages sociaux	24 558
Transports et communications	4 727
Services	6 828
Fournitures et matériel	6 561
	253 844
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	**14 137 261**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	214	1 206
DIVERS		
Autres	27	101
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	**241**	**1 307**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-70

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-71

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-72

ÉTAT DES RECETTES 2-73

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
22 374 870	Bureau du directeur général des élections	7 914 900	104 486 850
22 374 870	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**7 914 900**	**104 486 850**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	4 722 200		4 722 200	Administration des élections	4 313 443
2	3 192 700		3 192 700	Administration du financement des élections	2 448 890
L	0		0	*Loi électorale*	97 724 517
	7 914 900		**7 914 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**104 486 850**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 12 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 606 030
Avantages sociaux	707 413
	4 313 443
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	725 009
Avantages sociaux	130 603
Transports et communications	37 650
Services	1 120 713
Fournitures et matériel	97 208
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	367 124
	2 478 307
Moins : Recouvrements	29 417
	2 448 890
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	97 724 517
	97 724 517
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**104 486 850**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DIVERS		
Divers Recettes	181 258	733 643
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**181 258**	**733 643**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-76

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-77

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
1 127 153	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 130 200	1 307 534
1 127 153	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	*** 1 130 200**	**1 307 534**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 481 700 $

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	1 130 200	180 000	1 310 200	Bureau du lieutenant-gouverneur.....	1 307 534
	*** 1 130 200**	**180 000**	**1 310 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR .....**	**1 307 534**

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'état et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans)

* Y Compris le Mandats spéciaux de 481 700 $

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	672 295
Avantages sociaux	72 616
Transports et communications	46 695
Services	285 799
Fournitures et matériel	79 329
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	150 800
	1 307 534
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**1 307 534**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-80

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 2-81

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-82

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
12 262 266	Bureau du vérificateur général	15 307 600	13 699 905
12 262 266	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**15 307 600**	**13 699 905**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	
1	14 920 600		14 920 600	Bureau du vérificateur général	13 355 686
L	387 000		387 000	*Loi sur le vérificateur général*	344 219
	15 307 600		**15 307 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**13 699 905**

Description du programme :

Le vérificateur général procède à la vérification impartiale de l'optimisation des ressources et des états financiers de la province conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et d'autres lois et textes de référence. Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner les annonces publicitaires du gouvernement et certains imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par la Loi. En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur general est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 088 057
Avantages sociaux	1 575 786
Transports et communications	397 196
Services	2 775 253
Fournitures et matériel	469 394
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	50 000
	13 355 686
Crédits législatifs	
Loi sur le vérificateur général	
Traitements et salaires	228 936
Services	115 283
	344 219
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	**13 699 905**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-84

CABINET DU PREMIER MINISTRE 2-85

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-86

ÉTAT DES RECETTES 2-87

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
2 905 468	Cabinet du Premier ministre	2 956 486	2 916 160
2 905 468	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**	*** 2 956 486**	**2 916 160**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 668 000 $

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 852 800		2 852 800	Cabinet du Premier ministre	2 811 599
L	87 845		87 845	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	89 688
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 873
	*** 2 956 486**		**2 956 486**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 916 160**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 668 000 $

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 203 867
Avantages sociaux	252 462
Transports et communications	247 502
Services	57 859
Fournitures et matériel	49 909
	2 811 599
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	89 688
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 873
	104 561
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	**2 916 160**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DIVERS		
Autres	35	0
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	**35**	**0**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-90
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-91
- CULTURE 2-93
- FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 2-95
- IMMOBILISATIONS CULTURELLES 2-97
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-92

ÉTAT DES RECETTES 2-99

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
1 598 922	Administration du ministère	1 397 099	1 387 568
178 631 194	Culture	229 280 500	228 821 525
100 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	105 001 000	105 000 000
280 230 116	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 335 678 599**	**335 209 093**
	IMMOBILISATIONS		
75 606 782	Immobilisations culturelles	24 990 200	24 252 672
75 606 782	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 24 990 200**	**24 252 672**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 34 606 500 $

† Y Compris le Mandats spéciaux de 8 000 000 $

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 579 400	(245 000)	1 334 400	Administration du ministère	1 323 554
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 1 642 099**	**(245 000)**	**1 397 099**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 387 568**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 471 500 $

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires	879 234
Avantages sociaux	133 691
Transports et communications	35 301
Services	206 331
Fournitures et matériel	68 997
	1 323 554
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**1 387 568**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
1	166 102 800	63 177 700	229 280 500	Culture	228 821 525
	*** 166 102 800**	**63 177 700**	**229 280 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE.....**	**228 821 525**

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin de leur donner tous les moyens possibles pour bâtir des communautés fortes et une économie florissante.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 34 135 000 $

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 2802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 066 567
Avantages sociaux		989 906
Transports et communications		277 084
Services		1 655 663
Fournitures et matériel		166 021
Paiements de transfert		
Soutien au secteur de arts	23 605 524	
Soutien au secteur du patrimoine	6 048 182	
Soutien au secteur des bibliothèques	48 787 927	
Soutien aux organismes culturels	2 043 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	19 782 500	
Collection McMichael d'art canadien	2 740 800	
Conseil des arts de l'Ontario	45 702 400	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	10 483 601	
Fonds du patrimoine ontarien	3 227 150	
Centre des sciences de l'Ontario	20 209 100	
Jardins botaniques royaux	2 853 500	
Musée royal de l'Ontario	30 617 800	
Science Nord	3 564 300	
		219 666 284
		228 821 525
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		**228 821 525**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	105 001 000		105 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario.....	105 000 000
	105 001 000		**105 001 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....**	**105 000 000**

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario jour un rôle de catalyseur afin de permettre aux Ontariens et aux Ontariennes de bâtir des communautés saines et dynamiques dans toute la province en investissant dans des initiatives communautaires qui renforcent les capacités du secteur bénévole.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	105 000 000
	105 000 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	**105 000 000**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2804 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES**	
1	21 584 200	3 406 000	24 990 200	Immobilisations culturelles	24 252 672
	*** 21 584 200**	**3 406 000**	**24 990 200**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBLISATIONS CULTURELLES**	**24 252 672**

Description du programme :

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle. Le ministère travaille en partenariat avec le ministère du Tourisme afin de gérer les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure culturelle dans le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative consacrée à l'infrastructure et dotée d'un budget de 300 millions de dollars sur cinq ans.

Le ministère de la Culture est responsable de la réfection de l'actif appartenant à la province ou exploité par cette dernière afin de stimuler l'économie, par exemple par la Fiducie du patrimoine ontarien. Les fonds accordés aux organismes voués aux attractions relevant du ministère leur permettent d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations de la protection de la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de demeurer concurrentiels et d'améliorer l'expérience vécue par les visiteurs.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 8 000 000 $

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES – CRÉDIT 2804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations culturelles (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations pour la culture	12 547 968	
Subventions d'immobilisations pour la culture – Contribution du gouvernement fédéral	47 968	
Partenariat du millénaire	73 817	
Réparations et rénovations des organismes culturels	8 000 000	
Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme	2 256 642	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	1 326 277	
		24 252 672
		24 252 672
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES		**24 252 672**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Initiative des endroits historiques	1 114 144	851 595
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral	1 083 205	16 974 088
	2 197 349	17 825 683
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	54 151	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	94	77
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 768	121 737
DIVERS	390	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 254 752**	**17 947 497**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-102

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-103

DÉVELOPPEMENT DU NORD 2-105

MINES ET MINÉRAUX 2-108

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-104, 2-107, 2-109

ÉTAT DES RECETTES 2-110

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-110

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
10 168 423	Administration du ministère	10 138 899	9 667 610
71 752 461	Développement du Nord	106 790 900	104 028 163
29 823 470	Mines et minéraux	32 789 200	31 642 877
111 744 354	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 149 718 999**	**145 338 650**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 21 000 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
20 000 000	Développement du Nord	20 001 000	17 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
20 000 000	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 20 002 000**	**17 000 000**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 3 000 000 $

	IMMOBILISATIONS		
204 572 272	Développement du Nord	215 475 800	215 113 963
10 761 424	Mines et minéraux	10 950 000	10 797 386
215 333 696	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 226 425 800**	**225 911 349**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 19 000 000 $

	ACTIFS DE IMMOBILISATIONS		
367 603 787	Développement du Nord	479 800 000	479 662 205
367 603 787	**TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**** 479 800 000**	**479 662 205**

** Y Compris le Mandats spéciaux de 180 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	10 075 200		10 075 200	Administration du ministère	9 603 596
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 10 138 899**		**10 138 899**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**9 667 610**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Le programme appuie les objectifs du ministère et du gouvernement grâce à l'administration judicieuse des ressources du ministère (ressources humaines et financières; information et technologie de l'information) et à son leadership en matière de politiques, de finances et de communications.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 192 788
Avantages sociaux		620 494
Transports et communications		446 903
Services		9 019 987
Fournitures et matériel		299 606
		15 579 778
Moins : Recouvrements		5 976 182
		9 603 596
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 442 037	
Avantages sociaux	153 481	
Transports et communications	184 158	
Services	50 559	
Fournitures et matériel	107 611	
		1 937 846
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 062 338	
Avantages sociaux	112 520	
Transports et communications	74 238	
Services	5 482 222	
Fournitures et matériel	83 729	
	6 815 047	
Moins : Recouvrements	4 490 182	
		2 324 865
Ressources humaines		
Traitements et salaires	666 053	
Avantages sociaux	105 695	
Transports et communications	44 449	
Services	52 681	
Fournitures et matériel	19 757	
		888 635
Services de communications		
Traitements et salaires	1 080 175	
Avantages sociaux	134 774	
Transports et communications	83 491	
Services	124 467	
Fournitures et matériel	52 142	
		1 475 049
Analyse et planification		
Traitements et salaires	752 185	
Avantages sociaux	114 024	
Transports et communications	44 597	
Services	48 114	
Fournitures et matériel	13 204	
		972 124
Services juridiques		
Transports et communications	15 970	
Services	857 102	
Fournitures et matériel	23 163	
		896 235
Services de vérification		
Services	130 000	
		130 000
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	190 000	
Services	2 274 842	
	2 464 842	
Moins : Recouvrements	1 486 000	
		978 842
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**9 667 610**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
1	77 580 900	27 500 000	105 080 900	Développement économique du Nord	104 028 163
L	1 710 000		1 710 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 79 290 900**	**27 500 000**	**106 790 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**104 028 163**
Actifs					
3	20 001 000		20 001 000	Actifs de fonctionnement pour le développement du Nord	17 000 000
	‡ 20 001 000		**20 001 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**17 000 000**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 000 000 $

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 3 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
2	58 241 300	(628 000)	57 613 300	Développement économique du Nord	57 251 463
L	157 862 500		157 862 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	157 862 500
	† 216 103 800	**(628 000)**	**215 475 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**215 113 963**
Actifs					
4	467 800 000	12 000 000	479 800 000	Routes du Nord – Actifs	479 662 205
	**** 467 800 000**	**12 000 000**	**479 800 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**479 662 205**

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités plus dynamiques et plus fortes. Le ministère dirige la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord. Il s'agit d'un vaste ensemble d'initiatives destinées à stimuler la croissance, la création d'emplois et une meilleure qualité de vie pour la population du Nord. Citons notamment les programmes de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, le programme pilote d'Obligations de développement du Nord de l'Ontario et le Programme InvestiNord - GO. Le ministère coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et appuie les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord. Il fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario.

Le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services du gouvernement par son réseau de centres d'information et d'équipes régionales. Grâce à ce réseau, à ses politiques coordonnées, à ses activités de planification et aux conseils de développement du Nord, le programme permet également aux résidents du Nord de participer aux décisions concernant les programmes et services du gouvernement qui les touchent.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 13 000 000 $
** Y Compris le Mandats spéciaux de 180 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 087 743
Avantages sociaux		1 670 252
Transports et communications		1 083 575
Services		7 022 921
Fournitures et matériel		806 182
Paiements de transfert		
Services communautaires	636 605	
Développement économique	11 698 822	
Service d'emplois d'été	3 360 000	
Commission de transport Ontario Northland	37 066 721	
Owen Sound Transportation Company	830 000	
Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario	391 342	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	34 500 000	
		88 483 490
		110 154 163
Moins : Recouvrements		6 126 000
		104 028 163
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**104 028 163**
Actifs		
Actif de fonctionnement pour le développement du Nord (Poste 3)		
Dépôts et charges payées d'avance		17 000 000
		17 000 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**17 000 000**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		11 559 731
Paiements de transfert		
Programme des routes d'hiver	3 532 265	
Commission de transport Ontario Northland	7 995 000	
Owen Sound Transportation Company	668 093	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	25 500 000	
Partenariats du millénaire	5 147 000	
		42 842 358
Autres opérations		
Autre – Routes d'accès aux ressources		2 849 374
		57 251 463
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		157 862 500
		157 862 500
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**215 113 963**
Actifs		
Routes du Nord – Actif (Poste 4)		
Immobilisations matérielles		479 662 205
		479 662 205
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**479 662 205**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
FONCTIONNEMENT					
1	32 788 200		32 788 200	Compétitivité du secteur des minéraux	30 636 123
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 006 754
	*** 32 789 200**		**32 789 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**31 642 877**
Actifs					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**0**
IMMOBILISATIONS					
2	11 000 000	(50 000)	10 950 000	Compétitivité du secteur des minéraux	10 797 386
	† 11 000 000	**(50 000)**	**10 950 000**	**TOTAL (IMMOBILISATONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**10 797 386**

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable qui contribuera à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux et l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques, les services de marketing international et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux à l'échelle de la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario. Les compétences géoscientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines de l'Ontario* pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public l'accès équitable aux droits miniers de la Couronne, gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario et assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux ainsi que la réhabilitation des terrains miniers.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 13 000 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 967 937
Avantages sociaux	1 830 337
Transports et communications	1 444 860
Services	11 527 339
Fournitures et matériel	2 565 650
Paiements de transfert	
Initiative de cartographie géologique du Grand Nord	300 000
	30 636 123
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 006 754
	1 006 754
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**31 642 877**

	$
IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Transports et communications	16 732
Services	9 658 828
Fournitures et matériel	975 076
Paiements de transfert	146 750
	10 797 386
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**10 797 386**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – *Loi sur les mines*	2 051 175	5 395 371
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Strategic Highway Improvement Plan*	(1 892 900)	1 892 900
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	1 224 600	2 156 263
Frais pour chèques refusés	315	245
	1 224 915	2 156 508
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	1 800	3 925
VENTES ET LOCATIONS	523 192	373 019
REDEVANCES	1 975 560	2 088 766
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	64 194	23 307
DIVERS		
Prêts - Intérêts	671 988	207 123
Autres	33 404	25 991
	705 392	233 114
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**4 653 328**	**12 166 910**

* En 2006-2007, le ministère des Transports a aussi comptabilisé des recettes dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières.

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Développement économique – Remboursements	2 748 822	20 000 000
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**2 748 822**	**20 000 000**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-112

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-113

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 2-115

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-114, 2-116

ÉTAT DES RECETTES 2-118

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-118

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
14 350 061	Administration du ministère	13 712 099	13 063 106
159 080 019	Développement économique et Commerce	407 926 500	398 643 720
173 430 080	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 421 638 599**	**411 706 826**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 234 775 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
37 006 348	Développement économique et Commerce	127 575 500	51 958 415
37 006 348	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 127 575 500**	**51 958 415**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 70 000 000 $

	IMMOBILISATIONS		
20 000 000	Développement économique et Commerce	28 780 000	28 780 000
20 000 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 28 780 000**	**28 780 000**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	15 248 400	(1 600 000)	13 648 400	Administration du ministère	12 992 623
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	22 642
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 15 312 099**	**(1 600 000)**	**13 712 099**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**13 063 106**

Description du programme :

Ce programme offre des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification générale, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes. Il fournit aussi des services de soutien au ministère de la Recherche et de l'Innovation, au ministère des Petites Entreprises et de l'Entrepreneuriat, au ministère des Affaires intergouvernementales et au Secrétariat du renouveau démocratique.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 7 500 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 896 251
Avantages sociaux		777 428
Transports et communications		243 072
Services		4 789 810
Fournitures et matériel		286 062
		12 992 623
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 172 940	
Avantages sociaux	194 456	
Transports et communications	137 221	
Services	441 566	
Fournitures et matériel	64 827	
		3 011 010
Planification et finances		
Traitements et salaires	2 097 164	
Avantages sociaux	262 209	
Transports et communications	25 615	
Services	572 131	
Fournitures et matériel	117 109	
		3 074 228
Ressources humaines		
Traitements et salaires	930 744	
Avantages sociaux	116 461	
Transports et communications	23 385	
Services	226 096	
Fournitures et matériel	41 066	
		1 337 752
Services de communication		
Traitements et salaires	1 695 403	
Avantages sociaux	204 302	
Transports et communications	46 591	
Services	872 479	
Fournitures et matériel	40 789	
		2 859 564
Services juridiques		
Transports et communications	10 260	
Services	1 487 727	
Fournitures et matériel	22 271	
		1 520 258
Services de vérification		
Services	412 322	
		412 322
Systèmes informatiques		
Services	777 489	
		777 489
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 642
		70 483
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**13 063 106**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	
FONCTIONNEMENT					
1	318 489 700	36 985 000	355 474 700	Secteurs industriels	351 259 950
9	58 121 500	(7 925 000)	50 196 500	Investissements et commerce	46 668 842
6	355 300	(100 000)	255 300	Société de développement de l'Ontario	196 907
L	2 000 000		2 000 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	518 021
	*** 378 966 500**	**28 960 000**	**407 926 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	**398 643 720**
Actifs					
8	127 575 500		127 575 500	Développement économique	51 958 415
	‡ 127 575 500		**127 575 500**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	**51 958 415**
IMMOBILISATIONS					
7	33 780 000	(5 000 000)	28 780 000	Développement économique	28 780 000
	† 33 780 000	**(5 000 000)**	**28 780 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE**	**28 780 000**

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il dirige l'élaboration de politiques économiques dans tout le gouvernement; il encourage l'innovation; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir et il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y étendre leurs activités; il attire les investissements dans les secteurs stratégiques, comme l'industrie automobile; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les PME de la province à exporter sur les marchés mondiaux; il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés internationaux. Le programme gère également les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 227 275 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 70 000 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 $

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Secteurs industriels (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 986 526
Avantages sociaux		807 847
Transports et communications		340 235
Services		2 765 273
Fournitures et matériel		331 542
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement de l'industrie	1 352 951	
Institut for Competitiveness and Prosperity	916 750	
Bonifications d'intérêts – Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	5 215 705	
Bonifications d'intérêts – Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	22 196 876	
Fonds d'investissements stratégiques dans des grands projets	11 534 794	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	119 473 966	
Stratégie de redressement économique régional et local	8 822 900	
Initiative Investissement stratégique dans le secteur manufacturier	54 147 838	
Investissement dans les compétences stratégiques	390 600	
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale	17 000 000	
Initiatives pour accroître la compétitivité et la prospérité	2 220 000	
Soutien au secteur manufacturier	25 500 000	
Soutien à la formation dans le secteur manufacturier	53 400 000	
Soutien au financement des ventes	17 856 147	
		340 028 527
		351 259 950
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		518 021
		518 021
Investissements et commerce (Poste 9)		
Traitements et salaires		9 852 011
Avantages sociaux		1 332 069
Transports et communications		2 247 746
Services		32 295 512
Fournitures et matériel		658 004
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des investissements et du développement du commerce	183 500	
Société de développement du transport urbain	100 000	
		283 500
		46 668 842
Société de développement de l'Ontario (Poste 6)		
Traitements et salaires		73 851
Avantages sociaux		11 491
Transports et communications		3 403
Services		107 448
Fournitures et matériel		714
		196 907
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE		**398 643 720**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Actifs		
Développement économique (Poste 8)		
Dépôts et charges payées d'avance		91 528
Prêts et investissements		
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	25 901 045	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	25 965 842	
		51 866 887
		51 958 415
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE		**51 958 415**

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Développement économique (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Université de Toronto	27 780 000	
Stratégie de redressement économ régional et local	1 000 000	28 780 000
		28 780 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE		**28 780 000**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	38 325	100 319
Frais pour chèques refusés – *Loi sur l'administration financière*	35	0
Forum sur l'exportation et excellence en commerce international	0	108 578
Autres	1 028	2 874
	39 388	211 771
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	3 313 144	2 940 337
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	179 210	199 662
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	12 327	34 743
Traitements et salaires	0	25 401
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	2 431 882	1 967 358
	2 623 419	2 227 164
DIVERS		
Société Bombardier – Intérêts	1 682 110	2 058 000
Autres	111 543	626 110
	1 793 653	2 684 110
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**7 769 604**	**8 063 382**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Palladium Finance Corporation	2 128 792	2 128 792
Société Bombardier	24 500 000	4 900 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**26 628 792**	**7 028 792**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-120

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-121

ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 2-123

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ 2-125

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-122, 2-124

ÉTAT DES RECETTES 2-127

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
23 919 164	Administration du ministère	23 936 299	23 758 315
11 912 155 374	Éducation élémentaire et secondaire	12 563 172 000	12 530 259 271
1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	11 499 100	10 881 614
11 936 075 538	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 12 598 607 399**	**12 564 899 200**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
750 000	Éducation élémentaire et secondaire	750 000	0
750 000	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 750 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
6 400 000	Éducation élémentaire et secondaire	17 070 000	17 069 724
6 400 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 17 070 000**	**17 069 724**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 451 822 300 $

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 187 500 $

† Y Compris le Mandats spéciaux de 3 250 000 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	23 873 600		23 873 600	Administration du ministère	21 777 141
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	25 520
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 907 813
	*** 23 936 299**		**23 936 299**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**23 758 315**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 710 800 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 799 402
Avantages sociaux		2 163 182
Transports et communications		504 475
Services		13 895 180
Fournitures et matériel		555 302
		31 917 541
Moins : Recouvrements		10 140 400
		21 777 141
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 566 584	
Avantages sociaux	232 090	
Transports et communications	82 096	
Services	109 028	
Fournitures et matériel	67 685	
		2 057 483
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 994 261	
Avantages sociaux	897 379	
Transports et communications	157 092	
Services	2 348 425	
Fournitures et matériel	197 808	
	8 594 965	
Moins : Recouvrements	4 259 100	
		4 335 865
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 687 081	
Avantages sociaux	300 257	
Transports et communications	64 158	
Services	276 070	
Fournitures et matériel	112 732	
	3 440 298	
Moins : Recouvrements	2 353 900	
		1 086 398
Services de communication		
Traitements et salaires	5 551 476	
Avantages sociaux	733 456	
Transports et communications	175 020	
Services	906 282	
Fournitures et matériel	97 291	
	7 463 525	
Moins : Recouvrements	1 986 500	
		5 477 025
Services juridiques		
Transports et communications	26 109	
Services	2 676 902	
Fournitures et matériel	79 786	
	2 782 797	
Moins : Recouvrements	725 900	
		2 056 897
Services de vérification		
Transports et communications	2 007 573	
Services	815 000	
		1 192 573
Systèmes informatiques		
Services	5 570 900	
		5 570 900
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		25 520
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 907 813
		1 981 174
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**23 758 315**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	12 234 938 900	(160 903 700)	12 074 035 200	Politiques et prestation des programmes	12 050 305 496
2	134 936 800	5 200 000	140 136 800	Activités éducatives	138 342 855
L	349 000 000		349 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	341 610 920
	*** 12 718 875 700**	**(155 703 700)**	**12 563 172 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**12 530 259 271**
Actifs					
4	750 000		750 000	Politiques et prestation des programmes	0
	‡ 750 000		**750 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**0**
IMMOBILISATIONS					
3	17 070 000		17 070 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	17 069 724
	† 17 070 000		**17 070 000**	**TOTAL (IMMOBLISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**17 069 724**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en salle de classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 443 145 000 $
* Y Compris le Mandats spéciaux de 187 500 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 3 250 000 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		44 274 829
Avantages sociaux		5 076 789
Transports et communications		10 459 401
Services		67 328 340
Fournitures et matériel		1 625 088
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	11 569 172 877	
Programmes d'éducation – Autres	300 130 788	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	30 893 590	
Association canadienne d'éducation	176 986	
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	453 900	
Conseil des ministres de l'éducation (Canada)	1 155 622	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	319 382	
Projets des langues officielles	13 175 204	
Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario	50 000	
Subventions diverses	52 400	
Projet de révision du périmètre comptable	5 960 300	
		11 921 541 049
		12 050 305 496
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		42 587 273
Avantages sociaux		6 434 317
Transports et communications		1 365 403
Services		9 278 093
Fournitures et matériel		6 256 744
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	60 225	
L'Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario	26 600 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	45 760 800	
		72 421 025
		138 342 855
Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		341 610 920
		341 610 920
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**12 530 259 271**
IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Autres opérations		
Autres opérations	6 179 724	
Soutien à l'Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario	3 600 000	
Soutien pour l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	7 290 000	
		17 069 724
		17 069 724
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**17 069 724**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003 FONCTIONNEMENT				**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	
1	9 699 100	1 800 000	11 499 100	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour et services à la collectivité.....	10 881 614
	*** 9 699 100**	**1 800 000**	**11 499 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....**	**10 881 614**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme: Culture; Affaires intergouvernementales; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 966 500 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	15 067 187
Avantages sociaux	1 811 775
Transports et communications	228 711
Services	12 451 381
Fournitures et matériel	1 743 260
	31 302 314
Moins : Recouvrements	20 420 700
	10 881 614
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	**10 881 614**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	74 767 036	68 602 781
Autres	794 816	576 387
	75 561 852	69 179 168
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof	197 165	143 448
Frais pour chèques refusés	310	0
	197 475	143 448
VENTES ET LOCATIONS		
Avantages, accessoires	73 572	66 103
Locaux mis en location	29 078	41 036
Ventes de ressources aux conseils scolaires	1 711	1 063
Autres	254 022	126 033
	358 383	234 235
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	9 870 591	1 413 315
	9 870 591	1 413 315
DIVERS		
Intérêts bancaires	54 993	39 393
Écoles provinciales	0	460 336
	54 993	499 729
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**86 043 294**	**71 469 895**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-130

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-131

TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE 2-133

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-132

ÉTAT DES RECETTES 2-135

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
8 129 061	Administration du ministère	8 164 099	7 731 607
30 407 500	Transformation du secteur de l'énergie	71 730 900	69 397 456
38 536 561	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 79 894 999**	**77 129 063**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 26 700 000 $

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	8 101 400		8 101 400	Administration du ministère	7 667 593
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 8 164 099**		**8 164 099**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**7 731 607**

Description du programme :

Ce programme fournit toute une gamme de services : services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien aux ressources humaines et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 100 000 $

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 364 732
Avantages sociaux		569 129
Transports et communications		229 754
Services		3 071 259
Fournitures et matériel		127 719
		8 362 593
Moins : Recouvrements		695 000
		7 667 593
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 680 623	
Avantages sociaux	195 386	
Transports et communications	126 563	
Services	60 862	
Fournitures et matériel	23 156	
		2 086 590
Services financiers et administratifs		
Transports et communications	733	
Services	981 271	
Fournitures et matériel	14 130	
	996 134	
Moins : Recouvrements	410 000	
		586 134
Ressources humaines		
Services	285	
		285
Services de communication		
Traitements et salaires	1 259 508	
Avantages sociaux	168 936	
Transports et communications	47 240	
Services	361 999	
Fournitures et matériel	50 422	
		1 888 105
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 419 596	
Avantages sociaux	204 363	
Transports et communications	38 874	
Services	97 671	
Fournitures et matériel	28 400	
		1 788 904
Services juridiques		
Traitements et salaires	5 005	
Avantages sociaux	444	
Transports et communications	16 344	
Services	1 061 516	
Fournitures et matériel	11 611	
		1 094 920
Services de vérification		
Services	52 023	
		52 023
Systèmes informatiques		
Services	455 632	
Moins : Recouvrements	285 000	
		170 632
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**7 731 607**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902				**PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE**	
FONCTIONNEMENT					
1	59 410 900	12 320 000	71 730 900	Politiques et programmes.....	69 397 456
	*** 59 410 900**	**12 320 000**	**71 730 900**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE .....**	**69 397 456**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique et d'un réseau de transport et de distribution diversifiés et écologiquement viables, à des prix concurrentiels. Ce programme appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que le développement des énergies renouvelables.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 600 000 $

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 764 322
Avantages sociaux		703 506
Transports et communications		288 756
Services		12 575 436
Fournitures et matériel		308 555
Paiements de transfert		
Recherche en bioénergie	1 131 868	
Initiatives liées à l'approvisionnement énergétique	29 115 000	
Initiatives de conservation	1 625 634	
Fonds pour la vérification énergétique résidentielle	5 895 128	
Programme ontarien d'encouragement au chauffage renouvelable	80 220	
Programme ontarien d'amélioration du rendement énergétique domiciliaire	9 851 845	
Programme de production d'énergie renouvelable à usage résidentiel	131 061	
World Green Building Council	500 000	
Fonds d'action écologique pour les municipalités – Renforcement des capacités	426 125	
		48 756 881
		69 397 456
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE		**69 397 456**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, Permis et Autorisations - général	200 000	0
FOI – Droits	1 031	1 459
	201 031	1 459
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	0	50 000
Ventes et Locations	643 709	36 112
	643 709	86 112
DIVERS		
Autres	132 184	591 006
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**976 924**	**678 577**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-138
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-139
ASSAINISSEMENT DE L'AIR 2-142
ASSAINISSEMENT DE L'EAU 2-145
GESTION DES DÉCHETS 2-149
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-141

ÉTAT DES RECETTES 2-153

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
57 673 079	Administration du ministère	58 567 699	58 509 390
57 547 308	Assainissement de l'air	60 929 300	60 878 750
124 341 352	Assainissement de l'eau	141 838 100	141 694 627
39 753 916	Gestion des déchets	42 083 400	41 913 612
279 315 655	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 303 418 499**	**302 996 379**
	IMMOBILISATIONS		
0	Assainissement de l'air	300 000	300 000
25 033 561	Assainissement de l'eau	35 774 200	35 735 357
4 411 012	Gestion des déchets	5 348 800	5 051 761
29 444 573	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 41 423 000**	**41 087 118**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 72 646 900 $

† Y Compris le Mandats spéciaux de 10 325 600 $

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	57 989 500	515 500	58 505 000	Soutien à la gestion stratégique	58 445 376
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 58 052 199**	**515 500**	**58 567 699**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**58 509 390**

Description du programme :

Ce programme offre ses conseils stratégiques et son aide en matière de politiques ministérielles, de planification axée sur les résultats et de planification financière, de contrôle financier, de ressources humaines, d'administration, de vérification et de systèmes d'information et de technologie. Il assure aussi la prestation de services efficaces de soutien juridique et en communications, de gestion des connaissances et de pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale pour faciliter l'atteinte des activités et objectifs clés du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 12 822 000 $

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 091 449
Avantages sociaux		3 394 272
Transports et communications		1 375 076
Services		28 975 914
Fournitures et matériel		3 608 665
		58 445 376
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 244 981	
Avantages sociaux	236 488	
Transports et communications	132 122	
Services	83 899	
Fournitures et matériel	68 526	
		2 766 016
Planification et contrôle financière		
Traitements et salaires	3 546 222	
Avantages sociaux	404 081	
Transports et communications	81 602	
Services	943 960	
Fournitures et matériel	819 168	
		5 795 033
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 955 955	
Avantages sociaux	612 961	
Transports et communications	94 576	
Services	343 109	
Fournitures et matériel	149 048	
		3 155 649
Gestion de l'information et services de technologie		
Traitements et salaires	1 691 432	
Avantages sociaux	253 693	
Transports et communications	104 952	
Services	3 976 765	
Fournitures et matériel	1 042 784	
		7 069 626
Communications		
Traitements et salaires	3 282 976	
Avantages sociaux	449 795	
Transports et communications	204 145	
Services	332 053	
Fournitures et matériel	192 176	
		4 461 145
Services juridiques		
Traitements et salaires	5 684	
Transports et communications	205 193	
Services	4 542 637	
Fournitures et matériel	269 653	
		5 023 167
Services de vérification		
Services	487 617	
		487 617
Commissions et comités		
Traitements et salaires	1 137 768	
Avantages sociaux	142 194	
Transports et communications	53 655	
Services	312 421	
Fournitures et matériel	115 196	
		1 761 234

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Locaux		
Avantages sociaux	481	
Transports et communications	53 779	
Services	16 116 592	
Fournitures et matériel	396 015	
		16 566 867
Innovation environnementale		
Traitements et salaires	2 598 355	
Avantages sociaux	371 447	
Transports et communications	81 532	
Services	404 993	
Fournitures et matériel	114 268	
		3 570 595
Soutien à la gestion des programmes		
Traitements et salaires	4 628 076	
Avantages sociaux	923 132	
Transports et communications	363 520	
Services	1 431 668	
Fournitures et matériel	435 122	
		7 781 518
Surveillance environnementale		
Fournitures et matériel	6 709	
		6 709
Élaboration des politiques et programmes		
Services	200	
		200

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**58 509 390**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	
1	32 219 800	3 415 700	35 635 500	Smog et substances toxiques atmosphériques.....	35 613 492
2	20 244 100		20 244 100	Air pur	20 225 802
3	3 742 200	1 307 500	5 049 700	Changement climatique	5 039 456
	*** 56 206 100**	**4 723 200**	**60 929 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR .....**	**60 878 750**
IMMOBILISATIONS					
4	300 000		300 000	Immobilisations – Air	300 000
	† 300 000		**300 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR .....**	**300 000**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité aux règlements ministériels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 13 473 200 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 $

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)		
Traitements et salaires		23 692 412
Avantages sociaux		1 578 552
Transports et communications		915 485
Services		2 671 048
Fournitures et matériel		1 968 470
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux – Air		4 787 525
		35 613 492
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	8 962 030	
Avantages sociaux	207 453	
Transports et communications	387 624	
Services	291 313	
Fournitures et matériel	374 807	
		10 223 227
Science et normes		
Traitements et salaires	5 860 689	
Avantages sociaux	251 066	
Transports et communications	161 670	
Services	1 389 021	
Fournitures et matériel	216 371	
		7 878 817
Autorisations		
Traitements et salaires	4 030 586	
Avantages sociaux	480 439	
Transports et communications	122 750	
Services	313 545	
Fournitures et matériel	105 243	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats Environnementaux – Air	19 500	
		5 072 063
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	4 103 752	
Avantages sociaux	543 082	
Transports et communications	154 423	
Services	431 512	
Fournitures et matériel	382 049	
		5 614 818
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	735 355	
Avantages sociaux	96 512	
Transports et communications	89 018	
		920 885
Prestation des programmes		
Services	245 657	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats Environnementaux – Air	4 768 025	
		5 013 682
Aide aux programmes spécialisés		
Fournitures et matériel	890 000	
		890 000
Air pur (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 584 417
Avantages sociaux		371 075
Transports et communications		97 284
Services		16 065 522
Fournitures et matériel		107 504
		20 225 802
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	1 036 147	
Avantages sociaux	105 284	
Transports et communications	57 095	
Services	814 485	
Fournitures et matériel	52 526	
		2 065 537

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	1 127 230	
Avantages sociaux	151 389	
Transports et communications	39 339	
Services	642 136	
Fournitures et matériel	38 186	
		1 998 280
Prestation des programmes		
Traitements et salaires	1 421 040	
Avantages sociaux	114 402	
Transports et communications	850	
Services	14 608 901	
Fournitures et matériel	16 792	
		16 161 985
Changement climatique (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 233 587
Avantages sociaux		176 291
Transports et communications		44 944
Services		3 583 934
Fournitures et matériel		700
		5 039 456
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	1 233 587	
Avantages sociaux	176 291	
Transports et communications	44 944	
Services	1 217 155	
Fournitures et matériel	700	
		2 672 677
Communications		
Services	2 338 779	
		2 338 779
Conformité, application des lois et intervention		
Services	28 000	
		28 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR		**60 878 750**
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Air (Poste 4)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		300 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR		**300 000**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1107				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	
FONCTIONNEMENT					
1	98 912 100	898 200	99 810 300	Assainissement de l'eau	99 782 583
2	34 916 900	1 370 400	36 287 300	Protection des sources	36 202 657
3	8 900 300	(3 160 800)	5 739 500	Gestion des éléments nutritifs	5 709 387
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 142 730 300**	**(892 200)**	**141 838 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**141 694 627**
IMMOBILISATIONS					
4	9 373 000	26 401 200	35 774 200	Immobilisations – Eau	35 735 357
	† 9 373 000	**26 401 200**	**35 774 200**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**35 735 357**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 35 312 200 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 584 800 $

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assainissement de l'eau (Poste 1)		
Traitements et salaires		55 596 121
Avantages sociaux		8 374 666
Transports et communications		2 610 371
Services		24 364 132
Fournitures et matériel		5 805 649
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats Environnementaux – Eau		3 244 112
		99 995 051
Moins : Recouvrements		212 468
		99 782 583
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	31 283 589	
Avantages sociaux	4 550 759	
Transports et communications	1 621 774	
Services	4 943 205	
Fournitures et matériel	1 114 237	
		43 513 564
Science et normes		
Traitements et salaires	11 229 471	
Avantages sociaux	2 129 050	
Transports et communications	202 555	
Services	1 615 213	
Fournitures et matériel	875 698	
		16 051 987
Autorisations		
Traitements et salaires	6 335 033	
Avantages sociaux	844 924	
Transports et communications	281 123	
Services	1 417 334	
Fournitures et matériel	281 785	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats Environnementaux – Eau	15 000	
		9 175 199
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	3 189 303	
Avantages sociaux	415 149	
Transports et communications	112 149	
Services	601 847	
Fournitures et matériel	300 133	
		4 618 581
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	1 555 690	
Avantages sociaux	159 845	
Transports et communications	37 953	
Services	888 925	
Fournitures et matériel	46 372	
		2 688 785
Prestation des programmes		
Traitements et salaires	1 934 228	
Avantages sociaux	274 939	
Transports et communications	73 989	
Fournitures et matériel	74 726	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats Environnementaux – Eau	3 229 112	
	5 586 994	
Moins : Recouvrements	212 468	
		5 374 526
Aide aux programmes spécialisés		
Transports et communications	280 828	
Services	6 578 242	
Fournitures et matériel	3 112 698	
		9 971 768
Ressources humaines		
Services	1 231	
		1 231

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Services juridiques		
Services	45 764	
		45 764
Locaux		
Services	94 576	
		94 576
Gestion de l'information et services de technologie		
Traitements et salaires	68 807	
Services	8 177 795	
		8 246 602
Protection des sources (Poste 2)		
Traitements et salaires		12 241 182
Avantages sociaux		1 691 844
Transports et communications		500 462
Services		8 142 688
Fournitures et matériel		1 623 671
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources		12 002 810
		36 202 657
Science et normes		
Traitements et salaires	3 667 043	
Avantages sociaux	504 750	
Transports et communications	35 904	
Services	804 428	
Fournitures et matériel	437 960	
		5 450 085
Autorisations		
Traitements et salaires	764 263	
Avantages sociaux	143 726	
Transports et communications	11 560	
Services	1 364	
Fournitures et matériel	1 309	
		922 222
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	3 114 544	
Avantages sociaux	518 504	
Transports et communications	157 475	
Services	400 130	
Fournitures et matériel	686 613	
		4 877 266
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	3 430 575	
Avantages sociaux	428 970	
Transports et communications	236 577	
Services	1 936 948	
Fournitures et matériel	435 990	
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	11 995 430	
		18 464 490
Prestation des programmes		
Traitements et salaires	231 069	
Avantages sociaux	22 395	
Transports et communications	5 508	
Fournitures et matériel	8 338	
		267 310
Partenariat fédéral-provincial		
Traitements et salaires	640 341	
Avantages sociaux	72 720	
Transports et communications	53 438	
Services	4 816 744	
Fournitures et matériel	52 900	
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	7 380	
		5 643 523
Locaux		
Services	126 700	
		126 700

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	393 347	
Avantages sociaux	779	
Services	56 374	
Fournitures et matériel	561	
		451 061
Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 376 705
Avantages sociaux		467 737
Transports et communications		98 682
Services		1 265 911
Fournitures et matériel		183 877
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats de gestion des éléments nutritifs		316 475
		5 709 387
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	1 664 510	
Avantages sociaux	197 166	
Transports et communications	44 715	
Services	655 900	
Fournitures et matériel	18 880	
		2 581 171
Science et normes		
Traitements et salaires	826 883	
Avantages sociaux	114 484	
Transports et communications	14 417	
Services	128 714	
Fournitures et matériel	130 707	
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats de gestion des éléments nutritifs	316 475	
		1 531 680
Autorisations		
Traitements et salaires	96 721	
Avantages sociaux	9 787	
Transports et communications	1 232	
Services	40 000	
Fournitures et matériel	260	
		148 000
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	565 642	
Avantages sociaux	121 775	
Transports et communications	38 195	
Services	440 897	
Fournitures et matériel	34 030	
		1 200 539
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	222 949	
Avantages sociaux	24 525	
Transports et communications	123	
Services	400	
		247 997
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**141 694 627**
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Eau (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	5 000 000	
Subventions pour les projets d'assainissement des Grands Lacs	1 713 100	
Planification de la protection des sources	23 250 000	
		29 963 100
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		5 772 257
		35 735 357
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**35 735 357**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1108				**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	
FONCTIONNEMENT					
1	15 639 900	1 228 800	16 868 700	Réduction des déchets non dangereux	16 843 647
2	12 368 800	3 129 000	15 497 800	Gestion des déchets dangereux	15 362 501
3	10 966 900	(1 251 000)	9 715 900	Restauration des sols	9 707 464
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 38 976 600**	**3 106 800**	**42 083 400**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**41 913 612**
IMMOBILISATIONS					
4	14 000 000	(8 651 200)	5 348 800	Immobilisations - gestion des déchets	5 051 761
	† 14 000 000	**(8 651 200)**	**5 348 800**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**5 051 761**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 11 039 500 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 3 640 800 $

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Réduction des déchets non dangereux (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 309 794
Avantages sociaux		1 509 468
Transports et communications		341 624
Services		2 103 359
Fournitures et matériel		655 352
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux – déchets		924 050
		16 843 647
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	7 405 060	
Avantages sociaux	1 122 719	
Transports et communications	234 212	
Services	1 426 528	
Fournitures et matériel	428 061	
		10 616 580
Science et normes		
Traitements et salaires	774 603	
Avantages sociaux	53 756	
Transports et communications	47 593	
Services	39 167	
Fournitures et matériel	143 820	
		1 058 939
Autorisations		
Traitements et salaires	2 332 414	
Avantages sociaux	332 993	
Transports et communications	17 448	
Services	39 909	
Fournitures et matériel	16 914	
Paiements de transfert		
Subventions – Partenariat concernant les déchets environnementaux	29 500	
		2 769 178
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	797 717	
Transports et communications	42 371	
Services	473 588	
Fournitures et matériel	66 557	
		1 380 233
Prestation des programmes		
Paiements de transfert		
Subventions pour les partenariats environnementaux – déchets	894 550	
		894 550
Gestion de l'information et services de technologie		
Services	124 167	
		124 167
Gestion des déchets dangereux (Poste 2)		
Traitements et salaires		10 852 161
Avantages sociaux		1 981 726
Transports et communications		422 398
Services		1 739 082
Fournitures et matériel		367 134
		15 362 501
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	5 377 082	
Avantages sociaux	793 826	
Transports et communications	343 868	
Services	497 830	
Fournitures et matériel	284 787	
		7 297 393
Sciences et normes		
Traitements et salaires	1 249 789	
Transports et communications	5 519	
Services	25 050	
Fournitures et matériel	37 964	
		1 318 322

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Autorisations		
Traitements et salaires	1 239 042	
Avantages sociaux	126 378	
Transports et communications	29 765	
Services	63 002	
Fournitures et matériel	9 126	
		1 467 313
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	1 406 642	
Avantages sociaux	159 954	
Transports et communications	34 358	
Services	1 121 064	
Fournitures et matériel	34 359	
		2 756 377
Élaboration des politiques et programmes		
Traitements et salaires	1 579 606	
Avantages sociaux	901 568	
Transports et communications	8 888	
Services	32 136	
Fournitures et matériel	898	
		2 523 096
Restauration des sols (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 914 226
Avantages sociaux		809 769
Transports et communications		70 987
Services		4 812 884
Fournitures et matériel		99 598
		9 707 464
Conformité, application des lois et intervention		
Traitements et salaires	495 640	
Avantages sociaux	60 144	
Transports et communications	2 875	
Services	866 671	
		1 425 330
Sciences et normes		
Traitements et salaires	975 058	
Avantages sociaux	640 020	
Transports et communications	7 703	
Services	775 250	
Fournitures et matériel	8 091	
		2 406 122
Autorisations		
Traitements et salaires	115 614	
Avantages sociaux	15 176	
Transports et communications	1 678	
Services	98 035	
Fournitures et matériel	15 558	
		246 061
Surveillance environnementale		
Traitements et salaires	448 304	
Avantages sociaux	47 017	
Transports et communications	14 119	
Services	554 491	
Fournitures et matériel	50 979	
		1 114 910
Élaboration des politiques et du programme		
Traitements et salaires	1 811 927	
Transports et communications	44 015	
Fournitures et matériel	24 970	
		1 880 912

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Prestation des programmes		
Traitements et salaires	67 683	
Avantages sociaux	47 412	
Transports et communications	597	
Services	2 300 631	
		2 416 323
Gestion de l'information et services de technologie		
Services	217 806	
		217 806
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS		**41 913 612**
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Subventions pour les projets d'assainissement de l'environnement		2 730 614
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		2 321 147
		5 051 761
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS		**5 051 761**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	182 032	32 339
	182 032	32 339
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	31 376 991	30 320 315
Certificats d'autorisation	6 259 018	6 908 990
Frais liés aux déchets dangereux	5 889 795	6 094 554
Droits, permis et autorisations	2 176 833	2 199 840
	45 702 637	45 523 699
VENTES ET LOCATIONS	98 420	106 354
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	186 238	95 000
DIVERS		
Autres	14 602	1 366
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**46 183 929**	**45 758 758**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-156
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-157
POLITIQUES FISCALES ET BUDGET 2-159
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-161
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-164
BUREAU DES RÉSULTATS 2-166
INVESTIR DANS L'ONTARIO 2- 168
TRÉSOR 2-170
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-158

ÉTAT DES RECETTES 2-172
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-173

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
121 633 843	Administration du ministère	129 656 199	126 549 516
121 718 899	Politiques fiscales et budget	13 747 400	13 510 061
944 506 714	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 659 761 000	1 478 850 281
215 896	Réglementation de l'industrie des services financiers	6 501 000	1 443 481
660 000	Bureau des résultats	3 117 200	3 050 552
7 667 111 613	Trésor	7 926 000 000	7 780 237 545
8 855 846 965	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 9 738 782 799**	**9 403 641 436**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2 869 556	Politiques fiscales et budget	0	0
2 869 556	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**0**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
0	Investir dans l'Ontario	2 000 000 000	1 148 985 655
0	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000 000 000**	**1 148 985 655**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 429 300 000 $

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste		Crédits autorisés				Dépenses réelles
		Prévisions	par le Conseil	Total		
		$	$	$		$
1201					**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT						
1		148 913 400	(19 320 900)	129 592 500	Administration du ministère	126 485 502
L		46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L		15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
L		1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
		*** 148 977 099**	**(19 320 900)**	**129 656 199**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ...**	**126 549 516**

Description du programme :

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique, d'information et de technologie de l'information et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Il fournit aussi des services de soutien ministériels, tels que les services de centres d'appel, l'imagerie documentaire, la collecte de données et la gestion de l'encaisse à toutes fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère du Revenu. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Vérification interne Ontario, le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 000 $

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		40 125 230
Avantages sociaux		5 562 897
Transports et communications		9 656 931
Services		71 049 981
Fournitures et matériel		3 491 506
		129 886 545
Moins : Recouvrements		3 401 043
		126 485 502
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 700 352	
Avantages sociaux	313 767	
Transports et communications	165 990	
Services	301 265	
Fournitures et matériel	109 448	
		3 590 822
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 180 422	
Avantages sociaux	530 137	
Transports et communications	137 848	
Services	8 469 082	
Fournitures et matériel	93 968	
		12 411 457
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 563 904	
Avantages sociaux	627 159	
Transports et communications	92 154	
Services	737 980	
Fournitures et matériel	156 021	
		6 177 218
Services de communication		
Traitements et salaires	2 365 809	
Avantages sociaux	312 512	
Transports et communications	99 266	
Services	813 541	
Fournitures et matériel	177 385	
		3 768 513
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 713 958	
Avantages sociaux	215 169	
Transports et communications	11 251	
Services	260 486	
Fournitures et matériel	39 272	
		2 240 136
Services juridiques		
Traitements et salaires	48 899	
Transports et communications	114 178	
Services	5 422 911	
Fournitures et matériel	218 029	
		5 804 017
Services de vérification		
Services	1 247 266	
		1 247 266
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	13 481 029	
Avantages sociaux	1 631 963	
Transports et communications	8 684 975	
Services	47 984 963	
Fournitures et matériel	2 034 562	
		73 817 492
Administration des recettes et services à la clientèle		
Traitements et salaires	12 070 857	
Avantages sociaux	1 932 190	
Transports et communications	351 269	
Services	5 812 487	
Fournitures et matériel	662 821	
	20 829 624	
Moins : Recouvrements	3 401 043	
		17 428 581
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**126 549 516**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET**	
1	13 049 200	698 200	13 747 400	Budget et politiques fiscales	13 510 061
	*** 13 049 200**	**698 200**	**13 747 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET .....**	**13 510 061**

Description du programme :

Le programme du Bureau du budget et de la fiscalité conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à préparer le budget de l'Ontario. Il est aussi chargé de l'élaboration des politiques et de la conception des lois en matière de fiscalité, de régimes de retraite et de sécurité du revenu, des politiques intergouvernementales dans ces trois domaines et d'autres documents importants de nature économique et budgétaire comme le rapport sur les dépenses fiscales. Il effectue des recherches et des analyses sur les nouvelles tendances en matière de fiscalité, de régimes de retraite et de sécurité du revenu, y compris sur la compétitivité fiscale de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 900 000 $

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Budget et politiques fiscales (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 619 411
Avantages sociaux	843 331
Transports et communications	163 721
Services	4 206 062
Fournitures et matériel	677 536
	13 510 061
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES ET DU BUDGET	**13 510 061**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
FONCTIONNEMENT					
1	7 867 600	(100 000)	7 767 600	Politiques économiques	7 731 594
5	30 777 800	(10 500 000)	20 277 800	Relations provinciales-municipales en matière de finances	18 835 477
6	933 202 400	12 000 000	945 202 400	Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	935 594 498
8	114 067 200	(15 550 000)	98 517 200	Bureau du Conseil du Trésor	90 775 546
9	4 415 600		4 415 600	Vérification interne Ontario	3 913 166
10	997 140 000	(839 560 600)	157 579 400	Fonds de prévoyance ₪	0
12	426 000 000		426 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	422 000 000
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 2 513 471 600**	**(853 710 600)**	**1 659 761 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**1 478 850 281**

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils stratégiques sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore les politiques et le cadre législatif régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore et surveille le plan financier de la province et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme surveille aussi les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités.

Le Bureau du Conseil du Trésor coordonne la stratégie financière, l'évaluation des risques et les services de vérification interne de la fonction publique de l'Ontario; il aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en leur offrant ses conseils sur l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Par ailleurs, le programme supervise la chaîne d'approvisionnement intégrée et les principales pratiques administratives connexes du secteur parapublic de l'Ontario, et reflète le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario de revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

₪ Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 839 560 600 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 370 900 000 $

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 918 090
Avantages sociaux		588 748
Transports et communications		119 455
Services		725 905
Fournitures et matériel		199 196
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques		180 200
		7 731 594
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 983 849
Avantages sociaux		562 040
Transports et communications		94 913
Services		13 979 202
Fournitures et matériel		215 473
		18 835 477
Stratégie de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (Poste 6)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	907 127 098	
Paiements spéciaux aux municipalités	16 394 400	
Aide unique spéciale aux municipalités	12 073 000	
		935 594 498
		935 594 498
Bureau du Conseil du Trésor (Poste 8)		
Traitements et salaires		15 922 685
Avantages sociaux		1 918 375
Transports et communications		386 373
Services		14 845 377
Fournitures et matériel		6 309 315
Paiements de transfert		
Partenariats avec le secteur parapublic	10 606 556	
Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement avec le secteur parapublic	40 786 865	
		51 393 421
		90 775 546
Stratégie et coordination fiscales		
Traitements et salaires	8 263 445	
Avantages sociaux	928 730	
Transports et communications	200 531	
Services	4 989 330	
Fournitures et matériel	306 162	
Paiements de transfert		
Partenariats avec le secteur parapublic	10 606 556	
		25 294 754
Bureau du contrôleur provincial		
Traitements et salaires	6 180 003	
Avantages sociaux	750 374	
Transports et communications	113 356	
Services	9 008 010	
Fournitures et matériel	5 942 188	
		21 993 931
Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic		
Traitements et salaires	1 479 237	
Avantages sociaux	239 271	
Transports et communications	72 486	
Services	848 037	
Fournitures et matériel	60 965	
Paiements de transfert		
Projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement avec le secteur parapublic	40 786 865	
		43 486 861

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
Vérification interne Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires	16 204 490
Avantages sociaux	1 869 683
Transports et communications	521 125
Services	1 810 571
Fournitures et matériel	607 150
	21 013 019
Moins : Recouvrements	17 099 853
	3 913 166
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Autres opérations	
Revenu réservé du secteur de l'électricité	422 000 000
	422 000 000
TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	**1 478 850 281**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	6 500 000		6 500 000	Commission des services financiers de l'Ontario	1 443 481
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
	6 501 000		**6 501 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**1 443 481**

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des compagnies de prêt et de fiducie, des crédits unions et des caisses populaires, des courtiers en hypothèques et des coopératives en offrant des services de réglementation efficients et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La Commission des services financiers de l'Ontario fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est un organisme de réglementation indépendant et financièrement autonome qui régit les lois ontariennes sur les valeurs mobilières; la Commission finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERES – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	31 817 028
Avantages sociaux	6 296 250
Transports et communications	694 243
Services	12 447 568
Fournitures et matériel	1 319 106
	52 574 195
Moins : Recouvrements	51 130 714
	1 443 481
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 544 047
Avantages sociaux	203 759
Transports et communications	28 992
Services	4 813 879
Fournitures et matériel	58 750
	6 649 427
Moins : Recouvrements	6 649 427
	0
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**1 443 481**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1207 FONCTIONNEMENT				**BUREAU DES RÉSULTATS**	
1	3 117 200		3 117 200	Bureau des résultats	3 050 552
	*** 3 117 200**		**3 117 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DES RÉSULTATS**	**3 050 552**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de mettre en valeur les efforts du gouvernement visant à offrir des résultats à la population de l'Ontario. Il surveille les stratégies mises en place dans tous les ministeres pour atteindre les priorités et résultats que le gouvernement s'est fixés. Pour aider le gouvernement à réaliser ses priorités, il identifie les obstacles ou risques en matière de prestation des services; il propose des solutions pour y répondre et facilite les relations horizontales entres les ministères. Le programme joue également un rôle clé sur le plan de la transparence des résultats en établissant des indices durables et en publiant le Rapport d'étape annuel de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 500 000 $

MINISTÈRE DES FINANCES

BUREAU DES RÉSULTATS – CRÉDIT 1207

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau des résultats (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 672 958
Avantages sociaux	307 210
Transports et communications	65 935
Services	794 305
Fournitures et matériel	210 144
	3 050 552
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DES RÉSULTATS	**3 050 552**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1208				**PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO**	
IMMOBILISATIONS					
1	2 000 000 000		2 000 000 000	Investir dans l'Ontario	1 148 985 655
	2 000 000 000		2 000 000 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO**	**1 148 985 655**

Description du programme :

Ce programme est assujetti à l'approbation par l'Assemblée législative du projet de loi 35 visant l'établissement d'une loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario. Le programme aurait la responsabilité de l'allocation de la totalité ou d'une partie de l'excédent correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles peuvent être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
IMMOBILISATIONS	
Investir dans l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario	1 148 985 655
	1 148 985 655
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO	**1 148 985 655**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L — FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
L	7 926 000 000		7 926 000 000	Intérêts sur la dette	7 780 237 545
	7 926 000 000		**7 926 000 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR**	**7 780 237 545**

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LEGISLATIF

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	5 963 697 872	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	471 867 412	
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	632 899 727	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	133 491 154	
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	281 001 700	
Société de logement de l'Ontario	102 149 233	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	15 641 324	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	20 730 710	
		7 621 479 132
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		13 164 085
Moins : Intérêts sur les investissements		457 179 235
		7 151 135 812
Redressement de l'évaluation du papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers		106 831 336
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		522 270 397
		7 780 237 545
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR		**7 780 237 545**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	25 522 083 609	24 678 000 000
Contributions – santé de l'Ontario	2 712 895 911	2 588 600 000
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	113 858 883	118 674 768
Loi de 1998 sur l'administration des successions	106 442 923	99 777 590
Crédit d'impôt	(984 696 181)	(1 023 300 000)
	27 470 585 145	26 461 752 358
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	8 486 603 125	7 702 358 038
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	3 778 333 930	3 225 039 030
Fonds de transition	574 000 000	0
Réduction des temps d'attente	468 389 791	467 393 516
Reconception de l'administration de l'imposition des sociétés	250 000 000	0
Fiducie pour l'éducation postsecondaire	195 269 974	194 772 483
Écofiducie Canada pour la qualité de l'air et les changements climatiques	194 928 966	0
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun	117 161 985	116 863 490
Fiducie pour le logement abordable	117 161 985	116 863 490
Places en garderie	97 464 483	0
Incitatif – Imposition du capital	83 000 000	0
Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients	68 309 655	0
Fiducie pour l'immunisation contre le VPH	38 985 793	0
Fiducie pour le logement des Autochtones hors-réserve	26 748 613	26 748 613
Subvention annuelle par personne - *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Gouvernement du Canada – Fonds pour la réforme de la santé	54 000	1 006 127
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	252 933 932
Fonds pour la santé publique et l'immunisation	0	52 773 409
Autres	(751 924)	0
	14 503 742 697	12 164 834 449
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Hydro One Inc.	258 765 000	297 765 000
Ontario Power Generation Incorporated	0	128 100 000
	258 765 000	425 865 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 311 823	142 330 528
Évaluations – de base et recouvrements	1 889 943	0
Remboursements généraux	908 046	4 168 805
Syndicat - Association	20 145	0
Autres	552	2 622
	145 130 509	146 501 955
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	139 450 708	140 165 325
Centrale nucléaire Bruce – Restructuration et rendement	15 000 000	0
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc	6 612 500	7 550 000
Droits d'administration	1 114 783	844 324
Droits - permis et autorisations	17 972	22 817
Droits de garantie – autres	33 184	5 000
Frais pour chèques refusés	385	140
	162 229 532	148 587 606

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	44 842	889
VENTES ET LOCATIONS		
Produits de la vente d'immobilisations	23 564 805	606 316 928
Ventes et Locations	54 285	166 236
	23 619 090	606 483 164
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	15 000 000	15 000 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	5 788 163	6 800 917
Société de développement de l'Ontario	74 832	601 680
Autres	0	574
	5 862 995	7 403 171
DIVERS		
Rajustement de la provision pour la restructuration	23 234 403	0
Autre revenu – Toronto	9 459 814	8 542 700
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 679 417	2 342 291
Dons – Fonds ontarien d'initiative	135 947	157 359
Autre revenu – Oshawa	8 003 072	(6 813 953)
	43 512 653	4 228 397
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**42 628 492 463**	**39 980 656 989**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	273 000 000	238 000 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	277 277 159	784 517 315
Hypothèques – Société foncière de l'Ontario	13 642	0
Office ontarien de financement – Société ontarienne d'aménagement municipal	0	10 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**550 290 801**	**1 022 527 315**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-176

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-177

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 2-179

EMPLOI ONTARIO 2-181

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-178, 2-180, 2-182

ÉTAT DES RECETTES 2-183

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-184

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
12 564 163	Administration du ministère	18 287 599	17 740 588
4 843 516 224	Éducation postsecondaire	4 960 816 400	4 929 498 706
561 183 950	Emploi Ontario	968 001 600	966 075 858
5 417 264 337	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 5 947 105 599**	**5 913 315 152**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 865 600 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
243 830 310	Éducation postsecondaire	283 348 800	237 286 584
15 722 611	Emploi Ontario	19 401 200	19 401 163
259 552 921	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 302 750 000**	**256 687 747**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 43 000 000 $

	IMMOBILISATIONS		
95 200 000	Éducation postsecondaire	860 379 400	860 379 399
0	Emploi Ontario	25 000 000	24 894 646
95 200 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 885 379 400**	**885 274 045**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 56 000 000 $

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	14 062 000	4 162 900	18 224 900	Administration du ministère	17 676 574
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 14 124 699**	**4 162 900**	**18 287 599**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**17 740 588**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 3 200 000 $

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 757 796
Avantages sociaux		313 039
Transports et communications		99 977
Services		15 437 965
Fournitures et matériel		67 797
		17 676 574
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 757 796	
Avantages sociaux	217 399	
Transports et communications	99 457	
Services	781 065	
Fournitures et matériel	67 797	
		2 923 514
Services financiers et administratifs		
Avantages sociaux	95 640	
Transports et communications	520	
Services	4 251 100	
		4 347 260
Ressources humaines		
Services	2 353 900	
		2 353 900
Services de communication		
Services	1 986 500	
		1 986 500
Services juridiques		
Services	725 900	
		725 900
Services de vérification		
Services	815 000	
		815 000
Systèmes informatiques		
Services	4 524 500	
		4 524 500
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**17 740 588**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	4 311 507 000	45 186 700	4 356 693 700	Collèges et universités	4 355 360 541
2	559 478 500	3 104 200	562 582 700	Soutien aux étudiants	556 419 630
L	41 540 000		41 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*	17 718 535
	*** 4 912 525 500**	**48 290 900**	**4 960 816 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**4 929 498 706**
Actifs					
4	214 248 800		214 248 800	Collèges et universités	175 735 003
5	69 100 000		69 100 000	Soutien aux étudiants	61 551 581
	‡ 283 348 800		**283 348 800**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**237 286 584**
IMMOBILISATIONS					
3	387 529 400	472 850 000	860 379 400	Soutien à l'éducation postsecondaire	860 379 399
	† 387 529 400	**472 850 000**	**860 379 400**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**860 379 399**

Description du programme :

Le programme fournit des fonds et une orientation en matière de politiques et de programmes aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario pour atteindre les objectifs socio-économiques du gouvernement, à savoir : offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités, à élaborer des politiques et programmes liés au financement, à la gouvernance et aux programmes des collèges et universités, à réglementer les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables et à administrer les programmes d'attribution de grades universitaires régis par la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire,* ainsi que la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 510 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 36 000 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 50 000 000 $

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Collèges et universités (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 988 279
Avantages sociaux		995 413
Transports et communications		502 106
Services		3 500 760
Fournitures et matériel		142 592
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 199 829 487	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	2 950 364 950	
Subventions pour le développement des ressources humaines en matière de santé dans les collèges	89 065 717	
Subventions pour le développement des ressources humaines en matière de santé dans les universités	50 878 003	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	565 258	
Subventions diverses	20 100	
Projet de révision du périmètre comptable	1 090 500	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	49 530 152	
		4 341 344 167
		4 355 473 317
Moins : Recouvrements		112 776
		4 355 360 541
Soutien aux étudiants (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 231 887
Avantages sociaux		716 938
Transports et communications		702 998
Services		8 642 835
Fournitures et matériel		333 126
Paiements de transfert		
Programmes de soutien aux étudiants	489 654 846	
Bourses d'échange Ontario-Québec	54 000	
Programmes de langue seconde	1 083 000	
Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	50 000 000	
		540 791 846
		556 419 630
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*		17 718 535
		17 718 535
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**4 929 498 706**
Actifs		
Collèges et Universités (Poste 4)		
Dépots et charges payées d'avance		
Subventions pour les universités	175 735 003	
		175 735 003
		175 735 003
Soutien aux étudiants (Poste 5)		
Prêts et investissements		
Soutien aux étudiants		61 551 581
		61 551 581
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**237 286 584**
IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – collèges	182 800 000	
Subventions d'immobilisations – universités	677 579 399	
		860 379 399
		860 379 399
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**860 379 399**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
7	997 461 600	(38 577 700)	958 883 900	Système Emploi Ontario	949 130 373
8	4 705 800	4 263 900	8 969 700	Bureau de gestion de la transition	8 962 688
L	148 000		148 000	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*	7 982 797
	*** 1 002 315 400**	**(34 313 800)**	**968 001 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**966 075 858**
Actifs					
9	14 425 000	4 976 200	19 401 200	Système Emploi Ontario	19 401 163
	‡ 14 425 000	**4 976 200**	**19 401 200**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**19 401 163**
IMMOBILISATIONS					
10	25 000 000		25 000 000	Système Emploi Ontario	24 894 646
	† 25 000 000		**25 000 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**24 894 646**

Description du programme :

Le Programme Emploi Ontario offre un système intégré d'emploi et de formation qui appuie l'établissement et la préservation de la prospérité et de la compétitivité de l'Ontario. Il propose de la formation professionnelle et d'autres services d'emploi et de planification de carrière pertinents et efficaces, à l'endroit et au moment où ils sont nécessaires. Le programme permet à la population ontarienne d'accéder aux services et au soutien dont elle a besoin pour réussir dans le marché de l'emploi actuel. Emploi Ontario est un guichet unique permettant d'accéder aux programmes et services d'emploi et de formation et qui répond aux besoins des employeurs, des chercheurs d'emploi, des apprentis et des Néo-Canadiens.

Le Programme Emploi Ontario collabore avec des partenaires pour élaborer des normes et inciter les employeurs à soutenir un programme d'apprentissage souple en plein essor; il offre des programmes de littératie et d'amélioration des compétences de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou la réinsertion professionnelle; il renforce les services de réadaptation et de réinsertion rapide de l'Ontario; il élargit l'accès à l'information sur les emplois et les tendances en matière de recrutement; il encourage les employeurs à recruter des étudiants pendant l'été; il offre son leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation sur les questions liées au marché du travail et à la formation.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 352 400 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 7 000 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 000 000 $

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 7)		
Traitements et salaires		55 850 148
Avantages sociaux		7 926 730
Transports et communications		3 964 714
Services		16 824 779
Fournitures et matériel		1 665 831
Paiements de transfert		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail	529 208 558	
Marché du travail et formation	333 689 613	
		862 898 171
		949 130 373
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*		7 982 797
		7 982 797
Bureau de gestion de la transition (Poste 8)		
Traitements et salaires		5 417 956
Avantages sociaux		590 401
Transports et communications		339 776
Services		2 479 834
Fournitures et matériel		134 721
		8 962 688
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**966 075 858**

	$	$
Actifs		
Système Emploi Ontario (Poste 9)		
Dépôts et charges payées d'avance		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail	3 553 472	
Marché du travail et formation	13 637 856	
		17 191 328
Prêts et investissements		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		2 209 835
		19 401 163
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**19 401 163**
IMMOBILISATIONS		
Système Emploi Ontario (Poste 10)		
Paiements de transfert		
Emploi Ontario		24 894 646
		24 894 646
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**24 894 646**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail	582 215 004	181 399 088
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	39 972 745	40 076 250
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 869	19 045 428
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	18 892 276	10 355 952
Programme canadien de prêts aux étudiants	7 360 689	6 011 699
Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail – Développement des systèmes	4 993 891	3 090 378
Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire	825 000	788 856
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	0	19 480 059
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	0	8 983 600
	673 362 474	289 231 310
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	424 138	431 954
Remboursements – Ententes de partage des coûts	0	39 065
	424 138	471 019
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	8 100 317	7 919 302
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	599 223	168 801
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	165 000	130 752
Conférences et colloques	40 510	221 352
Droits des dépôts des demandes RAFEO	34 075	52 671
Frais pour chèques refusés	8 764	1 622
	8 947 889	8 494 500
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	392 526	261 494
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	17 712 805	80 857 567
DIVERS		
Pénalités - intérêt	44 317 142	28 456 414
Autres	38 530	17 020
	44 355 672	28 473 434
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**745 195 504**	**407 789 324**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Remboursement – Prêts aux étudiants	44 638 058	43 835 878
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 013 689	612 961
Remboursement – Collège Sheridan	0	1 700 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**45 651 747**	**46 148 839**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-186

AFFAIRES FRANCOPHONES 2-187

ÉTAT DES RECETTES 2-189

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
4 304 169	Affaires francophones	4 962 000	4 948 165
4 304 169	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	*** 4 962 000**	**4 948 165**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 586 000 $

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	4 254 800	707 200	4 962 000	Coordination des affaires francophones.....	4 948 165
	*** 4 254 800**	**707 200**	**4 962 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES .....**	**4 948 165**

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité; le volume; et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone; et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 586 000 $

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 738 309
Avantages sociaux	178 845
Transports et communications	183 633
Services	2 541 005
Fournitures et matériel	182 373
Paiements de transfert	
Programme des services en français	124 000
	4 948 165
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**4 948 165**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*	1 533 094	1 627 437
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	5	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	0	23 184
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**1 533 099**	**1 650 621**

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS
SOMMAIRE 2-192
OMBUDSMAN ONTARIO 2-193
ÉTAT DES RECETTES 2-195

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
9 106 100	Ombudsman Ontario	9 704 400	9 704 400
9 106 100	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**9 704 400**	**9 704 400**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
1	9 704 400		9 704 400	Ombudsman	9 704 400
	9 704 400		**9 704 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	**9 704 400**

Description du programme:

L'ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative nommé en vertu de la *Loi sur l'ombudsman* et chargé d'enquêter sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario, notamment la mauvaise administration et l'injustice dans la prestation des services gouvernementaux au public. Il enquête sur les plaintes présentées par des particuliers ainsi que sur les problèmes graves et systémiques de premier plan qui touchent directement un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens. L'ombudsman présente chaque année à l'Assemblée législative un rapport sur les activités de son bureau et publie par ailleurs des rapports consacrés à ses enquêtes, qui éveillent un vif intérêt parmi le public. Il peut à l'issue d'une enquête faire des recommandations, en particulier sur les améliorations devant être apportées à une politique ou une pratique gouvernementale afin de remédier à toute injustice mise en évidence en matière de traitement.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 894 900
Avantages sociaux	1 300 800
Transports et communications	338 700
Services	1 386 700
Fournitures et matériel	783 300
	9 704 400
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO	**9 704 400**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	22 382	18 628
DIVERS	69 114	45 492
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	**91 496**	**64 120**

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-198

PETITES ENTREPRISES ET ENTREPRENEURIAT 2-199

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-200

ÉTAT DES RECETTES 2-201

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
24 849 272	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 910 599	31 455 522
24 849 272	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 31 910 599**	**31 455 522**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
3 400	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	0	0
3 400	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**0**	**0**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 9 500 000 $

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT**	
1	26 346 900	5 500 000	31 846 900	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	31 400 855
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	6 826
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 26 410 599**	**5 500 000**	**31 910 599**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT**	**31 455 522**
Actifs					
2	1 000		1 000	Petites Entreprises et Entrepreneuriat	0
	*** 1 000**		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT**	**0**

Description du programme :

Ce programme soutient la croissance économique et la création d'emplois en Ontario de la manière suivante : promotion de l'entrepreneuriat; soutien au démarrage d'entreprise; aide à la croissance des PME sur les marchés intérieurs et internationaux; gestion à l'intention des petites entreprises d'un guichet unique d'accès aux services gouvernementaux afin de réduire les obstacles à la croissance et d'accroître les débouchés.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 9 500 000 $

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Petites Entreprises et Entrepreneuriat (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 608 168
Avantages sociaux		897 462
Transports et communications		640 958
Services		9 840 566
Fournitures et matériel		307 558
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement des entreprises	319 500	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	727 323	
Partenariats Jeunesse	745 136	
Fonds pour la stratégie d'aide aux petites brasseries de l'Ontario	1 000 000	
Fonds pour la Stratégie vinicole de l'Ontario	2 000 000	
Programme d'aide à la promotion des vins de la Vintners' Quality Alliance	3 316 497	
Programme de développement des marchés mondiaux	5 000 000	
		13 108 456
Autres opérations		
Garanties honorées – programme « Entrepreneuriat Jeunesse – Mon entreprise »		21 748
		32 424 916
Moins : Recouvrements		1 024 061
		31 400 855
Administration du ministère		
Traitements et salaires	1 025 110	
Avantages sociaux	111 066	
Transports et communications	62 160	
Services	313 592	
Fournitures et matériel	77 347	
		1 589 275
Services consultatifs aux entreprises		
Traitements et salaires	3 473 149	
Avantages sociaux	407 732	
Transports et communications	338 001	
Services	1 358 787	
Fournitures et matériel	168 924	
Paiements de transfert		
Subventions pour le développement des entreprises	319 500	
		6 066 093
Entrepreneuriat		
Traitements et salaires		2 214 662
Avantages sociaux		286 316
Transports et communications		209 723
Services		7 527 765
Fournitures et matériel		45 669
Paiements de transfert		
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	727 323	
Partenariats Jeunesse	745 136	
Programme de développement des marchés mondiaux	5 000 000	
		6 472 459
Autres opérations		
Garanties honorées – programme « Entrepreneuriat Jeunesse – Mon entreprise »		21 748
		16 778 342
Moins : Recouvrements		1 024 061
		15 754 281
Politiques et liaison		
Traitements et salaires		895 247
Avantages sociaux		92 348
Transports et communications		31 074
Services		640 422
Fournitures et matériel		15 618
Paiements de transfert		
Fonds pour la stratégie d'aide aux petites brasseries de l'Ontario	1 000 000	
Fonds pour la Stratégie vinicole de l'Ontario	2 000 000	
Programme d'aide à la promotion des vins de la Vintners' Quality Alliance	3 316 497	
		6 316 497
		7 991 206
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		6 826
		54 667
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT		**31 455 522**

MINISTÈRE DES PETITES ENTREPRISES ET DE L'ENTREPRENEURIAT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Foire aux idées	41 722	129 929
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉEES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	21 200	16 619
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	15 319	4 014
Recouvrements de dépenses des années – Paiements de transfert	76	2 827
	36 595	23 460
DIVERS		
Autres	885	46
	885	46
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**79 202**	**153 435**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-204

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-205

POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 2-207

SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE 2-209

SERVICES JURIDIQUES 2-211

SERVICES AUX TRIBUNAUX 2-214

SERVICES AUX VICTIMES 2-216

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-206, 2-208 2-213, 2-215

ÉTAT DES RECETTES 2-218

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
148 065 736	Administration du ministère	155 504 699	154 990 822
209 270 837	Poursuites contre les criminels	231 066 400	231 288 111
341 940 226	Services de justice à la famille	364 962 100	363 696 856
87 462 509	Services juridiques	79 816 800	116 208 910
352 987 397	Services aux tribunaux	405 621 900	404 501 100
87 834 368	Services aux victimes	212 278 700	206 567 880
1 227 561 073	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 1 449 250 599**	**1 477 253 679**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 400 735 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Services de justice à la famille	761 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**761 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
48 796 752	Administration du ministère	51 411 900	48 938 430
14 396 368	Services aux tribunaux	79 860 500	77 121 272
63 193 120	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 131 272 400**	**126 059 702**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 20 000 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	148 156 200	7 285 800	155 442 000	Administration du ministère	154 926 808
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 148 218 899**	**7 285 800**	**155 504 699**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**154 990 822**
IMMOBILISATIONS					
2	44 827 900	6 584 000	51 411 900	Renouvellement des installations	48 938 430
	† 44 827 900	**6 584 000**	**51 411 900**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**48 938 430**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 51 862 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 12 000 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		20 002 539
Avantages sociaux		2 719 366
Transports et communications		1 440 831
Services		129 917 111
Fournitures et matériel		1 022 734
		155 102 581
Moins : Recouvrements		175 773
		154 926 808
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 390 424	
Avantages sociaux	242 897	
Transports et communications	183 386	
Services	123 880	
Fournitures et matériel	40 379	
		2 980 966
Services de communication		
Traitements et salaires	2 082 755	
Avantages sociaux	255 836	
Transports et communications	39 149	
Services	325 628	
Fournitures et matériel	58 320	
		2 761 688
Services de vérification		
Services	1 681 551	
		1 681 551
Services des installations		
Traitements et salaires	3 278 041	
Avantages sociaux	439 970	
Transports et communications	315 564	
Services	496 299	
Fournitures et matériel	196 614	
	4 726 488	
Moins : Recouvrements	175 773	
		4 550 715
Locaux – Frais de location		
Services	125 051 388	
Fournitures et matériel	396 032	
		125 447 420
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	4 513 772	
Avantages sociaux	680 511	
Transports et communications	482 687	
Services	992 084	
Fournitures et matériel	175 853	
		6 844 907
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 156 139	
Avantages sociaux	523 112	
Transports et communications	97 828	
Services	373 600	
Fournitures et matériel	86 051	
		5 236 730
Division des politiques		
Traitements et salaires	3 581 408	
Avantages sociaux	577 040	
Transports et communications	322 217	
Services	872 681	
Fournitures et matériel	69 485	
		5 422 831
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**154 990 822**
IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		48 938 430
		48 938 430
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**48 938 430**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
1	5 716 700	1 150 000	6 866 700	Unité des enquêtes spéciales	6 782 888
2	212 031 000	8 340 900	220 371 900	Droit criminel	219 703 212
3	3 716 800	110 000	3 826 800	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3 766 811
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	1 035 200
	*** 221 465 500**	**9 600 900**	**231 066 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**231 288 111**

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 66 270 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 065 751
Avantages sociaux		543 889
Transports et communications		509 138
Services		376 023
Fournitures et matériel		288 087
		6 782 888
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		163 776 436
Avantages sociaux		17 216 472
Transports et communications		4 786 915
Services		21 881 696
Fournitures et matériel		6 591 142
Paiements de transfert		
Comités de justice pour la jeunesse	2 832 330	
Programmes de déjudiciarisation	2 618 221	
		5 450 551
		219 703 212
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*		1 035 200
		1 035 200
Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme des travailleurs judiciaires autochtones	2 866 397	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	900 414	
		3 766 811
		3 766 811
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**231 288 111**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	
FONCTIONNEMENT					
1	70 847 400	10 242 100	81 089 500	Services de justice à la famille	79 824 256
2	283 887 600	(15 000)	283 872 600	Aide juridique Ontario	283 872 600
	*** 354 735 000**	**10 227 100**	**364 962 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	**363 696 856**
Actifs					
3	761 000		761 000	Aide juridique Ontario	0
	761 000		**761 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE**	**0**

Description du programme :

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 109 560 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services de justice à la famille (Poste 1)		
Traitements et salaires		32 115 952
Avantages sociaux		4 218 426
Transports et communications		1 547 920
Services		28 217 972
Fournitures et matériel		1 706 745
Paiements de transfert		
Visites surveillées	5 939 700	
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 122 330	
Victimes de mauvais traitements	20 685	
		12 082 715
		79 889 730
Moins : Recouvrements		65 474
		79 824 256
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	737 469	
Avantages sociaux	150 072	
Transports et communications	10 156	
Services	163 764	
Fournitures et matériel	30 421	
		1 091 882
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	6 843 103	
Avantages sociaux	974 596	
Transports et communications	276 120	
Services	22 589 119	
Fournitures et matériel	271 902	
	30 954 840	
Moins : Recouvrements	65 474	
		30 889 366
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	24 226 362	
Avantages sociaux	3 036 278	
Transports et communications	1 236 919	
Services	5 333 352	
Fournitures et matériel	1 391 497	
		35 224 408
Visites surveillées		
Traitements et salaires	267 307	
Avantages sociaux	31 033	
Transports et communications	24 725	
Services	128 821	
Fournitures et matériel	12 925	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	5 939 700	
		6 404 511
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Traitements et salaires	41 711	
Avantages sociaux	26 447	
Services	2 916	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 122 330	
		6 193 404
Victimes de mauvais traitements		
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	20 685	
		20 685
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique	457 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Services aux clients	218 786 600	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	37 280 900	
		283 872 600
		283 872 600
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE		**363 696 856**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
1	43 811 500	11 237 900	55 049 400	Organismes, conseils et commissions	53 885 046
2	18 846 400	591 900	19 438 300	Services juridiques	18 757 474
3	4 425 700	902 400	5 328 100	Services des conseillers législatifs	5 236 153
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	38 330 237
	*** 67 084 600**	**12 732 200**	**79 816 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**116 208 910**

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général en qualité de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les renseignements au public.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 27 673 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		23 868 801
Avantages sociaux		3 044 717
Transports et communications		2 370 719
Services		23 269 649
Fournitures et matériel		1 331 160
		53 885 046
Commission de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	4 488 481	
Avantages sociaux	623 291	
Transports et communications	658 930	
Services	2 426 646	
Fournitures et matériel	190 656	
		8 388 004
Commission des affaires municipales de l'Ontario		
Traitements et salaires	5 408 227	
Avantages sociaux	705 775	
Transports et communications	649 965	
Services	496 250	
Fournitures et matériel	291 350	
		7 551 567
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	10 909 332	
Avantages sociaux	1 394 930	
Transports et communications	625 710	
Services	1 190 021	
Fournitures et matériel	429 419	
		14 549 412
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario		
Traitements et salaires	1 971 997	
Avantages sociaux	194 597	
Transports et communications	94 453	
Services	802 370	
Fournitures et matériel	139 208	
		3 202 625
Renseignements au public		
Traitements et salaires	710 964	
Avantages sociaux	86 824	
Transports et communications	326 061	
Services	18 264 362	
Fournitures et matériel	268 527	
		19 656 738
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Traitements et salaires	379 800	
Avantages sociaux	39 300	
Transports et communications	15 600	
Services	90 000	
Fournitures et matériel	12 000	
		536 700
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		92 460 798
Avantages sociaux		9 452 797
Transports et communications		778 720
Services		4 891 613
Fournitures et matériel		712 198
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	68 205	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	436 667	
		504 872
		108 800 998
Moins : Recouvrements		90 043 524
		18 757 474

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	19 190 922	
Avantages sociaux	2 054 175	
Transports et communications	778 720	
Services	4 891 613	
Fournitures et matériel	712 198	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	68 205	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	436 667	
	504 872	
	28 132 500	
Moins : Recouvrements	9 376 783	
		18 755 717
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	73 269 876	
Avantages sociaux	7 398 622	
	80 668 498	
Moins : Recouvrements	80 666 741	
		1 757
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		38 330 237
		38 330 237

	$
Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 390 982
Avantages sociaux	574 450
Transports et communications	65 099
Services	458 108
Fournitures et matériel	233 580
	6 722 219
Moins : Recouvrements	1 486 066
	5 236 153
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	**116 208 910**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
1	220 665 200	23 919 000	244 584 200	Administration de la justice	243 561 670
2	123 990 700	32 347 000	156 337 700	Services judiciaires	156 155 855
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	4 783 575
	*** 349 355 900**	**56 266 000**	**405 621 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**404 501 100**
IMMOBILISATIONS					
3	110 113 000	(30 252 500)	79 860 500	Construction de tribunaux	77 121 272
	† 110 113 000	**(30 252 500)**	**79 860 500**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**77 121 272**

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 103 614 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 8 000 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration de la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	152 043 893
Avantages sociaux	23 459 764
Transports et communications	9 188 350
Services	47 461 785
Fournitures et matériel	11 407 878
	243 561 670
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	4 783 575
	4 783 575
Services judiciaires (Poste 2)	
Traitements et salaires	131 690 359
Avantages sociaux	9 283 087
Transports et communications	3 877 158
Services	9 883 229
Fournitures et matériel	1 190 071
Paiements de transfert	
Subventions – Institut national de la magistrature/ Conférence des Juges	231 951
	156 155 855
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**404 501 100**

	$
IMMOBILISATIONS	
Construction de tribunaux (Poste 3)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	77 121 272
	77 121 272
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**77 121 272**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	
1	56 877 700	1 894 000	58 771 700	Gestion des services aux victimes	53 213 360
2	16 525 200	654 800	17 180 000	Programme d aide aux victimes et aux témoins	17 045 796
3	35 030 200	101 296 800	136 327 000	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	136 308 724
	*** 108 433 100**	**103 845 600**	**212 278 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**206 567 880**

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 41 756 000 $

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 838 637
Avantages sociaux		764 119
Transports et communications		715 093
Services		2 110 024
Fournitures et matériel		383 648
Paiements de transfert		
Leurre des enfants par Internet	350 000	
Initiatives communautaires contre les crimes haineux	637 482	
Financement d'urgence aux victimes	54 819	
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	9 101 983	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	8 984 282	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	675 278	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 788 384	
Programme des enfants témoins	677 294	
SupportLink	576 200	
Programme de subventions aux communautés	9 256 117	
Services juridiques spécialisés – Barbra Schlifer Clinic	300 000	
		43 401 839
		53 213 360
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		13 130 264
Avantages sociaux		2 054 401
Transports et communications		709 477
Services		603 737
Fournitures et matériel		547 917
		17 045 796
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 051 013
Avantages sociaux		470 325
Transports et communications		549 557
Services		1 881 312
Fournitures et matériel		194 632
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels		130 161 885
		136 308 724
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**206 567 880**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	50 500 000	50 552 300
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	4 218 285	4 115 429
Loi sur les contraventions fédérale	1 540 000	1 546 347
Travailleurs judiciaires autochtones	1 019 799	1 039 597
Autres	108 214	105 747
	57 386 298	57 359 420
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	17 684 765	17 775 755
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	16 857 970	14 140 691
Avocat des enfants	100 354	186 561
	34 643 089	32 103 007
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	51 541 434	50 971 515
Frais judiciaires	11 638 600	12 146 071
Procédure/Recherche/Shérifs	9 720 282	9 132 461
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	698 051	3 653 771
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	243 162	302 715
Frais pour chèques refusés	11 080	100 268
Autres	7 014	(17 027)
	73 859 623	76 289 774
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	31 328 028	30 660 836
Cautionnements non réclamés et restitutions	342 354	4 065 668
Amendes – Paiements en trop	35 526	5 558
	31 705 908	34 732 062
VENTES ET LOCATIONS	505 446	632 966
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 671 572	5 488 076
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	69 825 600	45 780 700
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	1 245 506	1 571 914
CRIA – *Loi sur les recours civils*	711 100	1 259 888
Confiscations – Produits de la criminalité	455 407	391 678
Autres	563 298	2 047 967
	72 800 911	51 052 147
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**272 572 847**	**257 657 452**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-220

PROMOTION DE LA SANTÉ 2-221

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-222

ÉTAT DES RECETTES 2-224

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
330 233 324	Promotion de la santé	366 422 340	363 150 447
330 233 324	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 366 422 340**	**363 150 447**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 121 356 900 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
500 000	Promotion de la santé	500 000	500 000
500 000	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 500 000**	**500 000**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 $

	IMMOBILISATIONS		
69 810 827	Promotion de la santé	11 244 200	9 244 598
69 810 827	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 11 244 200**	**9 244 598**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 5 953 600 $

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	
1	11 133 000	(200 000)	10 933 000	Administration du ministère	10 275 934
2	355 018 100	392 700	355 410 800	Programmes de promotion de la santé	352 706 152
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	25 520
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	95 000
	*** 366 229 640**	**192 700**	**366 422 340**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	**363 150 447**
Actifs					
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement	500 000
	‡ 500 000		**500 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	**500 000**
IMMOBILISATIONS					
3	12 845 500	(1 601 300)	11 244 200	Promotion de la santé – Immobilisations	9 244 598
	† 12 845 500	**(1 601 300)**	**11 244 200**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ**	**9 244 598**

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre de la stratégie Ontario sans fumée, d'initiatives visant à promouvoir le mieux-être par la pratique du sport, l'activité physique et la nutrition, d'activités permettant de prévenir les maladies et les blessures et de soutiens au système de santé publique de l'Ontario (une responsabilité partagée avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée).

* Y Compris le Mandats spéciaux de 121 356 900 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 5 953 600 $

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 045 438
Avantages sociaux		595 397
Transports et communications		320 662
Services		4 054 999
Fournitures et matériel		259 438
		10 275 934
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 116 903	
Avantages sociaux	120 340	
Transports et communications	29 477	
Services	80 232	
Fournitures et matériel	43 202	
		1 390 154
Services de communication		
Traitements et salaires	1 928 723	
Avantages sociaux	212 099	
Transports et communications	77 644	
Services	1 859 582	
Fournitures et matériel	102 052	
		4 180 100
Politiques et planification stratégiques		
Traitements et salaires	1 269 446	
Avantages sociaux	185 484	
Transports et communications	37 826	
Services	193 449	
Fournitures et matériel	52 984	
		1 739 189
Services financiers et généraux		
Traitements et salaires	730 366	
Avantages sociaux	77 474	
Transports et communications	175 715	
Services	1 921 736	
Fournitures et matériel	61 200	
		2 966 491

	$	$
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		25 520
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		95 000
		168 361
Programmes de promotion de la santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 568 885
Avantages sociaux		637 991
Transports et communications		682 910
Services		13 734 182
Fournitures et matériel		409 350
Paiements de transfert		
Ontario sans fumée – Prévention des maladies chroniques	47 006 202	
Promotion du mieux-être par l'activité physique et la nutrition	7 323 041	
Activités sportives et récréatives	33 204 016	
Prévention des maladies et des blessures – Prévention des maladies chroniques et promotion de la santé	23 320 643	
Organismes officiels locaux responsables de la santé	220 914 080	
		331 767 982
		352 801 300
Moins : Recouvrements		95 148
		352 706 152
Ontario sans fumée		
Traitements et salaires	1 121 912	
Avantages sociaux	108 836	
Transports et communications	164 318	
Services	8 250 806	
Fournitures et matériel	18 202	
Paiements de transfert		
Ontario sans fumée – Prévention des maladies chroniques	47 006 202	
		56 670 276

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Promotion du mieux-être par le sport, l'activité physique et la nutrition		
Traitements et salaires	2 095 754	
Avantages sociaux	257 223	
Transports et communications	384 699	
Services	4 232 381	
Fournitures et matériel	350 390	
Paiements de transfert		
Promotion du mieux-être par l'activité physique et la nutrition	7 323 041	
Activités sportives et récréatives	33 204 016	
	40 527 057	
	47 847 504	
Moins : Recouvrements	95 148	
		47 752 356
Prévention des maladies et des blessure		
Traitements et salaires	2 012 184	
Avantages sociaux	242 655	
Transports et communications	131 255	
Services	1 037 382	
Fournitures et matériel	31 535	
Paiements de transfert		
Prévention des maladies et des blessures – Prévention des maladies chroniques et promotion de la santé	23 320 643	
		26 775 654
Soutien à la santé publique		
Paiements de transfert		
Organismes officiels locaux responsables de la santé	220 914 080	
		220 914 080
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	339 035	
Avantages sociaux	29 277	
Transports et communications	2 638	
Services	213 613	
Fournitures et matériel	9 223	
		593 786
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		**363 150 447**
Actifs		
Promotion de la santé – Actifs de fonctionnement (Poste 4)		
Avances et montants récupérables		500 000
		500 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		**500 000**
IMMOBILISATIONS		
Promotion de la santé – Immobilisations (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme	2 613 092	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Programme d'infrastructures Canada-Ontario	1 944 469	
Stade de soccer de Toronto	2 241 711	
Subventions d'immobilisations à l'appui de la promotion de la santé	2 445 326	
		9 244 598
		9 244 598
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ		**9 244 598**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	1 820 889	8 571 009
Autre	1 070 450	171 090
	2 891 339	8 742 099
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉEES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert – Recouvrements de dépenses des années précédentes	4 145 070	756 985
Subventions – Recouvrements de dépenses des années précédentes	287 771	103 235
	4 432 841	860 220
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**7 324 180**	**9 602 319**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-226

RECHERCHE ET INNOVATION 2-227

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-229

ÉTAT DES RECETTES 2-230

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
261 631 371	Recherche et innovation	290 399 241	289 545 739
261 631 371	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 290 399 241**	**289 545 739**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 88 700 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
7 034 430	Recherche et innovation	8 263 000	1 657 388
7 034 430	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**8 263 000**	**1 657 388**
	IMMOBILISATIONS		
81 905 058	Recherche et innovation	124 450 000	124 449 683
81 905 058	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 124 450 000**	**124 449 683**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 45 000 000 $

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	
1	295 552 400	(5 170 000)	290 382 400	Recherche et innovation	289 509 375
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 191
L	1 000		1 000	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 295 569 241**	**(5 170 000)**	**290 399 241**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**289 545 739**
Actifs					
2	8 263 000		8 263 000	Recherche et innovation	1 657 388
	8 263 000		**8 263 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**1 657 388**
IMMOBILISATIONS					
3	67 320 000	57 130 000	124 450 000	Recherche et innovation	124 449 683
	† 67 320 000	**57 130 000**	**124 450 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**124 449 683**

Description du programme :

Le programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour y parvenir, il travaille en partenariat étroit avec le Conseil ontarien de la recherche et de l'innovation, qui le fait bénéficier de ses conseils d'expert, afin de mettre au point un programme stratégique, ciblé et coordonné pour promouvoir la recherche et l'innovation en Ontario; il offre des programmes de recherche et de commercialisation axés sur des secteurs clés et des possibilités de développement régional, et il élabore et met en œuvre une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation en Ontario et d'attirer et de retenir les chercheurs les plus doués.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 88 700 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 45 000 000 $

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Recherche et innovation (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 695 988
Avantages sociaux		1 163 577
Transports et communications		755 712
Services		5 225 455
Fournitures et matériel		548 332
Paiements de transfert		
Baycrest-Rotman Health - soins gériatriques	3 630 000	
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	2 202 074	
Programme de mentorat commercial et de formation à l'entrepreneuriat	2 536 255	
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale	2 045 649	
Bourses de nouveaux chercheurs	10 920 000	
Subventions à l'appui de la recherche, de la commercialisation et de l'innovation	272 661	
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 860 434	
Consortium international sur les thérapies anti-virales	2 000 000	
Fonds d'accélération des investissements	3 540 923	
Centres d'excellence de l'Ontario	34 300 000	
Réseau ontarien de commercialisation	4 735 913	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	70 151 643	
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement	30 766 865	
Programme ontarien de commercialisation de la recherche	8 378 414	
Fonds pour la recherche en Ontario	66 146 850	
Bourses de recherche postdoctorale	2 140 000	
Prix Catalyseur - programme de bourses d'excellence du premier ministre	960 000	
Prix Découverte – programme de bourses d'excellence du premier ministre	1 350 000	
Programmes de technologie et d'innovation	2 480 727	
District de la découverte MaRS	6 001 903	
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière	500 000	
University of Guelph -- Code à barres de la vie	5 000 000	
Windsor Institute for Diagnostic Imaging Research	2 200 000	
Sensibilisation à l'innovation (jeunes)	5 000 000	
		272 120 311
		289 509 375

	$	$
Administration du ministère		
Traitements et salaires	1 597 866	
Avantages sociaux	236 795	
Transports et communications	291 352	
Services	216 093	
Fournitures et matériel	118 015	
		2 460 121
Innovation, liaison et promotion		
Traitements et salaires	3 535 989	
Avantages sociaux	444 165	
Transports et communications	199 695	
Services	3 038 625	
Fournitures et matériel	306 559	
Paiements de transfert		
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	2 202 074	
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	5 000 000	
	7 202 074	
		14 727 107

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Recherche et commercialisation		
Traitements et salaires		4 562 133
Avantages sociaux		482 617
Transports et communications		264 665
Services		1 970 737
Fournitures et matériel		123 758
Paiements de transfert		
Baycrest-Rotman Health - Soins gériatriques	3 630 000	
Programme de mentorat commercial et de formation à l'entrepreneuriat	2 536 255	
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale	2 045 649	
Bourses de nouveaux chercheurs	10 920 000	
Subventions à l'appui de la recherche, de la commercialisation et de l'innovation	272 661	
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 860 434	
Consortium international sur les thérapies antivirales	2 000 000	
Fonds d'accélération des investissements	3 540 923	
Centres d'excellence de l'Ontario	34 300 000	
Réseau ontarien de commercialisation	4 735 913	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	70 151 643	
Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement	30 766 865	
Programme ontarien de commercialisation de la recherche	8 378 414	
Fonds pour la recherche en Ontario	66 146 850	
Bourses de recherche postdoctorale	2 140 000	
Prix Catalyseur – programme de bourses d'excellence du premier ministre	960 000	
Prix Découverte – programme de bourses d'excellence du premier ministre	1 350 000	
Programmes de technologie et d'innovation	2 480 727	
District de la découverte MaRS	6 001 903	
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière	500 000	
University of Guelph – Code à barres de la vie	5 000 000	
Windsor Institute for Diagnostic Imaging Research	2 200 000	
		264 918 237
		272 322 147
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		20 191
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		36 364
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION		**289 545 739**

Actifs

Recherche et innovation (Poste 2)

Dépôts et charges payées d'avance		
Centre d'excellence de l'Ontario	1 372 000	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	285 388	
		1 657 388
		1 657 388
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION		**1 657 388**

IMMOBILISATIONS

Recherche et innovation (Poste 3)

Paiements de transfert		
Fonds pour la recherche en Ontario	63 199 683	
Études sur la planification de la recherche	120 000	
Robarts Research Institute	4 000 000	
Baycrest-Rotman Health - Soins gériatriques	6 370 000	
Windsor Institute for Diagnostic Imaging Research	2 800 000	
Institute for Quantum Computing	17 960 000	
Bioproducts Innovation Network	7 500 000	
Soutien au secteur des multimédias numériques	19 000 000	
Sarnia-Lambton Research Park – Centre d'innovation bio industriel de l'Ontario	3 500 000	
		124 449 683
		124 449 683
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION		**124 449 683**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenaires du millénaire	384 667	955 333
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	5
RECOVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉEES PRÉCÉDENTES	560 276	420 347
DIVERS	256 390	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 201 333**	**1 375 685**

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-232

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-233

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-235

ÉTAT DES RECETTES 2-237

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-237

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
78 712 456	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	84 746 399	82 508 573
78 712 456	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 84 746 399**	**82 508 573**
	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	761 300	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**761 300**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
298 725 794	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance/ Programme d'administration du ministère	677 058 300	660 813 333
298 725 794	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 677 058 300**	**660 813 333**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 100 000 $

† Y Compris le Mandats spéciaux de 97 800 000 $

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001 FONCTIONNEMENT				**INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	87 139 700	(2 600 000)	84 539 700	Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère	82 444 559
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 87 346 399**	**(2 600 000)**	**84 746 399**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/ PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**82 508 573**
Actifs					
6	761 300		761 300	Programme d'utilisation des couloirs de transport de l'électricité	0
	761 300		**761 300**	**TOTAL (ACTIFS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 100 000 $

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001 IMMOBILISATIONS				**INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
2	482 456 000	(9 188 900)	473 267 100	Programmes d'infrastructure	472 928 809
3	1 235 000 000	(1 224 129 100)	10 870 900	Fonds de prévoyance pour les immobilisations	0
4	5 600 000		5 600 000	Fonds pour les grands projets	5 600 000
5	98 928 000	88 392 300	187 320 300	Services immobiliers	182 284 524
	† 1 821 984 000	**(1 144 925 700)**	**677 058 300**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**660 813 333**

Description du programme :

Par l'entremise de la Division des politiques et de la planification infrastructurelles, ce programme élabore et coordonne, pour le gouvernement de l'Ontario, la mise en œuvre de stratégies ingénieuses visant l'infrastructure, notamment la gestion par les organismes centraux du processus de planification de l'infrastructure, l'aide à la préparation du plan d'immobilisations relié au Budget de l'Ontario, l'élaboration de stratégies sectorielles visant l'infrastructure, les négociations avec le gouvernement fédéral sur les programmes d'infrastructure à frais partagés et la coordination des programmes d'infrastructure dispensés par les ministères de tutelle.

Par l'entremise du Bureau de liaison pour les politiques de transport en commun, le programme se charge du leadership et de l'établissement de partenariats pour la mise en œuvre des projets prioritaires de Transports-Action Ontario.

Le programme offre, par l'entremise du Secrétariat des initiatives de croissance de l'Ontario, son leadership pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la croissance et pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion de la croissance.

Par l'entremise de l'Unité de la gestion stratégique des biens, le programme étudie les possibilités d'optimisation de l'actif de la province, y compris les avoirs immobiliers, afin de faire en sorte qu'elles soutiennent les politiques et les programmes et qu'elles répondent à des objectifs d'optimisation des ressources conformes aux priorités gouvernementales.

Le programme offre en outre, par l'entremise de la Division des organismes (qui a été restructurée par la suite pour devenir la Division de la stratégie relative aux biens commerciaux et la Division de l'immobilier), des conseils stratégiques et des services de gestion ponctuelle et de liaison avec les organismes du ministère : la Régie des alcools de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, la Société immobilière de l'Ontario et la Société ontarienne de travaux d'infrastructure. Le programme fournit aussi des services d'analyse stratégique et dirige l'élaboration de stratégies à long terme et durables en matière de planification et d'approvisionnement, ainsi que la mise en œuvre de pratiques exemplaires pour l'infrastructure.

À l'appui du plan d'investissement dans l'infrastructure ReNouveau Ontario, Infrastructure Ontario est chargée de mettre en œuvre et d'administrer les projets d'infrastructure liés à la diversification des modes de financement et de l'approvisionnement et propose des modes de financement abordables aux emprunteurs du secteur parapublic.

Le programme fournit aussi les services nécessaires pour soutenir toutes les facettes du mandat du ministère - communications, planification stratégique, gestion et contrôle financiers, coordination des politiques, ressources humaines, locaux, etc.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 97 800 000 $

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 548 468
Avantages sociaux		1 503 285
Transports et communications		653 323
Services		66 509 938
Fournitures et matériel		428 121
		82 643 135
Moins : Recouvrements		198 576
		82 444 559
Administration du ministère		
Traitements et salaires	3 326 004	
Avantages sociaux	363 256	
Transports et communications	432 395	
Services	4 675 493	
Fournitures et matériel	164 710	
		8 961 858
Politiques et planification infrastructurelles		
Traitements et salaires	3 661 044	
Avantages sociaux	416 594	
Transports et communications	41 624	
Services	347 783	
Fournitures et matériel	90 920	
		4 557 965
Gestion de la croissance		
Traitements et salaires	2 504 356	
Avantages sociaux	317 360	
Transports et communications	128 728	
Services	1 576 983	
Fournitures et matériel	85 882	
		4 613 309
Division des organismes		
Traitements et salaires	3 436 509	
Avantages sociaux	342 291	
Transports et communications	42 857	
Services	59 544 751	
Fournitures et matériel	70 627	
	63 437 035	
Moins : Recouvrements	198 576	
		63 238 459
Unité de la gestion stratégique des biens		
Traitements et salaires	620 555	
Avantages sociaux	63 784	
Transports et communications	7 719	
Services	364 928	
Fournitures et matériel	15 982	
		1 072 968
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**82 508 573**

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Programme d'infrastructure (Poste 2)		
Services		1 816 540
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	21 112 269	
Initiative d'investissement dans l'infrastructure municipale	450 000 000	
		471 112 269
		472 928 809
Programmes d'infrastructure		
Services	64 150	
Paiements de transfert		
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	21 112 269	
Investissements dans les installations d'eaux et d'eaux usées	450 000 000	
	471 112 269	
		471 176 419
Gestion de l'actif		
Services	1 752 390	
		1 752 390
Fonds pour les grands projets (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Société ontarienne de travaux d'infrastructure		5 600 000
		5 600 000
Services immobiliers (Poste 5)		
Services		92 862 729
Paiements de transfert		
Transactions immobilières		6 172 395
Autre opérations		83 249 400
		182 284 524
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**660 813 333**

MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	15 800 000	0
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	1 685 575 304	1 679 540 886
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	1 340 000 000	1 275 000 000
	3 025 575 304	2 954 540 886
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Due Diligence costs re: Sale of Land/Building/Easement	753 148	0
Frais pour chèques refusés	686 933	0
	1 440 081	0
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	10 393	5 720
Frais pour chèques refusés	35	0
	10 428	5 720
VENTES ET LOCATIONS		
Locations – Terrains et bâtiments	31 995 051	29 065 059
Ventes – Terrains et bâtiments	18 974 425	24 809 465
Locations – Autres	2 363 908	2 151 886
	53 333 384	56 026 410
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Créances irrécouvrables	321 731	0
Services et Ventes	63 184	399 462
Paiements de transfert	40 637	508 963
Traitements et salaires	11 650	0
	437 202	908 425
DIVERS		
Intérêt	4 844 066	3 626 313
Autres	1 500	1 500
	4 845 566	3 627 813
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**3 101 441 965**	**3 015 109 254**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	67 250	0
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**67 250**	**0**

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-240

REVENUS FISCAUX 2-241

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-242

ÉTAT DES RECETTES 2-243

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
562 782 967	Revenus fiscaux	566 378 458	554 241 093
562 782 967	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 566 378 458**	**554 241 093**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 196 000 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Revenus fiscaux	5 275 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**5 275 000**	**0**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	
1	519 831 400	(11 499 900)	508 331 500	Revenus fiscaux	501 046 898
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	52 862
L	58 000 100		58 000 100	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	53 141 333
	*** 577 878 358**	**(11 499 900)**	**566 378 458**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENU FISCAUX ...**	**554 241 093**
Actifs					
2	5 275 000		5 275 000	Revenus fiscaux - Actifs	0
	‡ 5 275 000		**5 275 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES REVENU FISCAUX ...**	**0**

Description du programme :

Le programme des revenus fiscaux est chargé de l'administration des principales lois de l'Ontario régissant l'imposition, les crédits d'impôts et les avantages fiscaux. En ce qui concerne l'imposition, les principales lois provinciales sont la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi sur l'imposition des sociétés*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs* et la *Loi de la taxe sur le tabac*. Les programmes d'avantages fiscaux comprennent le Régime de revenu annuel garanti et le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants. Les crédits d'impôts sont notamment les Fonds communautaires de placement dans les petites entreprises, le crédit d'impôt de l'Ontario relatif aux options d'achat d'actions accordées aux employés pour le développement de la recherche, les Obligations de financement de projets de l'Ontario et le Régime d'épargne-logement de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 196 000 000 $

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Revenus Fiscaux (Poste 1)		
Traitements et salaires		170 955 149
Avantages sociaux		31 304 198
Transports et communications		10 331 360
Services		28 902 892
Fournitures et matériel		5 500 564
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	104 880 113	
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	149 172 622	
		254 052 735
		501 046 898
Bureau principal		
Traitements et salaires	380 197	
Avantages sociaux	52 104	
Transports et communications	29 901	
Services	66 807	
Fournitures et matériel	6 429	
		535 438
Administration fiscale		
Traitements et salaires	168 641 072	
Avantages sociaux	30 926 312	
Transports et communications	9 692 061	
Services	28 707 359	
Fournitures et matériel	5 463 220	
		243 430 024
Programmes liés aux avantages fiscaux		
Traitements et salaires	1 938 901	
Avantages sociaux	325 782	
Transports et communications	609 398	
Services	128 726	
Fournitures et matériel	30 915	
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	104 880 113	
Supplément de revenue de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	149 172 622	
	254 052 735	
		257 086 457
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		52 862
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		53 141 333
		53 194 195
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX		**554 241 093**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECETTES FISCALES		
Taxe de vente au détail	16 975 517 192	16 228 174 467
Impôt sur les sociétés	12 989 669 963	10 845 016 003
Impôt- santé des employeurs	4 605 031 704	4 370 949 648
Taxe sur l'essence	2 360 501 746	2 310 157 935
Droits de cession immobilière	1 350 727 289	1 186 185 400
Taxe sur le tabac	1 127 204 074	1 236 314 141
Taxe sur les carburants	733 289 212	723 423 073
Impôt sur les bénéfices miniers	231 402 661	146 989 493
Impôt sur les barrages hydroélectriques	20 755 117	22 109 350
Impôt foncier provincial	12 323 150	10 316 180
Taxe sur le pari mutuel	5 619 547	5 591 952
Droits de succession	513 803	142 974
Impôt – santé des travailleurs autonomes	136 310	139 069
Crédits d'impôt de l'Ontario	191 289	0
	40 412 883 057	37 085 509 685
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	1 744 114	0
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS	666 264	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 668 378	2 596 624
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	8 596	(57 131)
	8 596	(57 131)
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**40 417 970 409**	**37 088 049 178**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-246

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-247

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2-249

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 2-251

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE 2-256

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES 2-258

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-248, 2-254, 2-255

ÉTAT DES RECETTES 2-260

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
32 595 782	Administration du ministère	33 738 099	33 583 608
33 419 057	Information géographique	31 459 700	30 998 531
306 056 214	Gestion des richesses naturelles	408 633 100	408 829 522
177 150 794	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	135 444 300	134 989 321
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	1 000
549 221 847	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 609 276 199**	**608 401 982**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 178 500 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Gestion des richesses naturelles	5 400 000	5 336 638
75 466	Sécurité publique et d'intervention d'urgence	100 000	64 824
103 905	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 800 000	172 083
179 371	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 7 300 000**	**5 573 545**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 $

	IMMOBILISATIONS		
65 139 862	Gestion des richesses naturelles	69 556 900	66 334 269
65 139 862	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 69 556 900**	**66 334 269**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 35 000 000 $

	ACTIFS DE IMMOBILISATIONS		
11 713 056	Gestion des richesses naturelles	26 529 400	26 439 508
11 713 056	**TOTAL (ACTIFS DE IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**** 26 529 400**	**26 439 508**

** Y Compris le Mandats spéciaux de 9 000 000 $

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	33 674 400		33 674 400	Administration du ministère	33 519 594
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 33 738 099**		**33 738 099**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**33 583 608**

Description du programme:

Le programme d'administration offre son leadership aux secteurs d'activités du ministère sous forme de services et conseils en matière de gestion stratégique, de conseils juridiques, d'élaboration de politiques, de communications et de services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion et le contrôle financiers et la gestion des ressources humaines.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 500 000 $

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 264 059
Avantages sociaux		5 348 565
Transports et communications		895 895
Services		8 523 517
Fournitures et matériel		520 604
		33 552 640
Moins : Recouvrements		33 046
		33 519 594
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 329 565	
Avantages sociaux	249 094	
Transports et communications	159 807	
Services	549 280	
Fournitures et matériel	98 718	
	3 386 464	
Moins : Recouvrements	19 481	
		3 366 983
Finances et services opérationnels		
Traitements et salaires	4 132 341	
Avantages sociaux	586 506	
Transports et communications	175 664	
Services	2 062 431	
Fournitures et matériel	53 472	
		7 010 414
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 108 946	
Avantages sociaux	3 540 298	
Transports et communications	229 931	
Services	593 339	
Fournitures et matériel	110 617	
		8 583 131
Services de communication		
Traitements et salaires	2 559 265	
Avantages sociaux	335 048	
Transports et communications	66 395	
Services	669 718	
Fournitures et matériel	56 566	
		3 686 992
Coordination des politiques et de la planification		
Traitements et salaires	3 062 659	
Avantages sociaux	381 927	
Transports et communications	136 916	
Services	345 692	
Fournitures et matériel	61 124	
		3 988 318
Services juridiques		
Traitements et salaires	406 848	
Avantages sociaux	40 378	
Transports et communications	55 451	
Services	3 615 149	
Fournitures et matériel	77 876	
		4 195 702
Services de vérification		
Services	308 200	
		308 200
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	1 664 435	
Avantages sociaux	215 314	
Transports et communications	71 731	
Services	379 708	
Fournitures et matériel	62 231	
	2 393 419	
Moins : Recouvrements	13 565	
		2 379 854
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**33 583 608**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	
1	31 458 700		31 458 700	Information géographique	30 998 531
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 31 459 700**		**31 459 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**	**30 998 531**

Description du programme :

Le Programme d'information géographique fournit une orientation pour la gestion des fonds de renseignements afin d'aider le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. Il fait preuve de leadership au niveau ministériel dans l'élaboration de l'information géographique et son application à la gestion des ressources naturelles et la prise de décisions connexes. Il offre également des renseignements de base sur les terres et une infrastructure permettant d'améliorer le partage de ces données de manière à ce que le gouvernement de l'Ontario mette à profit la valeur stratégique de ses investissements en matière d'information.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 11 000 000 $

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE – CRÉDIT 2102

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	5
FONCTIONNEMENT	
Information géographique (Poste 1)	
Traitements et salaires	11 960 654
Avantages sociaux	1 746 784
Transports et communications	560 378
Services	18 913 230
Fournitures et matériel	464 671
	33 645 717
Moins : Recouvrements	2 647 186
	30 998 531
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	**30 998 531**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	365 483 000	25 417 900	390 900 900	Gestion des richesses naturelles	381 671 331
2	15 341 200		15 341 200	Parcs Ontario	15 330 022
L	2 390 000		2 390 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	11 828 169
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 383 215 200**	**25 417 900**	**408 633 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**408 829 522**
Actifs					
5	5 400 000		5 400 000	Aide au Fonds de réserve forestier et au Fonds de reboisement – Actifs	5 336 638
	5 400 000		**5 400 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**5 336 638**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
3	57 061 300	9 502 500	66 563 800	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	64 073 110
L	2 993 100		2 993 100	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	2 261 159
	† 60 054 400	**9 502 500**	**69 556 900**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**66 334 269**
Actifs					
4	26 529 400		26 529 400	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs	26 439 508
	†† 26 529 400		**26 529 400**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**26 439 508**

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, de la pêche et de la faune, des terres de la Couronne et de ses ressources en eau, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario; il veille en outre à la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province.

En 2007-2008, le Programme concentrera ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le Programme dirige et supervise aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que le pétrole et les agrégats, et les investissements dans l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations).

† Y Compris le Mandats spéciaux de 140 000 000 $
†† Y Compris le Mandats spéciaux de 35 000 000 $
††† Y Compris le Mandats spéciaux de 9 000 000 $

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		139 160 414
Avantages sociaux		20 044 578
Transports et communications		12 029 474
Services		152 187 142
Fournitures et matériel		17 656 004
Paiements de transfert		
Fonds de prospérité pour le secteur forestier	18 815 120	
Programme de transition et de réduction des coûts d'électricité pour l'industrie des pâtes et papiers du Nord de l'Ontario	35 888 994	
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Intendance des espèces en péril en Ontario	3 473 119	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 340 173	
Impôts acquittés sur les bien-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 777 851	
Subventions aux offices de protection de la nature – Frais d'administration	133 297	
Subventions aux offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes	7 600 000	
Expérience Été	546 653	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	76 629	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	970 101	
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	1 458 000	
Aide au Fonds de réserve forestier et au fonds de remboursement	13 890 151	
Subventions aux offices de protection de la nature – Protection des sources d'eau	14 000 000	
		105 010 088
		446 087 700
Moins : Recouvrements		64 416 369
		381 671 331

	$	$
Gestion de forêts		
Traitements et salaires	41 415 405	
Avantages sociaux	5 889 524	
Transports et communications	3 294 368	
Services	100 575 719	
Fournitures et matériel	2 782 845	
Paiements de transfert		
Fonds de prospérité pour le secteur forestier	18 815 120	
Programme de transition et de réduction des coûts d'électricité pour l'industrie des pâtes et papiers du Nord de l'Ontario	13 890 151	
Programme de transition et de réduction des coûts d'électricité pour l'industrie des pâtes et papiers du Nord de l'Ontario	35 888 994	
	222 552 126	
Moins : Recouvrements	4 164 002	
		218 388 124
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	35 479 885	
Avantages sociaux	5 126 166	
Transports et communications	3 074 938	
Services	17 556 924	
Fournitures et matériel	2 994 760	
Paiements de transfert		
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Intendance des espèces en péril en Ontario	3 473 119	
	3 513 119	
	67 745 792	
Moins : Recouvrements	46 727 569	
		21 018 223

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Gestion des terres et des eaux		
Traitements et salaires	17 221 446	
Avantages sociaux	2 474 568	
Transports et communications	815 016	
Services	10 676 821	
Fournitures et matériel	769 987	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	6 340 173	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 777 851	
Subventions aux offices de protection de la nature – Frais d'administration	133 297	
Subventions aux offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes	7 600 000	
Grants to Conservation Authorities - Source Water Protection	14 000 000	
	29 851 321	
	61 809 159	
Moins : Recouvrements	31 257	
		61 777 902
Soutien aux services régionaux		
Traitements et salaires	45 043 678	
Avantages sociaux	6 554 320	
Transports et communications	4 845 152	
Services	23 377 678	
Fournitures et matériel	11 108 412	
Paiements de transfert		
Expérience Été	546 653	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	76 629	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	970 101	
Partenaires pour la prestation des programmes de remboursement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	1 458 000	
	3 051 383	
	93 980 623	
Moins : Recouvrements	13 493 541	
		80 487 082
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		11 828 169
		11 828 169

	$	$
Parcs Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		39 140 912
Avantages sociaux		4 927 609
Transports et communications		1 889 264
Services		16 289 101
Fournitures et matériel		13 249 806
		75 496 692
Moins : Recouvrements		60 166 670
		15 330 022
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**408 829 823**
Actifs		
Aide au Fonds de réserve forestier et au Fonds de remboursement – Actifs (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		5 336 638
		5 336 638
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**5 336 638**
IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		579 109
Services		35 025 686
Fournitures et matériel		17 568 543
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
Partenariats du millénaire – Barrage Springbank	441 841	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	477 319	
Partenaires du millénaire – Zone naturelle de Huron	460 366	
Protection des sources d'eau – budgets consacrés à l'eau	1 260 000	
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	1 502 500	
	13 142 026	
Autres opérations	337 442	
	66 632 806	
Moins : Recouvrements	2 559 696	
	64 073 110	

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles		
Transports et communications	464 219	
Services	22 540 272	
Fournitures et matériel	7 952 557	
	30 957 048	
Moins : Recouvrements	2 579 696	
		28 377 352
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	18 821	
Services	7 751 702	
Fournitures et matériel	2 458 363	
Autres opérations	337 442	
		10 566 328
Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt		
Transports et communications	96 069	
Services	4 733 712	
Fournitures et matériel	7 157 623	
		11 987 404
Infrastructure des offices de protection de la nature et des municipalités		
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	5 000 000	
Partenariats du millénaire – Barrage Springbank	441 841	
Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	477 319	
Partenaires du millénaire – Zone naturelle Huron	460 366	
Protection des sources d'eau – budgets consacrés à l'eau	3 260 000	
Cession de biens immobiliers à une valeur inférieure à celle du marché	3 502 500	
	13 142 026	
		13 142 026
		66 334 269
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		2 261 159
		2 261 159
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**66 334 269**
Actifs		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – Actifs (Poste 4)		
Immobilisations matérielles		26 439 508
		26 439 508
Infrastructure de Parcs Ontario - Actifs		
Immobilisations matérielles	6 856 139	
		6 856 139
Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt - Actifs		
Immobilisations matérielles	6 758 174	
		6 758 174
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - Actifs		
Immobilisations matérielles	12 825 195	
		12 825 195
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**26 439 508**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	
1	40 222 900		40 222 900	Aviation et lutte contre les feux de forêt	39 893 283
2	65 286 400	29 925 000	95 211 400	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	95 096 038
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 105 519 300**	**29 925 000**	**135 444 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**134 989 321**
Actifs					
3	100 000		100 000	Aviation et lutte contre les feux de forêt	64 824
	‡ 100 000		**100 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE**	**64 824**

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (en particulier l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 17 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 100 000 $

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1)	
Traitements et salaires	26 528 316
Avantages sociaux	3 687 061
Transports et communications	2 911 820
Services	22 249 640
Fournitures et matériel	5 521 475
	60 898 312
Moins : Recouvrements	21 005 029
	39 893 283
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2)	
Traitements et salaires	27 381 959
Avantages sociaux	2 858 043
Transports et communications	1 822 927
Services	56 570 482
Fournitures et matériel	8 517 611
	97 151 022
Moins : Recouvrements	2 054 984
	95 096 038
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**134 989 321**

	$
Actifs	
Aviation et la lutte contre les feux de forêt (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	64 824
	64 824
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE	**64 824**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2105 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES**	
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources...	1 000
	1 000		**1 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**1 000**
Actifs					
2	1 800 000		1 800 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources...	172 083
	1 800 000		**1 800 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**172 083**

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles; Environnement; Agriculture, Alimentation et Affaires rurales; Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	13 604 955
Avantages sociaux	1 774 510
Transports et communications	836 465
Services	36 890 566
Fournitures et matériel	877 364
	53 983 860
Moins : Recouvrements	53 982 860
	1 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**1 000**
Actifs	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	172 083
	172 083
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**172 083**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'œuvre résineux	21 552 217	0
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 245 961	6 161 906
Partenaires du millénaire	330 703	529 297
Projet de gestion du Lac Supérieur	0	241 000
	24 128 881	6 932 203
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	4 823 171	10 837 474
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	2 356 583	1 851 119
Autres droits, permis et autorisations	492 120	502 775
	2 848 703	2 353 894
AMENDES ET PÉNALITÉS	506 215	355 773
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	865 018	2 422 284
Autres	16 774 994	8 830 859
	17 640 012	11 253 143
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	122 252 668	123 989 676
Droits de la Couronne	38 491 464	60 213 322
Ressources pétrolières en mer	8 326 852	8 399 369
Agrégats	1 878 142	973 065
Autres	1 919	2 192
	170 951 045	193 577 624
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 219 716	1 672 065
DIVERS		
Autres	1 383 797	58 686
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**223 501 540**	**227 040 862**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-262

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-263

POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 2-266

SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES 2-268

ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 2-270

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 2-272

RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT 2-274

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE 2-283

IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 2-286

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-265, 2-284

ÉTAT DES RECETTES 2-288

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
154 985 116	Administration du ministère	189 806 181	187 232 628
560 184 905	Politiques de santé et de la recherche	644 205 200	632 574 363
146 964 499	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	172 179 200	172 179 200
12 487 752 313	Assurance-santé de l'Ontario	13 359 868 900	13 346 969 000
506 687 547	Division de la santé publique	555 124 700	544 966 101
18 706 024 284	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	19 552 973 700	19 552 153 943
2 518 091 571	Programmes provinciaux et intendance	2 903 052 700	2 888 332 280
35 080 690 235	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 37 377 210 581**	**37 324 407 515**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 486 007 900 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
2 200 000	Politiques de santé et de la recherche	5 030 000	3 030 000
425 860	Assurance-santé de l'Ontario	25 895 500	921 104
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
64 501 000	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	59 501 000	59 500 900
914 500	Programmes provinciaux et intendance	2 467 000	2 467 000
69 041 360	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 93 893 500**	**66 919 004**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 46 946 800 $

	IMMOBILISATIONS		
388 501 920	Immobilisations dans le domaine de la santé	681 595 300	680 494 404
388 501 920	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 681 595 300**	**680 494 404**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 171 200 000 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	75 133 700	15 040 100	90 173 800	Administration du ministère	87 972 591
2	3 879 300	1 926 500	5 805 800	Commission ontarienne d'examen	5 805 573
3	85 311 200	8 421 000	93 732 200	Systèmes informatiques	93 367 621
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	47 523		47 523	Traitements versés aux adjoints parlementaires vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	39 002
	*** 164 418 581**	**25 387 600**	**189 806 181**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**187 232 628**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille, et veille à la mise en place des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion des contrats; Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; gestion du changement/projets ministériels et amélioration des activités; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; gestion et administration du programme des initiatives ontariennes de cybersanté, notamment la surveillance de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé; Secrétariat des services consultatifs médicaux, qui se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques sur l'application coordonnée des nouvelles technologies et des nouveaux services de santé pour l'Ontario.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 52 532 200 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		39 259 203
Avantages sociaux		6 527 752
Transports et communications		2 401 371
Services		37 125 590
Fournitures et matériel		2 683 173
		87 997 089
Moins : Recouvrements		24 498
		87 972 591
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 556 622	
Avantages sociaux	363 704	
Transports et communications	52 332	
Services	196 183	
Fournitures et matériel	79 950	
		4 248 791
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	21 774 620	
Avantages sociaux	4 264 624	
Transports et communications	2 098 677	
Services	25 287 965	
Fournitures et matériel	2 119 551	
	55 545 437	
Moins : Recouvrements	24 498	
		55 520 939
Ressources humaines		
Traitements et salaires	5 259 397	
Avantages sociaux	733 595	
Transports et communications	61 956	
Services	2 157 629	
Fournitures et matériel	146 626	
		8 359 203
Services de communication		
Traitements et salaires	7 420 200	
Avantages sociaux	1 033 612	
Transports et communications	136 654	
Services	4 344 479	
Fournitures et matériel	159 285	
		13 094 230
Services juridiques		
Traitements et salaires	16 395	
Avantages sociaux	1 013	
Transports et communications	27 914	
Services	2 897 815	
Fournitures et matériel	116 259	
		3 059 396
Services de vérification		
Services	1 949 400	
Fournitures et matériel	331	
		1 949 731
Secrétariat des services consultatifs médicaux		
Traitements et salaires	1 231 969	
Avantages sociaux	131 204	
Transports et communications	23 838	
Services	292 119	
Fournitures et matériel	61 171	
		1 740 301

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	39 002
	86 843
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)	
Traitements et salaires	974 566
Avantages sociaux	113 116
Transports et communications	612 179
Service	4 036 633
Fournitures et matériel	69 079
	5 805 573
Systèmes informatiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	37 757 621
Avantages sociaux	4 663 486
Transports et communications	9 642 999
Services	34 490 860
Fournitures et matériel	6 812 655
	93 367 621
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**187 232 628**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
1	667 233 800	(23 028 600)	644 205 200	Politiques de santé et recherche	632 574 363
	*** 667 233 800**	**(23 028 600)**	**644 205 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....**	**632 574 363**
Actifs					
2	5 030 000		5 030 000	Politiques de santé et recherche	3 030 000
	‡ 5 030 000		**5 030 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....**	**3 030 000**

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche a deux grandes fonctions : élaborer les politiques stratégiques et planifier les activités du ministère afin d'offrir rapidement des directives claires et uniformes pour soutenir et améliorer le système de santé. Cette planification à l'échelle du système permet au ministère de répartir ses ressources stratégiquement et d'assurer la prestation homogène des services de santé dans toute la province, conformément aux priorités du gouvernement. Les politiques stratégiques et les initiatives de planification mises en œuvre par le Secrétariat des soins infirmiers sur les questions touchant la profession infirmière et la formation du personnel infirmier font partie de ce travail.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 237 030 500 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 515 000 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 688 512
Avantages sociaux		1 835 998
Transports et communications		1 236 976
Services		22 401 079
Fournitures et matériel		782 060
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	6 523 000	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	38 885 339	
Santé des Autochtones	24 861 000	
Formation clinique	507 701 608	
Programme de neurotraumatologie	4 000 000	
Écho : pour l'amélioration de la santé des Ontariennes	2 600 252	
Gestion de l'information dans le système de santé	6 058 539	
		590 629 738
		632 574 363
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**632 574 363**

	$	$
Actifs		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique	2 500 000	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	500 000	
Écho : pour l'amélioration de la santé des Ontariennes	30 000	
		3 030 000
		3 030 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**3 030 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES**	
1	172 179 200		172 179 200	Systèmes intelligents et gestion des connaissances	172 179 200
	*** 172 179 200**		**172 179 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES**	**172 179 200**

Description du programme :

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires des renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 46 173 900 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Systèmes intelligents et gestion des connaissances (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Systèmes intelligents pour la santé	172 179 200
	172 179 200
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES	**172 179 200**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	
1	9 728 836 900	134 354 600	9 863 191 500	Assurance-santé de l'Ontario	9 857 094 165
2	3 163 646 700	(52 761 400)	3 110 885 300	Programmes de médicaments	3 104 633 864
3	71 968 100	6 937 300	78 905 400	Services de laboratoire	78 733 599
4	324 216 000	(17 418 300)	306 797 700	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	306 507 372
L	89 000		89 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 13 288 756 700**	**71 112 200**	**13 359 868 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**13 346 969 000**
Actifs					
5	25 895 500		25 895 500	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	921 104
	‡ 25 895 500		**25 895 500**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**921 104**

Description du programme:

L'Assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province/hors pays; les établissements de soins autonomes; les programmes de médicaments; les services de laboratoire; les appareils et accessoires fonctionnels; l'intégrité des règlements; et la protection contre la fraude dans les services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres : cabinets de généralistes ou hôpitaux. Les services de santé sont financés par le gouvernement et offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux communautés des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 310 701 700 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 12 947 800 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		80 634 599
Avantages sociaux		12 291 772
Transports et communications		13 922 192
Services		60 363 543
Fournitures et matériel		2 790 359
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	9 526 402 433	
Établissements de santé autonomes	44 061 193	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	36 048 176	
Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	33 347 699	
Services de télétriage	42 633 299	
Programme de gestion de la qualité – Services de laboratoire	4 598 900	
		9 687 091 700
		9 857 094 165
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 828 589
Avantages sociaux		1 210 191
Transports et communications		682 203
Services		31 906 539
Fournitures et matériel		369 600
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario		3 062 636 742
		3 104 633 864
Services de laboratoire (Poste 3)		
Traitements et salaires		32 965 718
Avantages sociaux		5 205 629
Transports et communications		3 265 395
Services		11 385 383
Fournitures et matériel		25 911 474
		78 733 599
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 601 674
Avantages sociaux		516 407
Transports et communications		257 619
Services		795 576
Fournitures et matériel		30 957
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	236 934 814	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	65 370 325	
		302 305 139
		306 507 372
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**13 346 969 000**
Actifs		
Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	816 920	
Programmes de médicaments de l'Ontario	104 184	
		921 104
		921 104
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**921 104**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406					
FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	
4	582 534 800	(27 410 100)	555 124 700	Santé publique	544 966 101
	*** 582 534 800**	**(27 410 100)**	**555 124 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE .....**	**544 966 101**
Actifs					
6	1 000 000		1 000 000	Santé publique	1 000 000
	‡ 1 000 000		**1 000 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE .....**	**1 000 000**

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme illustre la stratégie du ministère d'axer les ressources en santé sur les activités de prévention. Le programme de santé publique établit les normes et protocoles et finance les conseils de santé de l'Ontario. Il comprend le Bureau du médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Dans ce contexte, le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. Le programme assume par ailleurs le leadership dans la planification et l'intervention face aux situations d'urgence liées d'une façon ou d'une autre à la santé.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 176 352 400 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 500 000 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		14 263 037
Avantages sociaux		1 635 908
Transports et communications		836 901
Services		26 794 448
Fournitures et matériel		26 539 580
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	266 493 051	
Épidémies	144 416 637	
Prévention de la tuberculose	5 343 750	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	1 591 336	
Association pour la santé publique	326 550	
Prévention des infections	18 549 409	
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein	38 175 494	
		474 896 227
		544 966 101
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**544 966 101**
Actifs		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels responsables de la santé	1 000 000	
		1 000 000
		1 000 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**1 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1411 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	
1	19 012 666 500	540 307 200	19 552 973 700	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	19 552 153 943
	*** 19 012 666 500**	**540 307 200**	**19 552 973 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**19 552 153 943**
Actifs					
2	59 501 000		59 501 000	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	59 500 900
	‡ 59 501 000		**59 501 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**59 500 900**

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) dans 14 régions de la province afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation stratégique et les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et besoins locaux uniques en matière de santé par l'entremise des hôpitaux, des centres d'accès aux soins communautaires, des foyers de soins de longue durée, des centres de santé communautaire, des services communautaires de soutien et des organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation d'un système de santé accessible, équilibré, sensible aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 738 114 100 $

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 29 750 500 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Erié St-Clair	874 514 182	
Sud-Ouest	1 840 211 804	
Waterloo Wellington	794 437 909	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	2 279 825 420	
Centre-Ouest	597 639 572	
Mississauga Halton	1 022 141 458	
Centre-Toronto	3 898 732 224	
Centre	1 496 449 449	
Centre-Est	1 714 757 458	
Sud-Est	866 526 103	
Champlain	1 994 535 549	
Simcoe-Nord Muskoka	535 981 600	
Nord-Est	1 115 094 359	
Nord-Ouest	521 306 856	
		19 552 153 943
		19 552 153 943
Erié St. Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	570 173 727	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	163 650	
Foyers de soins de longue durée	142 902 574	
Centres d'accès aux soins communautaires	92 307 918	
Services communautaires de soutien	12 978 813	
Logement avec services de soutien	4 992 700	
Centres de santé communautaire	14 281 963	
Services communautaires de santé mentale	25 484 242	
Programme de lutte contre les dépendances	7 476 484	
RLISS – Fonctionnement	3 752 111	
		874 514 182
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 385 587 403	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	451 350	
Foyers de soins de longue durée	219 506 845	
Centres d'accès aux soins communautaires	138 854 597	
Services communautaires de soutien	23 132 094	
Logement avec services de soutien	11 210 977	
Centres de santé communautaire	6 947 262	
Services communautaires de santé mentale	43 137 003	
Programme de lutte contre les dépendances	6 929 317	
RLISS – Fonctionnement	4 454 956	
		1 840 211 804
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	494 945 850	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Foyers de soins de longue durée	123 026 762	
Centres d'accès aux soins communautaires	83 569 435	
Services communautaires de soutien	11 541 900	
Logement avec services de soutien	5 186 800	
Centres de santé communautaire	13 632 511	
Services communautaires de santé mentale	25 088 603	
Programme de lutte contre les dépendances	5 689 408	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	27 820 502	
RLISS – Fonctionnement	3 776 913	
		794 437 909

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 598 050 205	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	462 075	
Foyers de soins de longue durée	354 100 092	
Centres d'accès aux soins communautaires	202 779 689	
Services communautaires de soutien	34 867 682	
Logement avec services de soutien	21 987 542	
Centres de santé communautaire	8 914 688	
Services communautaires de santé mentale	42 222 038	
Programme de lutte contre les dépendances	11 966 689	
RLISS – Fonctionnement	4 474 720	
		2 279 825 420
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	374 167 355	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	97 725	
Foyers de soins de longue durée	113 321 894	
Centres d'accès aux soins communautaires	69 635 266	
Services communautaires de soutien	3 407 000	
Logement avec services de soutien	3 859 600	
Centres de santé communautaire	2 300 530	
Services communautaires de santé mentale	24 032 194	
Programme de lutte contre les dépendances	3 053 706	
RLISS – Fonctionnement	3 764 302	
		597 639 572
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	712 937 454	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	140 700	
Foyers de soins de longue durée	145 201 836	
Centres d'accès aux soins communautaires	101 374 286	
Services communautaires de soutien	20 560 460	
Logement avec services de soutien	13 429 338	
Services communautaires de santé mentale	20 975 614	
Programme de lutte contre les dépendances	3 787 319	
RLISS – Fonctionnement	3 734 451	
		1 022 141 458
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	3 069 578 818	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	736 800	
Foyers de soins de longue durée	210 577 464	
Centres d'accès aux soins communautaires	160 834 213	
Services communautaires de soutien	37 350 370	
Logement avec services de soutien	36 552 672	
Centres de santé communautaire	61 408 213	
Services communautaires de santé mentale	82 994 318	
Programme de lutte contre les dépendances	21 329 541	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	211 492 750	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	44 550	
RLISS – Fonctionnement	5 832 515	
		3 898 732 224

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	952 617 332	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics ...	216 450	
Foyers de soins de longue durée ...	254 885 301	
Centres d'accès aux soins communautaires ...	170 228 408	
Services communautaires de soutien ...	33 487 424	
Logement avec services de soutien ...	18 191 200	
Centres de santé communautaire ...	3 245 972	
Services communautaires de santé mentale ...	51 358 633	
Programme de lutte contre les dépendances ...	3 893 825	
RLISS – Fonctionnement ...	4 274 904	
e-santé ...	4 050 000	
		1 496 449 449
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 012 900 516	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics ...	294 975	
Foyers de soins de longue durée ...	331 144 358	
Centres d'accès aux soins communautaires ...	182 900 268	
Services communautaires de soutien ...	25 020 666	
Logement avec services de soutien ...	9 948 949	
Centres de santé communautaire ...	8 662 126	
Services communautaires de santé mentale ...	40 031 590	
Programme de lutte contre les dépendances ...	7 716 544	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés ...	91 882 894	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques ...	51 666	
RLISS – Fonctionnement ...	4 202 906	
		1 714 757 458
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	583 550 991	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics ...	188 475	
Foyers de soins de longue durée ...	128 668 919	
Centres d'accès aux soins communautaires ...	84 313 562	
Services communautaires de soutien ...	16 813 894	
Logement avec services de soutien ...	1 891 600	
Centres de santé communautaire ...	12 228 560	
Services communautaires de santé mentale ...	28 984 575	
Programme de lutte contre les dépendances ...	5 787 125	
RLISS – Fonctionnement ...	4 098 402	
		866 526 103
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 356 542 763	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics ...	352 125	
Foyers de soins de longue durée ...	235 258 048	
Centres d'accès aux soins communautaires ...	158 205 250	
Services communautaires de soutien ...	24 314 354	
Logement avec services de soutien ...	5 893 300	
Centres de santé communautaire ...	39 143 029	
Services communautaires de santé mentale ...	55 788 965	
Programme de lutte contre les dépendances ...	14 372 165	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés ...	99 909 679	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques ...	28 425	
RLISS – Fonctionnement ...	4 727 446	
		1 994 535 549

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	335 348 971	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625	
Foyers de soins de longue durée	95 918 262	
Centres d'accès aux soins communautaires	61 383 326	
Services communautaires de soutien	8 475 278	
Logement avec services de soutien	4 453 100	
Centres de santé communautaire	3 348 123	
Services communautaires de santé mentale	19 847 115	
Programme de lutte contre les dépendances	3 381 629	
RLISS – Fonctionnement	3 748 171	
		535 981 600
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	699 737 302	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	244 950	
Foyers de soins de longue durée	155 165 014	
Centres d'accès aux soins communautaires	87 786 970	
Services communautaires de soutien	20 273 238	
Logement avec services de soutien	7 203 000	
Centres de santé communautaire	6 404 073	
Services communautaires de santé mentale	46 014 720	
Programme de lutte contre les dépendances	18 212 765	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	69 659 347	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	20 025	
RLISS – Fonctionnement	4 372 955	
		1 115 094 359
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	369 709 796	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	104 250	
Foyers de soins de longue durée	52 743 725	
Centres d'accès aux soins communautaires	33 741 853	
Services communautaires de soutien	11 506 083	
Logement avec services de soutien	4 188 706	
Centres de santé communautaire	6 457 255	
Services communautaires de santé mentale	27 465 937	
Programme de lutte contre les dépendances	11 017 966	
RLISS – Fonctionnement	4 371 285	
		521 306 856
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**19 552 153 943**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Actifs		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	3 166 800	
Sud-Ouest	4 453 400	
Waterloo Wellington	2 824 200	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	6 449 100	
Centre-Ouest	2 150 100	
Mississauga Halton	2 759 600	
Centre-Toronto	8 796 100	
Centre	4 777 100	
Centre-Est	5 426 100	
Sud-Est	3 003 500	
Champlain	6 291 500	
Simcoe-Nord Muskoka	1 972 400	
Nord-Est	4 905 400	
Nord-Ouest	2 525 600	
		59 500 900
		59 500 900
Érié St. Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	599 570	
Foyers de soins de longue durée	1 138 230	
Centres d'accès aux soins communautaires	286 100	
Services communautaires de soutien	161 700	
Logement avec services de soutien	27 200	
Centres de santé communautaire	206 100	
Services communautaires de santé mentale	698 900	
Programme de lutte contre les dépendances	49 000	
		3 166 800
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	589 700	
Foyers de soins de longue durée	1 788 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	431 400	
Services communautaires de soutien	254 500	
Logement avec services de soutien	60 000	
Centres de santé communautaire	107 500	
Services communautaires de santé mentale	1 174 100	
Programme de lutte contre les dépendances	48 200	
		4 453 400
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	484 400	
Foyers de soins de longue durée	983 800	
Centres d'accès aux soins communautaires	255 800	
Services communautaires de soutien	151 500	
Logement avec services de soutien	32 300	
Centres de santé communautaire	198 200	
Services communautaires de santé mentale	678 600	
Programme de lutte contre les dépendances	39 600	
		2 824 200

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

Hamilton Niagara Haldimand Brant

	$	$
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 036 800	
Foyers de soins de longue durée	2 760 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	624 800	
Services communautaires de soutien	373 400	
Logement avec services de soutien	114 500	
Centres de santé communautaire	146 000	
Services communautaires de santé mentale	1 308 800	
Programme de lutte contre les dépendances	84 800	
		6 449 100

Centre-Ouest

Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	159 700	
Foyers de soins de longue durée	972 700	
Centres d'accès aux soins communautaires	203 600	
Services communautaires de soutien	44 000	
Logement avec services de soutien	20 800	
Centres de santé communautaire	40 500	
Services communautaires de santé mentale	695 700	
Programme de lutte contre les dépendances	13 100	
		2 150 100

Mississauga Halton

Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	453 100	
Foyers de soins de longue durée	1 202 900	
Centres d'accès aux soins communautaires	311 000	
Services communautaires de soutien	225 100	
Logement avec services de soutien	69 800	
Services communautaires de santé mentale	460 600	
Programme de lutte contre les dépendances	37 100	
		2 759 600

Centre-Toronto

Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 956 900	
Foyers de soins de longue durée	1 737 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	487 200	
Services communautaires de soutien	949 200	
Logement avec services de soutien	210 700	
Centres de santé communautaire	1 061 400	
Services communautaires de santé mentale	2 233 600	
Programme de lutte contre les dépendances	160 100	
		8 796 100

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	355 630	
Foyers de soins de longue durée	2 007 370	
Centres d'accès aux soins communautaires	509 500	
Services communautaires de soutien	316 500	
Logement avec services de soutien	80 700	
Centres de santé communautaire	54 800	
Services communautaires de santé mentale	1 423 500	
Programme de lutte contre les dépendances	29 100	
		4 777 100
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	668 800	
Foyers de soins de longue durée	2 599 800	
Centres d'accès aux soins communautaires	560 400	
Services communautaires de soutien	322 900	
Logement avec services de soutien	52 700	
Centres de santé communautaire	124 800	
Services communautaires de santé mentale	1 042 000	
Programme de lutte contre les dépendances	54 700	
		5 426 100
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	516 600	
Foyers de soins de longue durée	1 004 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	259 300	
Services communautaires de soutien	187 700	
Logement avec services de soutien	10 300	
Centres de santé communautaire	181 800	
Services communautaires de santé mentale	801 500	
Programme de lutte contre les dépendances	42 300	
		3 003 500
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 264 700	
Foyers de soins de longue durée	1 992 700	
Centres d'accès aux soins communautaires	505 800	
Services communautaires de soutien	302 300	
Logement avec services de soutien	32 600	
Centres de santé communautaire	595 600	
Services communautaires de santé mentale	1 494 300	
Programme de lutte contre les dépendances	103 500	
		6 291 500

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	291 000	
Foyers de soins de longue durée	711 000	
Centres d'accès aux soins communautaires	190 100	
Services communautaires de soutien	117 100	
Logement avec services de soutien	27 700	
Centres de santé communautaire	56 800	
Services communautaires de santé mentale	554 900	
Programme de lutte contre les dépendances	23 800	
		1 972 400
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 672 400	
Foyers de soins de longue durée	1 197 600	
Centres d'accès aux soins communautaires	267 600	
Services communautaires de soutien	257 800	
Logement avec services de soutien	38 000	
Centres de santé communautaire	126 300	
Services communautaires de santé mentale	1 208 900	
Programme de lutte contre les dépendances	136 800	
		4 905 400
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	950 700	
Foyers de soins de longue durée	405 900	
Centres d'accès aux soins communautaires	107 400	
Services communautaires de soutien	136 300	
Logement avec services de soutien	22 700	
Centres de santé communautaire	100 200	
Services communautaires de santé mentale	724 600	
Programme de lutte contre les dépendances	77 800	
		2 525 600
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**59 500 900**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
1	2 650 000 200	(539 699 900)	2 110 300 300	Programmes provinciaux	2 106 231 710
2	606 567 700	(1 866 300)	604 701 400	Services de santé d'urgence	604 687 629
3	86 229 400	7 226 100	93 455 500	Hôpitaux psychiatriques	91 944 572
4	62 165 400	31 779 100	93 944 500	Intendance	84 868 369
L	601 000		601 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	600 000
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 3 405 613 700**	**(502 561 000)**	**2 903 052 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**2 888 332 280**
Actifs					
5	2 467 000		2 467 000	Programmes provinciaux et intendance	2 467 000
	‡ 2 467 000		**2 467 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**2 467 000**

Description du programme :

Ce programme englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence, les hôpitaux psychiatriques de la province et l'intendance. Ce crédit est responsable de la responsabilité à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes de financement ou de prestation spécialisés. Parmi ces paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les services de sages-femmes, les programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C et le programme de lutte contre le diabète. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, et les services de répartition d'ambulances.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 925 103 100 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 1 233 500 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des établissements connexes	62 227 786	
Action Cancer Ontario	545 313 400	
Société canadienne du sang	438 672 199	
Programme de lutte contre le diabète	54 759 435	
Services de sages-femmes	58 382 929	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	40 491 135	
Fondation ontarienne de la santé mentale	431 680	
Services communautaires et prioritaires	891 453 146	
Dépistage du cancer colorectal	14 500 000	
		2 106 231 710
		2 106 231 710
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		600 000
		600 000
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		34 246 811
Avantages sociaux		5 627 457
Transports et communications		2 891 285
Services		8 782 911
Fournitures et matériel		1 558 568
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux	381 052 371	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	49 342 009	
Ambulances aériennes	121 186 217	
		551 580 597
		604 687 629
Hôpitaux psychiatriques (Poste 3)		
Traitements et salaires		57 101 945
Avantages sociaux		15 093 153
Transports et communications		795 424
Services		10 278 685
Fournitures et matériel		8 675 365
		91 944 572
Intendance (Poste 4)		
Traitements et salaires		41 800 887
Avantages sociaux		5 465 753
Transports et communications		2 745 571
Services		33 470 953
Fournitures et matériel		1 385 205
		84 868 369
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**2 888 332 280**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Actifs		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Programme de lutte contre le diabète	550 000	
Services de sages-femmes	1 000 000	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	175 000	
Premières nations	80 000	
Autres CIRA	126 000	
Hôpitaux de base	136 000	
Traumatismes crâniens	400 000	
		2 467 000
		2 467 000
TOTAL (ACTIFS) POUR LES PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**2 467 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	681 595 300		681 595 300	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	680 494 404
	† 681 595 300		**681 595 300**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....**	**680 494 404**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie, les centres de santé communautaire et les foyers de soins de longue durée. Le programme finance également la construction de nouveaux bâtiments dans le cadre de la restructuration des hôpitaux.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 171 200 000 $

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	478 236 800	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	36 188 500	
Planification et conception	37 319 800	
Projets visant les petits hôpitaux	31 146 300	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	39 500 000	
Programme des soins de longue durée	3 993 100	
Programmes de santé communautaire	43 887 600	
		670 272 100
Autres opérations		10 222 304
		680 494 404
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		**680 494 404**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	19 102 869	19 102 861
Réserve nationale d'antiviraux	17 993 618	0
Système d'information de laboratoire de l'Ontario	17 002 313	0
Logement en milieu de soutien	6 593 196	6 593 554
Services sociaux dispensés aux Indiens	5 760 000	5 942 176
Inforoute Santé du Canada - Panorama	5 653 152	0
Formation clinique	4 753 219	2 022 308
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	3 999 646	4 000 000
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	2 296 570	2 078 359
Rapport sur les antécédents pharmaceutiques	745 584	3 339 497
Langue française	216 000	321 851
Étape d'élaboration du projet de système de surveillance améliorée	110 332	72 497
Politique de santé applicable aux Autochtones	20 000	0
Centre national de la rage	16 667	0
Fonds de transition pour soins primaires	0	23 542 744
Accès aux antécédents pharmaceutiques	0	(837 957)
	84 263 166	66 177 890
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	13 217 983	14 126 275
Salaires et avantages sociaux	100 954	0
Logement en milieu rural et des Autochtones	12 131	56 250
Autres – Remboursements	16 225	39 326
	13 347 293	14 221 851
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Quote-part des usagers des services d'ambulance	3 085 942	2 712 051
Services d'avocats – enquêtes	2 361 978	2 253 568
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 142 700	1 226 430
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	581 267	632 707
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	318 497	346 311
Droits de permis – Centres de prélèvement	259 838	249 007
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	191 805	214 235
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	23 540	26 680
Autres – droits, permis et autorisations	40 189	69 223
	8 405 756	8 130 212
AMENDES ET PÉNALITÉS	17 500	5 100
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de matériel d'ambulance*	(139 628)	49 895
Atelier de formation professionnelle	0	16 736
Repas	0	10 645
Autres ventes et locations	0	86 032
	(139 628)	163 308

*Redressement pour rectifier les débiteurs surévalués.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	149 056 079	146 673 855
DIVERS		
Pénalités - intérêt	219 557	248 548
Autres*	(363 502)	790 572
	(143 945)	1 039 120
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**254 806 221**	**236 411 336**

* Redressement principalement attribuable à la surévaluation des recettes en 2006-2007 (remises sur les contrats).

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-292

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 2-293

ÉTAT DES RECETTES 2-295

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
21 989 666	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	30 996 500	229 990 431
21 989 666	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	*** 30 996 500**	**229 990 431**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 166 000 $

	IMMOBILISATIONS		
3 400 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 700 000	3 700 000
3 400 000	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	**† 3 700 000**	**3 700 000**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 1 200 000 $

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	24 664 000	6 331 500	30 995 500	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario..	28 963 414
2	1 000		1 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	0
L	0		0	Entente – Recettes des jeux (Premières nations)...	201 000 000
L	0		0	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 191
L	0		0	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	6 826
	*** 24 665 000**	**6 331 500**	**30 996 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO .....**	**229 990 431**
IMMOBILISATIONS					
3	3 700 000		3 700 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario..	3 700 000
	† 3 700 000		**3 700 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO .....**	**3 700 000**

Description du programme :

Le mandat du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario est de représenter le gouvernement dans les affaires autochtones, de protéger les intérêts du gouvernement, de remplir ses obligations juridiques et de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral au bien-être des peuples autochtones de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 166 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 1 200 000 $

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 175 805
Avantages sociaux		758 637
Transports et communications		774 341
Services		8 176 948
Fournitures et matériel		1 038 496
Paiements de transfert		
Fonds de participation	5 601 665	
Soutien au fonds de négociations communautaires	2 574 368	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	796 500	
Négociations sur les revendications territoriales des Six-Nations	405 754	
Les Chefs de l'Ontario	222 100	
Ontario Native Women's Association	337 700	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	405 100	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes de Grassy Narrows et d'Islington	696 000	
		11 039 187
		28 963 414
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		20 191
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		6 826
Autres opérations		
Entente – Recettes des jeux (Premières nations)		201 000 000
		201 027 017
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		**229 990 431**

	$
IMMOBILISATIONS	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	3 700 000
	3 700 000
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	**3 700 000**

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	35	4 545
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 396 332	205 630
TOTAL DES RECETTES POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	**1 396 367**	**210 175**

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-298

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE 2-299

ÉTAT DES RECETTES 2-301

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
6 308 473	Secrétariat du renouveau démocratique	3 550 900	3 380 587
6 308 473	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**	*** 3 550 900**	**3 380 587**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 750 000 $

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE**	
1	8 050 900	(4 500 000)	3 550 900	Secrétariat du renouveau démocratique	3 380 587
	*** 8 050 900**	**(4 500 000)**	**3 550 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE .....**	**3 380 587**

Description du programme:

Le programme du Secrétariat du renouveau démocratique est chargé de l'élaboration des politiques, de la coordination et de la mise en œuvre d'initiatives appuyant le programme de renouveau démocratique du gouvernement.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 750 000 $

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE – CRÉDIT 4101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Secrétariat du renouveau démocratique (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 882 980
Avantages sociaux	136 765
Transports et communications	245 996
Services	1 051 653
Fournitures et matériel	63 193
	3 380 587
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE	**3 380 587**

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	0	410
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**0**	**410**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-304
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-305
SERVICES INTERNES DE LA POLICE 2-308
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 2-310
SERVICES CORRECTIONNELS 2-312
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 2-315
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-317
DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES 2-319
DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 2-321
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-306, 2-311, 2-318

ÉTAT DES RECETTES 2-323

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
106 868 996	Administration du ministère	105 876 840	115 305 915
128 943 786	Services internes de la police	151 741 000	146 437 500
809 306 269	Police provinciale de l'Ontario	850 729 400	839 913 515
664 655 914	Services correctionnels	704 848 300	704 724 027
51 373 109	Services technologiques pour la justice	61 685 800	61 581 047
3 888 498	Organismes, conseils et commissions	4 328 500	4 353 107
78 064 226	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	86 565 700	86 360 891
10 370 942	Division de la gestion des situations d'urgence	9 465 300	9 397 930
1 853 471 740	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 1 975 240 840**	**1 968 073 932**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 658 000 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services internes de la police	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	2 000	0
0	Division de la gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 16 000**	**0**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 16 000 $

	IMMOBILISATIONS		
26 277 909	Administration du ministère	34 777 000	34 492 613
10 180 760	Services correctionnels	13 840 000	13 837 272
36 458 669	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 48 617 000**	**48 329 885**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 16 100 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	101 363 400	4 383 900	105 747 300	Administration du ministère	105 181 516
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 346
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	9 994 212
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000
	*** 101 492 940**	**4 383 900**	**105 876 840**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**115 305 915**
Actifs					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
IMMOBILISATIONS					
2	34 890 000	(113 000)	34 777 000	Renouvellement des installations	34 492 613
	† 34 890 000	**(113 000)**	**34 777 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**34 492 613**

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère (ressources humaines, planification financière et axée sur les résultats, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, gestion des urgences, initiative de changements systémiques en matière d'antiracisme, etc.) et partage les services liés au secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification et d'assurance de la qualité.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 40 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 8 475 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 712 145
Avantages sociaux		2 497 363
Transports et communications		1 435 892
Services		79 740 362
Fournitures et matériel		1 795 754
		105 181 516
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 110 057	
Avantages sociaux	236 718	
Transports et communications	143 603	
Services	193 477	
Fournitures et matériel	47 414	
		2 731 269
Planification et services ministériels		
Traitements et salaires	6 064 541	
Avantages sociaux	736 277	
Transports et communications	239 590	
Services	766 127	
Fournitures et matériel	341 742	
		8 148 277
Ressources humaines		
Traitements et salaires	6 988 428	
Avantages sociaux	928 866	
Transports et communications	638 856	
Services	203 937	
Fournitures et matériel	242 325	
		9 002 412
Services de communication		
Traitements et salaires	2 669 302	
Avantages sociaux	355 562	
Transports et communications	55 462	
Services	798 224	
Fournitures et matériel	124 283	
		4 002 833
Services juridiques		
Traitements et salaires	23 892	
Transports et communications	116 119	
Services	3 894 275	
Fournitures et matériel	110 399	
		4 144 685
Locaux - Frais de location		
Services	70 352 728	
Fournitures et matériel	474 686	
		70 827 414
Coûts des services communs		
Services	292 304	
		292 304
Division de l'efficacité organisationnelle		
Traitements et salaires	1 855 925	
Avantages sociaux	239 940	
Transports et communications	242 262	
Services	3 239 290	
Fournitures et matériel	454 905	
		6 032 322
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 346
		80 187
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	9 994 212	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000	
		10 044 212
		10 044 212
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**115 305 915**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
IMMOBILISATIONS	
Renouvellement des installations (Poste 2)	
Services	33 853 890
Fournitures et matériel	638 723
	34 492 613
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**34 492 613**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	
1	1 237 700	41 700	1 279 400	Administration du programme	1 278 087
2	15 422 800	2 218 300	17 641 100	Collège de police de l'Ontario	17 627 606
3	134 315 000	(1 494 500)	132 820 500	Normes policières et services de soutien	127 531 807
	*** 150 975 500**	**765 500**	**151 741 000**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	**146 437 500**
Actifs					
4	2 000		2 000	Services policiers	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	**0**

Description du programme:

Les services policiers offrent du leadership et collaborent avec les intervenants du secteur de la police afin de promouvoir la sécurité dans les collectivités et la prévention du crime. Le programme soutient la formation et le perfectionnement professionnel, surveille et élabore les normes professionnelles et les politiques à l'appui des lois, et fait observer la loi par différents moyens : conseils, inspections et vérifications du Centre d'information de la police canadienne. Il améliore et appuie les services provinciaux de renseignements, administre les nominations provinciales, recommande des processus efficaces de sélection et de recrutement, se charge de la réglementation et fait observer la loi en matière d'enquêtes et de sécurité privées.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 64 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		840 800
Avantages sociaux		140 848
Transports et communications		66 822
Services		103 459
Fournitures et matériel		126 158
		1 278 087
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 783 588
Avantages sociaux		1 015 906
Transports et communications		652 050
Services		6 345 419
Fournitures et matériel		1 830 643
		17 627 606
Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires		7 577 849
Avantages sociaux		977 806
Transports et communications		1 762 853
Services		10 119 318
Fournitures et matériel		865 659
Paiements de transfert		
Programme de recrutement de 1 000 agents – partenariat pour des collectivités plus sûres	42 115 771	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	30 596 450	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	1 171 980	
Subventions diverses – Services policiers	2 522 259	
Subventions pour la création de collectivités sûres et dynamiques	579 744	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations	26 993 366	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	250 000	
Ontario Association of Crime Stoppers	200 000	
Subvention pour les enfants d'agressions sexuelles et d'actes pornographiques	1 798 752	
		106 228 322
		127 531 807
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE		**146 437 500**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604 FONCTIONNEMENT				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	136 610 900	25 454 200	162 065 100	Services ministériels et stratégiques	157 986 415
2	5 334 400	342 800	5 677 200	Bureau du chef des préposés aux armes à feu	5 673 919
3	81 888 000	(730 400)	81 157 600	Enquêtes et crime organisé	80 977 736
4	506 104 100	27 857 400	533 961 500	Services régionaux et circulation	527 113 179
5	60 582 400	7 284 600	67 867 000	Gestion du parc automobile	67 798 871
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	363 395
	*** 790 520 800**	**60 208 600**	**850 729 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**839 913 515**
Actifs					
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**0**

Description du programme :

Cette division assure l'application uniforme et impartiale de la loi et fournit, sur demande, une aide et des services à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 306 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L 'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Services ministériels de stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	81 472 564
Avantages sociaux	9 730 657
Transports et communications	13 719 841
Services	27 186 571
Fournitures et matériel	27 649 126
	159 758 759
Moins : Recouvrements	1 772 344
	157 986 415
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 704 071
Avantages sociaux	303 938
Transports et communications	141 571
Services	2 236 356
Fournitures et matériel	287 983
	5 673 919
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	58 208 570
Avantages sociaux	5 690 983
Transports et communications	4 492 251
Services	8 274 010
Fournitures et matériel	6 415 985
	83 081 799
Moins : Recouvrements	2 104 063
	80 977 736
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	453 325 821
Avantages sociaux	55 881 172
Transports et communications	6 051 330
Services	7 445 382
Fournitures et matériel	5 506 321
	528 210 026
Moins : Recouvrements	1 096 847
	527 113 179

	$
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	177 556
Services	16 920 761
Fournitures et matériel	51 804 011
	68 902 328
Moins : Recouvrements	1 103 457
	67 798 871
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	363 395
	363 395
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....	**839 913 515**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
1	19 251 000	(2 772 400)	16 478 600	Administration du programme	16 476 719
2	6 358 000	181 200	6 539 200	Formation du personnel	6 512 908
3	555 604 100	19 455 800	575 059 900	Services en établissement	574 972 598
4	116 981 300	(10 210 700)	106 770 600	Services communautaires	106 761 802
	*** 698 194 400**	**6 653 900**	**704 848 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**704 724 027**
Actifs					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**0**
IMMOBILISATIONS					
6	16 900 000	(3 060 000)	13 840 000	Établissements correctionnels	13 837 272
	† 16 900 000	**(3 060 000)**	**13 840 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**13 837 272**

Description du programme:

Cette division fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants adultes et aux tribunaux, assure la protection et la sécurité de la population et encourage la réadaptation des contrevenants. Les principaux services offerts consistent à administrer les centres correctionnels, les centres de détention, les prisons, la surveillance en milieu communautaire (notamment la surveillance des contrevenants adultes sous probation et en liberté conditionnelle), les programmes éducatifs, la formation professionnelle et la préparation à la vie quotidienne et les services de counselling et de traitement pour contrevenants adultes.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 221 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 7 625 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 037 692
Avantages sociaux		1 483 991
Transports et communications		1 309 948
Services		1 072 090
Fournitures et matériel		572 998
		16 476 719
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 673 862
Avantages sociaux		528 606
Transports et communications		523 695
Services		999 922
Fournitures et matériel		786 823
		6 512 908
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		386 381 221
Avantages sociaux		59 529 073
Transports et communications		6 864 189
Services		55 207 909
Fournitures et matériel		69 243 544
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	669 988	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	13 667	
Programme de sensibilisation à la violence	100 043	
Programmes de réadaptation des délinquants	1 927 900	
Programmes de travaux communautaires	513 926	
		3 225 524
		580 451 460
Moins : Recouvrements		5 478 862
		574 972 598
Établissements		
Traitements et salaires		383 771 637
Avantages sociaux		59 108 986
Transports et communications		6 833 150
Services		54 842 534
Fournitures et matériel		68 055 068
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	669 988	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	13 667	
Programme de sensibilisation à la violence	100 043	
Programmes de réadaptation des délinquants	1 927 900	
Community Work Programs	513 926	
		3 225 524
		575 836 899
Services industriels		
Traitements et salaires		2 609 584
Avantages sociaux		420 087
Transports et communications		31 039
Services		365 375
Fournitures et matériel		1 188 476
		4 614 561
Moins : Recouvrements		5 478 862
		*(864 301)

* Le recouvrement en trop des dépenses est attribuable à des écarts temporaires découlant des coûts de production engagés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
Services communautaires (Poste 4)	
Traitements et salaires	72 096 236
Avantages sociaux	11 542 567
Transports et communications	3 225 125
Services	9 889 927
Fournitures et matériel	3 039 007
Paiements de transfert	
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	6 968 940
	106 761 802
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**704 724 027**
IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services	11 877 733
Fournitures et matériel	1 959 539
	13 837 272
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**13 837 272**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	
1	55 157 800	6 528 000	61 685 800	Services technologiques pour la justice	61 581 047
	55 157 800	**6 528 000**	**61 685 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**61 581 047**
Actifs					
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE .....**	**0**

Description du programme :

Le programme fournit des services et soutiens modernes, efficaces et efficients de technologie de l'information aux ministères du secteur de la justice et à leurs partenaires externes. Il s'efforce d'atteindre les buts du ministère en matière de justice et de sécurité publique par la réorganisation intégrée des activités; pour ce faire, il a recours à la technologie qui facilite l'accès du public aux services.

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	19 621 839
Avantages sociaux	2 491 573
Transports et communications	9 068 369
Services	27 636 668
Fournitures et matériel	4 453 698
	63 272 147
Moins : Recouvrements	1 691 100
	61 581 047
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**61 581 047**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
FONCTIONNEMENT					
1	5 079 000	(751 500)	4 327 500	Organismes, conseils et commissions	4 324 513
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	28 594
	*** 5 080 000**	**(751 500)**	**4 328 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**4 353 107**
Actifs					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 200 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 506 068
Avantages sociaux		278 413
Transports et communications		504 651
Services		911 819
Fournitures et matériel		123 562
		4 324 513
Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées		
Traitements et salaires	1 225 974	
Avantages sociaux	145 214	
Transports et communications	380 301	
Services	668 654	
Fournitures et matériel	71 337	
		2 491 480
Commission civile des services policiers de l'Ontario		
Traitements et salaires	1 140 612	
Avantages sociaux	118 643	
Transports et communications	78 021	
Services	90 174	
Fournitures et matériel	47 485	
		1 474 935
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	139 482	
Avantages sociaux	14 556	
Transports et communications	46 329	
Services	152 991	
Fournitures et matériel	4 740	
		358 098

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	28 594
	28 594
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	**4 353 107**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2608 FONCTIONNEMENT				**DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES**	
1	1 235 100	4 818 700	6 053 800	Bureau du sous-ministre adjoint	6 052 844
2	2 888 700	(379 100)	2 509 600	Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire	2 508 426
3	24 878 600	881 000	25 759 600	Centre des sciences judiciaires	25 748 091
4	25 595 300	3 352 500	28 947 800	Bureau du coroner en chef	28 816 047
5	21 860 700	1 434 200	23 294 900	Bureau du commissaire des incendies	23 235 483
	*** 76 458 400**	**10 107 300**	**86 565 700**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES**	**86 360 891**
Actifs					
6	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES**	**0**

Description du programme :

Cette division exécute, par l'entremise du Bureau du commissaire aux incendies, du Bureau du coroner en chef, du Centre des sciences judiciaires et des services du Bien-être des animaux, les programmes de sécurité publique chargés d'assurer la protection des citoyens, des biens et de la justice.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 23 800 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES – CRÉDIT 2608

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)	
Traitements et salaires	348 689
Avantages sociaux	34 429
Transports et communications	22 276
Services	35 196
Fournitures et matériel	12 254
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique	5 600 000
	6 052 844
Politiques en matière de services correctionnels et de sécurité communautaire (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 951 252
Avantages sociaux	248 787
Transports et communications	61 803
Services	198 328
Fournitures et matériel	48 256
	2 508 426
Centre des sciences judiciaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	17 024 907
Avantages sociaux	2 601 154
Transports et communications	816 152
Services	1 636 321
Fournitures et matériel	3 669 557
	25 748 091
Bureau du coroner en chef (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 319 206
Avantages sociaux	725 378
Transports et communications	505 459
Services	18 845 735
Fournitures et matériel	350 269
Paiements de transfert	
Grants for Forensic Services	1 070 000
	28 816 047
Bureau du commissaire des incendies (Poste 5)	
Traitements et salaires	14 758 453
Avantages sociaux	2 489 534
Transports et communications	1 082 757
Services	2 200 834
Fournitures et matériel	2 103 905
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000
	23 235 483
TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DES PROGRAMMES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DES POLITIQUES	**86 360 891**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609 FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGRENCE**	
1	978 500	114 000	1 092 500	Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence	1 051 840
2	8 547 800	(175 000)	8 372 800	Gestion des situations d'urgence Ontario	8 346 090
	*** 9 526 300**	**(61 000)**	**9 465 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**9 397 930**
Actifs					
3	2 000		2 000	Division de la gestion des situations d'urgence	0
	‡ 2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**0**

Description du programme:

Cette division offre son leadership, encourage les partenariats et exécute des programmes et services axés sur la gestion des situations d'urgence et l'évaluation des risques. Elle s'attache à être un chef de file dans le domaine de la sécurité publique et à aider le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres. La sécurité publique permet de sauver des vies, de protéger les biens, de promouvoir la sûreté et la justice et d'offrir une meilleure qualité de vie à la population de l'Ontario.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 000 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 2 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à la gestion des situations d'urgence (Poste 1)	
Traitements et salaires	851 468
Avantages sociaux	62 029
Transports et communications	81 578
Services	5 782
Fournitures et matériel	50 983
	1 051 840
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 781 247
Avantages sociaux	605 364
Transports et communications	502 465
Services	1 907 970
Fournitures et matériel	549 044
	8 346 090
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIVISION DE LA GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**9 397 930**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	16 562 700	14 620 550
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 842 683	3 048 648
Contrôle des armes à feu	5 268 682	4 915 573
Entente relative aux services de biologie – SCF	2 277 953	2 277 953
Les services policiers des Premières nations	1 823 914	6 454 890
Recouvrements	1 335 562	0
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	795 400	750 750
Programme conjoint de protection civile	78 523	358 150
Fiducie pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical	5 097	0
Divers	10 600 000	0
	44 590 514	32 426 514
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	188 682 017	173 979 187
Remaniement des services locaux	79 529 081	73 852 529
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 407 511	2 348 819
Acquittement – Compte Bell	1 763 288	1 731 581
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Casino Rama	200 000	200 000
Lieux de détention provisoire municipale	130	147
Remboursements de dépenses – Salaires	0	796
Autres	1 287 447	277 574
	274 619 474	253 140 633
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	18 770 265	17 709 502
Frais pour chèques refusés	6 509	945
	18 776 774	17 710 447
AMENDES ET PÉNALITÉS	6	378
VENTES ET LOCATIONS		
Les Industries Trilcor	430 788	507 927
Ventes et locations	211 805	264 403
	642 593	772 330
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	668 416	366 593
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 198 158	9 964 349
DIVERS		
Pénalités – intérêt	122 988	111 236
Autres	1 009 857	1 148 615
	1 132 845	1 259 851
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**345 628 780**	**315 641 095**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-326

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-327

SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2-329

INFRASTRUCTURE 2-332

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-328

ÉTAT DES RECETTES 2-334

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
10 528 997	Administration du ministère	12 407 299	11 900 029
3 276 122 442	Services à l'enfance et à la jeunesse	3 735 021 300	3 728 437 440
3 286 651 439	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 3 747 428 599**	**3 740 337 469**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 041 541 400 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
1 343 537	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 100 000	0
1 343 537	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 2 100 000**	**0**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 1 500 000 $

	IMMOBILISATIONS		
52 195 804	Infrastructure	66 546 500	64 942 002
52 195 804	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 66 546 500**	**64 942 002**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 595 000 $

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	12 744 800	(400 200)	12 344 600	Administration du ministère	11 845 362
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	6 826
	*** 12 807 499**	**(400 200)**	**12 407 299**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**11 900 029**

Description du programme :

Appuyer le mandat du ministère en matière de priorités stratégiques, de réorganisation et de prestation des programmes en offrant aux cadres, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain le leadership et l'orientation stratégique nécessaires, des conseils en planification axée sur les résultats et des services d'aide administrative et opérationnelle. Son partenariat avec le ministère des Services sociaux et communautaires lui permet d'offrir ses services de façon efficace et efficiente.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 5 508 700 $

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 184 638
Avantages sociaux		950 138
Transports et communications		329 800
Services		3 246 522
Fournitures et matériel		134 264
		11 845 362
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)		
Traitements et salaires	1 356 413	
Avantages sociaux	218 335	
Transports et communications	102 777	
Services	114 032	
Fournitures et matériel	20 883	
		1 812 440
Services opérationnels		
Traitements et salaires	2 878 539	
Avantages sociaux	306 363	
Transports et communications	109 259	
Services	297 125	
Fournitures et matériel	54 875	
		3 646 161
Services juridiques		
Traitements et salaires	106 588	
Avantages sociaux	10 475	
Transports et communications	36 503	
Services	2 199 162	
Fournitures et matériel	34 339	
		2 387 067
Communications et marketing		
Traitements et salaires	1 175 019	
Avantages sociaux	187 833	
Transports et communications	36 701	
Services	252 806	
Fournitures et matériel	13 776	
		1 666 135
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 668 079	
Avantages sociaux	227 132	
Transports et communications	44 560	
Services	11 900	
Fournitures et matériel	10 391	
		1 962 062
Services de vérification		
Services	371 497	
		371 497
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		6 826
		54 667
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**11 900 029**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
3	1 029 183 800	84 800 000	1 113 983 800	Meilleur départ	1 108 424 630
7	2 156 878 200	37 478 300	2 194 356 500	Enfants et jeunes à risque	2 193 458 301
5	229 635 800	10 545 200	240 181 000	Services spécialisés	240 054 509
8	195 000 000	(8 500 000)	186 500 000	Prestation ontarienne pour enfants	186 500 000
	*** 3 610 697 800**	**124 323 500**	**3 735 021 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**3 728 437 440**
Actifs					
6	2 100 000		2 100 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
	‡ 2 100 000		**2 100 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**0**

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse répondant à la stratégie de renouvellement du ministère comprennent le programme Meilleur départ, le programme des enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et le programme des prestations ontariennes pour enfants. Le programme Meilleur départ englobe les services de garde d'enfants, le programme Bébés en santé, enfants en santé, et les programmes d'aide communautaire au développement de la petite enfance. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, la santé mentale des enfants et des jeunes, les services pour les jeunes des collectivités insuffisamment desservies (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les services de justice pour les jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les services spécialisés regroupent les services aux enfants autistes, les services de réadaptation pour enfants ainsi que les programmes de services de relève accrus et hors domicile. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière accordée en fonction du revenu à l'intention des enfants de moins de 18 ans des familles à revenu faible ou modéré.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 036 032 700 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 1 500 000 $

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Meilleur départ (Poste 3)		
Traitements et salaires		13 182 290
Avantages sociaux		2 277 192
Transports et communications		1 217 284
Services		6 184 928
Fournitures et matériel		408 865
Paiements de transfert		
Services de garde d'enfants et apprentissage des jeunes enfants	834 249 839	
Bébés en santé, enfants en santé	85 427 929	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	165 476 303	
		1 085 154 071
		1 108 424 630
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)		
Traitements et salaires		145 143 256
Avantages sociaux		22 958 201
Transports et communications		6 552 037
Services		42 679 297
Fournitures et matériel		9 707 002
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 330 384 978	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	34 270 203	
Santé mentale des enfants et des jeunes	435 668 740	
Santé mentale des enfants et des jeunes – Paiements tenant lieu d'impôts aux municipalités	8 550	
Services de justice pour la jeunesse	166 062 224	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	23 813	
		1 966 418 508
		2 193 458 301

	$	$
Services de protection de l'enfance		
Traitements et salaires		10 533 686
Avantages sociaux		1 680 027
Transports et communications		1 615 556
Services		3 200 799
Fournitures et matériel		304 723
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 330 384 978	
Fonds des renouvellement des services de protection de l'enfance	34 270 203	
		1 364 655 181
		1 381 989 972
Santé mentale des enfants et des jeunes		
Traitements et salaires		43 907 016
Avantages sociaux		7 460 930
Transports et communications		1 053 234
Services		12 755 288
Fournitures et matériel		2 521 644
Paiements de transfert		
Santé mentale des enfants et des jeunes	435 668 740	
Santé mentale des enfants et des jeunes – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	8 550	
		435 677 290
		503 375 402
Services de justice pour la jeunesse		
Traitements et salaires		90 702 554
Avantages sociaux		13 817 244
Transports et communications		3 883 247
Services		26 723 210
Fournitures et matériel		6 880 635
Paiements de transfert		
Services de justice pour la jeunesse	166 062 224	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	23 813	
		166 086 037
		308 092 927

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 899 925
Avantages sociaux		625 211
Transports et communications		156 116
Services		805 978
Fournitures et matériel		5 321
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	99 066 567	
Autisme	136 495 391	
		235 561 958
		240 054 509
Services de traitement et de réadaptation pour enfants		
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	99 066 567	
		99 066 567
Autisme		
Traitements et salaires	2 899 925	
Avantages sociaux	625 211	
Transports et communications	156 116	
Services	805 978	
Fournitures et matériel	5 321	
Paiements de transfert		
Autisme	136 495 391	
		140 987 942
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants		186 500 000
		186 500 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**3 728 437 440**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
1	19 565 500	46 981 000	66 546 500	Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations	64 942 002
	† 19 565 500	**46 981 000**	**66 546 500**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE .....**	**64 942 002**

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux organismes à but non lucratif bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf des immobilisations afin de faciliter la prestation des programmes du ministère et de permettre à ce dernier de mener à bien ses stratégies de réorganisation et d'atteindre ses objectifs de rendement.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 595 000 $

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – Immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	10 512 696	
Subventions d'immobilisations	11 896 226	
Meilleur départ - immobilisations	2 109 497	
		24 518 419
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		40 423 583
		64 942 002
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**64 942 002**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	108 090 132	104 879 260
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	63 800 000	63 800 000
Langue française	25 000	60 000
Autres	1 503 579	732 375
	173 418 711	169 471 635
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	754
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	54 420	60 259
Adoption internationale	32 400	34 200
Maison pour groupe d'enfants	16 900	15 600
Droits d'adoption	5 538	8 984
Autres	96	104
	109 354	119 147
VENTES ET LOCATIONS		
Autres ventes générales	8 125	638
	8 125	638
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	16 008 136	13 956 917
Subventions d'immobilisations	334 361	185 897
Subventions	130 877	2 223
	16 473 374	14 145 037
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	9 878	3 417
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	311	289
Autres	3 317	2 705
	13 506	6 311
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**190 023 070**	**183 743 522**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-336

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-337

AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 2-340

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 2-342

CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE 2-344

MODERNISATION 2-346

PRESTATION DES SERVICES 2-348

PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES 2-352

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-339, 2-350, 2-351, 2-353

ÉTAT DES RECETTES 2-354

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
42 144 902	Administration du ministère	44 382 499	42 510 350
807 787 403	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	763 090 900	763 089 903
31 964 829	Direction des ressources humaines	37 553 200	35 038 397
29 866 522	Centre du leadership et de l'apprentissage	29 714 000	29 706 255
10 848 944	Modernisation	10 777 300	10 633 735
515 226 720	Prestation des services	509 817 500	502 185 000
52 756 408	Protection du consommateur et sécurité publique/Normes commerciales et organismes	52 379 800	51 834 104
1 490 595 728	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 1 447 715 199**	**1 434 997 744**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 441 424 700 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
10 974 319	Prestation des services	11 001 000	10 983 831
10 974 319	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 11 001 000**	**10 983 831**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 9 967 100 $

	IMMOBILISATIONS		
9 174 327	Administration du ministère	1 900 000	1 890 432
171 024	Direction des ressources humaines	615 100	125 537
6 666 088	Prestation des services	19 686 500	19 295 183
16 011 439	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 22 201 600**	**21 311 152**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 9 148 600 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	46 912 600	(2 593 800)	44 318 800	Administration du ministère	42 426 636
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	19 700
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 46 976 299**	**(2 593 800)**	**44 382 499**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**42 510 350**
IMMOBILISATIONS					
4	1 900 000		1 900 000	Projet de gestion des locaux	1 890 432
	† 1 900 000		**1 900 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 890 432**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser les priorités du gouvernement en matière de résultats et de finances. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, l'information et la technologie de l'information (ITI), les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats pour aider les programmes du ministère à atteindre leurs objectifs opérationnels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 882 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 633 400 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		33 219 629
Avantages sociaux		4 287 101
Transports et communications		1 013 005
Services		84 305 875
Fournitures et matériel		3 040 347
		125 865 957
Moins : Recouvrements		83 439 321
		42 426 636
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 778 402	
Avantages sociaux	181 231	
Transports et communications	78 992	
Services	202 214	
Fournitures et matériel	71 766	
		2 312 605
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	5 508 574	
Avantages sociaux	637 684	
Transports et communications	86 601	
Services	1 399 197	
Fournitures et matériel	202 589	
	7 834 645	
Moins : Recouvrements	185 200	
		7 649 445
Services juridiques		
Traitements et salaires	314 078	
Avantages sociaux	275	
Transports et communications	215 229	
Services	10 258 071	
Fournitures et matériel	187 563	
	10 975 216	
Moins : Recouvrements	200 800	
		10 774 416
Services de vérification		
Services	1 132 802	
		1 132 802
Groupement de la prestation des services gouvernementaux		
Traitements et salaires	19 461 313	
Avantages sociaux	2 332 680	
Transports et communications	459 918	
Services	69 441 183	
Fournitures et matériel	2 348 831	
	94 043 925	
Moins : Recouvrements	82 477 721	
		11 566 204
Services de communication		
Traitements et salaires	2 843 056	
Avantages sociaux	361 911	
Transports et communications	86 981	
Services	1 548 346	
Fournitures et matériel	114 825	
		4 955 119
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 314 206	
Avantages sociaux	773 320	
Transports et communications	85 284	
Services	324 062	
Fournitures et matériel	114 773	
	4 611 645	
Moins : Recouvrements	575 600	
		4 036 045

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	19 700
	19 700
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**42 510 350**
IMMOBILISATIONS	
Projet de gestion des locaux (Poste 4)	
Transports et communications	119 561
Services	1 761 531
Fournitures et matériel	9 340
	1 890 432
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**1 890 432**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1807 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	
1	758 307 000	4 783 900	763 090 900	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....	763 089 903
	*** 758 307 000**	**** 4 783 900**	**763 090 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)....**	**763 089 903**

Description du programme :

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite (la part des avantages sociaux reliée à la paie des fonctionnaires qui est prise en charge par la province) relève du ministère des Services gouvernementaux. Il est administré par les Services communs de l'Ontario pour le compte de la Division de la gestion des ressources humaines et des politiques générales et contribue à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ».

* Y Compris le Mandats spéciaux de 252 769 000 $

** Inclut une ordonnance de 4 783 900 $ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 19 août 2008 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2007-2008.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi	78 811 750	
Absences et congés rémunérés	15 335 658	
Indemnisation des travailleurs (CSPAAT)*	(8 043 806)	
Comptes des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	33 064 588	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	67 534 164	
Régime de retraite des fonctionnaires	70 014 564	
Fonds de prestations des juges provinciaux	50 073 262	
Régime de pensions du Canada	140 206 037	
Assurance-emploi	61 412 845	
Assurance-vie collective	13 489 365	
Protection du revenu à long terme	99 576 028	
Impôt-santé des employeurs	93 450 507	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	126 190 749	
Régime de soins dentaires	55 101 729	
Prestations aux employés retraités	399 310 393	
Autres avantages sociaux	26 785 637	
		1 322 313 470
		1 322 313 470
Moins : Recouvrements		559 223 567
		763 089 903
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		**763 089 903**

* Le crédit est attribuable au rajustement en fin d'exercice qui correspond à la nouvelle évaluation actuarielle sur trois ans de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et qui révèle une augmentation inférieure aux prévisions de la dette non provisionnée par rapport aux projections antérieures.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1808				**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	
FONCTIONNEMENT					
3	14 921 000	118 900	15 039 900	Gestion des ressources humaines et politiques générales	14 663 681
4	8 279 400	(948 900)	7 330 500	Services relatifs aux ressources humaines	6 998 839
5	4 986 100	(23 900)	4 962 200	Relations de travail	4 961 523
6	16 437 900	(6 217 300)	10 220 600	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité	8 414 354
	*** 44 624 400**	**(7 071 200)**	**37 553 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	**35 038 397**
IMMOBILISATIONS					
7	6 915 100	(6 300 000)	615 100	Gestion des situations d'urgence et de la sécurité	125 537
	† 6 915 100	**(6 300 000)**	**615 100**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	**125 537**

Description du programme:

La Direction des ressources humaines est chargée d'engager et de retenir l'effectif nécessaire pour offrir des services publics modernes et efficaces et contribuer à la réalisation des priorités du gouvernement. Pour y parvenir, elle fournit des services intégrés de RH à l'appui des objectifs opérationnels et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies de RH qui font de la FPO un « lieu de travail de choix ». La Direction coordonne aussi les services de sécurité interne et la planification et la gestion des situations d'urgence pour le compte de la FPO.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 14 874 900 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 2 305 100 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Gestion des ressources humaines et politiques générales (Poste 3)	
Traitements et salaires	8 252 348
Avantages sociaux	1 093 493
Transports et communications	139 010
Services	4 966 635
Fournitures et matériel	212 195
	14 663 681
Services relatifs aux ressources humaines (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 540 687
Avantages sociaux	422 858
Transports et communications	191 283
Services	6 170 483
Fournitures et matériel	94 848
Autres opérations	
Autre	1 288 263
	11 708 422
Moins : Recouvrements	4 709 583
	6 998 839
Relations de travail (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 414 801
Avantages sociaux	266 208
Transports et communications	63 613
Services	3 260 661
Fournitures et matériel	113 602
	6 118 885
Moins : Recouvrements	1 157 362
	4 961 523
Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 322 475
Avantages sociaux	298 562
Transports et communications	78 582
Services	5 487 905
Fournitures et matériel	226 830
	8 414 354
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	**35 038 397**
IMMOBILISATIONS	
Gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 7)	
Services	125 537
	125 537
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	**125 537**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1809				**CENTRE DU LEADERSHIP**	
FONCTIONNEMENT				**ET DE L'APPRENTISSAGE**	
1	31 006 900	(1 292 900)	29 714 000	Leadership et apprentissage	29 706 255
	*** 31 006 900**	**(1 292 900)**	**29 714 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE**	**29 706 255**

Description du programme :

Le Centre du leadership et de l'apprentissage est chargé d'instaurer, à l'échelle du gouvernement, une culture de leadership et de gestion et d'optimiser la revitalisation, le dynamisme et l'innovation au sein de l'effectif. Il aide aussi à faire de la fonction publique de l'Ontario un « lieu de travail de choix ». Ses principales activités consistent à soutenir les services aux cadres en élaborant un programme de gestion du talent, à mettre en place une stratégie de formation et des activités de formation et de perfectionnement, à encourager le leadership dans les organismes, conseils et commissions et à concevoir et mettre en œuvre une stratégie à l'intention des jeunes et des nouveaux professionnels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 335 800 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE – CRÉDIT 1809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Leadership et apprentissage (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 825 517
Avantages sociaux	1 694 700
Transports et communications	376 626
Services	5 882 385
Fournitures et matériel	377 426
Paiements de transfert	
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada	66 500
Autre opérations	
Emplois d'été	8 483 101
	29 706 255
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CENTRE DU LEADERSHIP ET DE L'APPRENTISSAGE	**29 706 255**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1810 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE MODERNISATION**	
1	13 128 700	(2 351 400)	10 777 300	Modernisation	10 633 735
	*** 13 128 700**	**(2 351 400)**	**10 777 300**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE MODERNISATION**	**10 633 735**

Description du programme:

Le programme de modernisation repose sur la Division de la modernisation et le Bureau de gestion du programme de modernisation et vise à renouveler et à améliorer les services que le gouvernement offre à la population. La Division de la modernisation est chargée de doter la fonction publique de l'Ontario (FPO) des capacités nécessaires pour effectuer et alimenter le changement transformationnel et atteindre les objectifs de modernisation. Le Bureau de gestion du programme de modernisation assure la surveillance stratégique et rend compte des résultats atteints dans quatre projets de modernisation de la fonction publique, et il dirige la Stratégie de la FPO pour le leadership en matière d'accessibilité.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 4 376 300 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE MODERNISATION – CRÉDIT 1810

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Modernisation (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 843 346
Avantages sociaux	516 419
Transports et communications	159 407
Services	4 926 476
Fournitures et matériel	188 087
	10 633 735
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE MODERNISATION	**10 633 735**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES**	
1	44 234 300	28 255 200	72 489 500	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services	72 190 691
4	48 784 300	(673 300)	48 111 000	Cyber Ontario	47 981 826
5	159 465 700	2 834 800	162 300 500	Services communs de l'Ontario	160 885 834
7	15 104 600	2 899 500	18 004 100	Archives publiques de l'Ontario	17 999 983
9	114 267 000	80 828 400	195 095 400	ServiceOntario et Services d'enregistrement	193 690 029
L	8 500 000		8 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	6 602 237
L	15 000		15 000	Contribution de la Couronne au Régime de retraite de juges, *Loi sur l'enregistrement des actes*	0
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	2 700 000
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	134 400
	*** 395 672 900**	**114 144 600**	**509 817 500**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES**	**502 185 000**
Actifs					
2	11 000 000		11 000 000	Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services	10 983 831
6	1 000		1 000	Services opérationnels	0
	‡ 11 001 000		**11 001 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES**	**10 983 831**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 139 064 300 $

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 9 967 100 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES**	
3	12 700 000	(100 000)	12 600 000	Information et technologie de l'information	12 572 683
8	830 000		830 000	Archives publiques de l'Ontario	593 555
10	5 100 000	1 156 500	6 256 500	ServiceOntario	6 128 945
	† 18 630 000	**1 056 500**	**19 686 500**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES**	**19 295 183**

Description du programme :

Le programme de prestation des services est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Tous les programmes de prestation des services s'attachent à optimiser et améliorer les services gouvernementaux.

ServiceOntario joue un rôle de premier plan en tant qu'agent de prestation et intégrateur de services pour l'information et les opérations gouvernementales courantes, dans tous les programmes et ministères, par des voies multiples, pour les particuliers et les entreprises. En fournissant dans toute la province un accès à guichet unique à l'information et aux services gouvernementaux - en personne, par Internet, depuis un kiosque ou par téléphone -, ServiceOntario deviendra le spécialiste gouvernemental de la prestation directe de services au public et facilitera l'accès par la population à l'information et aux services au moment, à l'endroit et de la manière désirés. Les Archives publiques de l'Ontario encouragent le public à consulter le patrimoine documentaire de l'Ontario, soutiennent la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario et dirigent de manière générale la gestion et la préservation des archives publiques. Le Bureau du directeur général de l'Information pour la fonction publique offre son leadership transformationnel afin d'optimiser l'information et la technologie de l'information au sein du gouvernement, y compris pour les politiques et la mise en œuvre de l'infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux. Les Services communs de l'Ontario fournissent à l'échelle du gouvernement des services de soutien aux employés et aux programmes de la FPO, notamment le traitement des opérations financières et les recouvrements, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et le traitement de la paie et l'administration des avantages sociaux.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 6 210 100 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 1)		
Traitements et salaires	82 682 930	
Avantages sociaux	10 438 567	
Transports et communications	76 749 397	
Services	142 666 130	
Fournitures et matériel	29 681 582	
	342 218 606	
Moins : Recouvrements	270 027 915	
	72 190 691	
Cyber Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires	20 508 403	
Avantages sociaux	2 307 664	
Transports et communications	426 108	
Services	23 077 245	
Fournitures et matériel	1 662 406	
	47 981 826	
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires	73 268 955	
Avantages sociaux	11 326 843	
Transports et communications	6 680 981	
Services	92 401 201	
Fournitures et matériel	3 024 374	
	186 702 354	
Moins : Recouvrements	25 816 520	
	160 885 834	
Services opérationnels		
Traitements et salaires	72 755 519	
Avantages sociaux	11 266 679	
Transports et communications	6 672 750	
Services	80 865 963	
Fournitures et matériel	3 018 753	
	174 579 664	
Moins : Recouvrements	25 045 891	
		149 533 773
Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière		
Traitements et salaires	513 436	
Avantages sociaux	60 164	
Transports et communications	8 231	
Services	11 535 238	
Fournitures et matériel	5 621	
	12 122 690	
Moins : Recouvrements	770 629	
		11 352 061
Crédits législatifs		
Services		
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		6 602 237
		6 602 237
Archives publiques de l'Ontario (Poste 7)		
Traitements et salaires		6 804 611
Avantages sociaux		910 213
Transports et communications		337 444
Services		12 654 057
Fournitures et matériel		608 287
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario		45 700
		21 360 312
Moins : Recouvrements		3 360 329
		17 999 983

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
ServiceOntario et Services d'enregistrement (Poste 9)		
Traitements et salaires		77 181 674
Avantages sociaux		12 172 141
Transports et communications		10 427 047
Services		93 630 075
Fournitures et matériel		12 714 747
Autre opérations		697
		206 126 381
Moins : Recouvrements		12 436 352
		193 690 029
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*		2 700 000
		2 700 000
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		134 400
		134 400
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES		**502 185 000**

	$	$
Actifs		
Soutien à l'infrastructure de la technologie de l'information/Prestation des services (Poste 2)		
Dépôts et charges payées d'avance		10 983 831
		10 983 831
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES		**10 983 831**
IMMOBILISATIONS		
Information et technologie de l'information (Poste 3)		
Services		12 572 683
		12 572 683
Archives publiques de l'Ontario (Poste 8)		
Transports et communications		32
Services		593 523
		593 555
ServiceOntario (Poste 10)		
Transports et communications		80
Services		6 109 741
Fournitures et matériel		19 124
		6 128 945
TOTAL (IMMOBILISATONS) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION DES SERVICES		**19 295 183**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1812 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES**	
1	11 158 900	313 800	11 472 700	Politiques et protection du consommateur	11 427 896
2	1 819 200	430 900	2 250 100	Tribunal d'appel en matière de permis	1 800 267
3	38 388 800	266 200	38 655 000	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	38 599 441
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	600
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	5 900
	*** 51 368 900**	**1 010 900**	**52 379 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES**	**51 834 104**

Description du programme:

Ce programme est chargé de créer un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège le consommateur, inspire confiance et stimule la croissance économique. Il élabore les politiques régissant les programmes ministériels de services aux consommateurs et aux entreprises et assure la gouvernance, la responsabilité et la gestion des relations avec les organismes relevant du ministère, les autorités administratives déléguées et autres partenaires de la prestation des services. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels en matière de permis et d'enregistrement déposés en vertu de diverses lois ministérielles. La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est responsable de l'administration et de l'observation du cadre réglementaire régissant les secteurs des alcools et des jeux dans la province. La CAJO fixe et fait observer les normes auxquelles sont astreintes les industries des alcools et des jeux où les risques d'activités illicites et les coûts sociaux potentiels sont importants.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 17 122 400 $

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques et protection du consommateur (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 420 071
Avantages sociaux	920 983
Transports et communications	434 177
Services	2 863 236
Fournitures et matériel	114 809
	11 753 276
Moins : Recouvrements	325 380
	11 427 896
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	600
	600
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)	
Traitements et salaires	653 896
Avantages sociaux	141 400
Transports et communications	86 456
Services	1 201 184
Fournitures et matériel	59 286
	2 142 222
Moins : Recouvrements	341 955
	1 800 267
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires	36 348 366
Avantages sociaux	5 285 721
Transports et communications	2 402 875
Services	8 818 769
Fournitures et matériel	1 658 711
	54 514 442
Moins : Recouvrements	15 915 001
	38 599 441
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	5 900
	5 900
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ET ORGANISMES	**51 834 104**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
RECETTES FISCALES		
Imposition – Commission des sports professionnels	30 861	26 233
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	130 266	241 178
Autres	0	600
	130 266	241 778
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	80 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs – Provinciaux (droits et prélèvements)	454 642 995	446 737 435
Loi sur les sûretés mobilières	44 537 928	42 511 406
Constitutions en société	23 115 711	21 914 812
Loi sur les statistiques de l'état civil	20 321 765	20 132 471
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	15 226 390	13 138 473
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	11 187 109	10 857 547
Enregistrement de noms commerciaux	9 868 298	9 446 880
Jeux – Licences des loterie	7 728 584	8 415 359
Jeux – Droits d'inscription	7 699 365	8 385 092
Recherches, certificats et hypothèques	4 580 733	4 312 760
Loi sur les cinémas	4 020 467	3 807 967
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	3 603 352	7 711 822
Permis pour occasions spéciales	3 405 948	3 426 019
Loi sur le mariage	2 612 440	2 961 017
Permis – Permis de vente pour trois ans	2 482 389	2 479 459
Droits de cession de permis	1 593 956	1 649 246
Loi sur le changement de nom	1 450 715	1 239 225
Permis – Permis de vente pour deux ans	1 349 872	1 455 738
Paiements des organismes d'application	1 047 298	527 024
Loi sur les agences de recouvrement	714 146	716 780
Loi sur les cimetières	583 720	966 619
Sociétés en nom collectif	397 874	344 180
Permis – Permis de vente pour une occasion unique	329 873	321 443
Permis – Vineries ontariennes	201 835	111 990
En dehors de la province	127 476	112 094
Permis – Brasseurs provinciaux	74 970	64 640
Commission d'appel des enregistrements commerciaux	63 603	66 800
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	42 236	78 848
Déclarations annuelles obligatoires	19 754	23 788
Fabrication – Pubs de brassage (droits et prélèvements)	19 537	19 913
Permis – Fabricants de spiritueux	17 640	25 200
Loi sur le contrôle des sports	14 300	6 335
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	12 240	11 649
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	10 534	7 480
Loi sur les huissiers	9 690	8 555
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie	7 620	4 756
Permis – Permis de vente pour un an	6 730	600
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	2 280	2 470
Jeux – Programme provincial des billets à fenêtres	0	2 241 752
Achat en gros – Bière et vin	0	31 518
Autres	1 043 394	1 045 116
	624 174 767	617 322 278

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 500	0
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Autres	4 079 346	3 701 495
Publications Ontario – ventes	97 782	153 753
Publications	413	203
	4 177 541	3 855 451
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Rouge Park	37 012 699	0
Autres	2 596 872	2 466 088
	39 609 571	2 466 088
DIVERS		
Intérêt	18 940	38 167
Autres	4 818 771	2 005 548
	4 837 711	2 043 715
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**672 962 217**	**626 035 543**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-358

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-359

SERVICES AUX ADULTES 2-361

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-360, 2-362

ÉTAT DES RECETTES 2-364

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
27 298 551	Administration du ministère	35 061 840	33 984 689
7 087 826 951	Services aux adultes	7 513 643 100	7 475 526 618
7 115 125 502	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 7 548 704 940**	**7 509 511 307**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 277 387 500 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
18 853 300	Services aux adultes	22 630 600	22 626 600
18 853 300	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**‡ 22 630 600**	**22 626 600**

‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 7 600 600 $

	IMMOBILISATIONS		
81 536 539	Services aux adultes	54 275 000	54 274 999
81 536 539	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 54 275 000**	**54 274 999**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 125 000 $

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	34 083 300	900 000	34 983 300	Administration du ministère	33 916 197
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	31 682		31 682	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	20 651
	*** 34 161 840**	**900 000**	**35 061 840**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**33 984 689**

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 14 209 700 $

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 129 571
Avantages sociaux		2 523 729
Transports et communications		6 913 598
Services		6 790 016
Fournitures et matériel		559 283
		33 916 197
Bureau de la direction		
Traitements et salaires	1 493 041	
Avantages sociaux	163 251	
Transports et communications	137 849	
Services	76 421	
Fournitures et matériel	22 541	
		1 893 103
Soutien aux activités		
Traitements et salaires	4 276 981	
Avantages sociaux	564 206	
Transports et communications	160 009	
Services	500 624	
Fournitures et matériel	93 978	
		5 595 798
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 712 349	
Avantages sociaux	611 096	
Transports et communications	182 724	
Services	977 978	
Fournitures et matériel	69 172	
		4 553 319
Services de communication		
Traitements et salaires	861 664	
Avantages sociaux	132 536	
Transports et communications	72 355	
Services	334 830	
Fournitures et matériel	9 235	
		1 410 620
Services juridiques		
Traitements et salaires	245 265	
Avantages sociaux	25 846	
Transports et communications	37 623	
Services	2 630 000	
Fournitures et matériel	36 593	
		2 975 327
Services de vérification		
Services	837 227	
		837 227
Services informatiques		
Traitements et salaires	7 540 271	
Avantages sociaux	1 026 794	
Transports et communications	6 323 038	
Services	1 432 936	
Fournitures et matériel	327 764	
		16 650 803
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		20 651
		68 492
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**33 984 689**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
3	5 551 355 500	122 550 000	5 673 905 500	Soutien financier et soutien à l'emploi	5 647 927 299
4	240 190 000	1 096 000	241 286 000	Services sociaux aux adultes	235 319 287
6	1 469 604 100	60 970 000	1 530 574 100	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle	1 524 255 775
7	28 939 800	13 452 900	42 392 700	Bureau des obligations familiales	40 478 540
10	10 284 800		10 284 800	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	9 405 472
L	15 200 000		15 200 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	18 140 245
	*** 7 315 574 200**	**198 068 900**	**7 513 643 100**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**7 475 526 618**
Actifs					
9	22 630 600		22 630 600	Services aux adultes	22 626 600
	‡ 22 630 600		**22 630 600**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**22 626 600**
IMMOBILISATIONS					
8	24 625 000	29 650 000	54 275 000	Services aux adultes	54 274 999
	† 24 625 000	**29 650 000**	**54 275 000**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**54 274 999**

Description du programme:

Offrir des services communautaires efficaces et responsables aux plus démunis de la façon la plus équitable. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent obtenir de l'aide (sous forme de soutiens du revenu et de l'emploi), et faire appel aux services du Bureau des obligations familiales afin de pouvoir un jour être autonomes. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Leur mandat consiste à servir les personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale, et les Autochtones par le biais de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones. La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* dont l'objet est d'améliorer l'accessibilité en Ontario et de promouvoir l'intégration communautaire.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 2 263 177 800 $
‡ Y Compris le Mandats spéciaux de 7 600 600 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 11 125 000 $

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		136 301 861
Avantages sociaux		21 529 992
Transports et communications		37 670 671
Services		41 946 050
Fournitures et matériel		5 070 707
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	2 815 681 208	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	53 363 285	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	1 637 684 687	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	169 694 577	
Programme de médicaments de l'Ontario	728 984 261	
		5 405 408 018
		5 647 927 299
Soutien financier et soutien à l'emploi		
Traitements et salaires		133 869 695
Avantages sociaux		21 206 918
Transports et communications		37 092 998
Services		38 497 189
Fournitures et matériel		4 955 864
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	2 815 681 208	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	53 363 285	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	1 637 684 687	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	169 694 577	
Programme de médicaments de l'Ontario	728 984 261	
		5 405 408 018
		5 641 030 682
Tribunal de l'aide sociale		
Traitements et salaires	2 432 166	
Avantages sociaux	323 074	
Transports et communications	577 673	
Services	3 448 861	
Fournitures et matériel	114 843	
		6 896 617
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		18 140 245
		18 140 245
Services sociaux aux adultes (Poste 4)		
Traitements et salaires		5 376 196
Avantages sociaux		650 843
Transports et communications		396 089
Services		1 478 894
Fournitures et matériel		122 504
Paiements de transfert		
Violence faite aux femmes	122 549 595	
Aide à l'intégration communautaire	90 225 768	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	14 519 398	
		227 294 761
		235 319 287
Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Traitements et salaires		95 862 598
Avantages sociaux		28 053 099
Transports et communications		1 980 434
Services		8 123 241
Fournitures et matériel		7 407 128
Paiements de transfert		
Services en établissement	885 127 811	
Services de soutien	497 485 468	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	215 996	
		1 382 829 275
		1 524 255 775

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires		21 718 985
Avantages sociaux		3 447 263
Transports et communications		1 103 051
Services		11 857 102
Fournitures et matériel		2 352 139
		40 478 540
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires		3 612 873
Avantages sociaux		450 728
Transports et communications		224 296
Services		4 778 906
Fournitures et matériel		91 874
Paiements de transfert		
Partenariats stratégiques pour l'accessibilité		246 795
		9 405 472
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**7 475 526 618**
Actifs		
Services aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Aide financière		22 626 600
		22 626 600
TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**22 626 600**
IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations	49 005 106	
Renouvellement des installations des partenaires	2 770 500	
		51 775 606
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		2 499 393
		54 274 999
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**54 274 999**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	72 135 402	68 347 664
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 739	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 438 366	2 447 851
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 002 047	1 002 047
Langue française	74 000	74 000
Divers	24 261	30 341
	113 879 815	110 107 641
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locaux	746 439 804	734 045 127
Paiements d'Entretient – Prestations Familiales	11 752 467	12 771 548
Recouvrement par le Bureau des obl. fam. de catégories désignées	87 905	63 237
Autres	175	0
	758 280 351	746 879 912
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 591 462	1 692 747
Pensionnaires des installations d'entretien	525 279	750 864
Unité de l'entretien et des normes	52 038	393 551
Frais pour chèques refusés	25 877	27 803
FOI – Droits	27 005	24 256
Autres	1 556	677
	2 223 217	2 889 898
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	43 907	86 177
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	18 140 472	11 934 361
Frais de fonctionnement	345 405	181 042
Subventions	256 079	1 256
	18 741 956	12 116 659
DIVERS		
Comptes de subrogation	1 716 992	1 762 678
Pénalités – intérêt	372 925	183 010
Intérêts bancaires	2 186	3 541
Indemnités de service judiciaire et de témoin	293	62
Autres	2 537 184	47 187
	4 629 580	1 996 478
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**897 798 826**	**874 076 765**

MINISTÈRE DU TOURISME

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-366

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-367

TOURISME 2-369

IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES 2-371

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-368

ÉTAT DES RECETTES 2-373

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
5 042 956	Administration du ministère	4 212 199	4 090 267
87 473 979	Tourisme	123 388 700	123 241 583
92 516 935	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 127 600 899**	**127 331 850**
	IMMOBILISATIONS		
32 289 098	Immobilisations touristiques	54 570 400	54 247 198
32 289 098	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 54 570 400**	**54 247 198**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 15 867 000 $

† Y Compris le Mandats spéciaux de 29 395 000 $

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	5 021 300	(871 800)	4 149 500	Administration du ministère	4 026 253
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
	*** 5 083 999**	**(871 800)**	**4 212 199**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**4 090 267**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et les Communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 847 200 $

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 858 078
Avantages sociaux		342 926
Transports et communications		137 311
Services		589 296
Fournitures et matériel		98 642
		4 026 253
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 047 742	
Avantages sociaux	134 374	
Transports et communications	95 749	
Services	287 018	
Fournitures et matériel	44 351	
		1 609 234
Services de communication		
Traitements et salaires	1 810 336	
Avantages sociaux	208 552	
Transports et communications	41 562	
Services	302 278	
Fournitures et matériel	54 291	
		2 417 019
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**4 090 267**

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TOURISME**	
FONCTIONNEMENT					
1	71 865 900	51 522 800	123 388 700	Tourisme.....	123 241 583
	*** 71 865 900**	**51 522 800**	**123 865 900**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME.....**	**123 241 583**

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler l'industrie touristique de l'Ontario grâce à la Stratégie pour le tourisme en Ontario, qui est directement liée à la priorité du gouvernement Une société forte, une économie forte, et au résultat clé visant à créer un climat d'affaires concurrentiel qui attirera les emplois et les investissements en Ontario. Le ministère cherche, en collaboration avec les associations et entreprises touristiques, à développer et renforcer l'industrie touristique de la province et à promouvoir l'Ontario à l'étranger comme destination de choix offrant des activités toute l'année. Le Programme travaille avec les intervenants de l'industrie pour offrir des destinations et expériences touristiques originales, chercher des possibilités de développement touristique et offrir des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs. Les organismes ministériels appuient la Stratégie pour le tourisme en Ontario et vantent les attraits touristiques de l'Ontario au pays et à l'étranger. Le ministère travaille à des initiatives de renouvellement pour revitaliser les organismes touristiques et pour améliorer leur viabilité et la qualité des services.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 14 019 800 $

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 409 781
Avantages sociaux		1 160 230
Transports et communications		430 279
Services		4 476 496
Fournitures et matériel		1 038 458
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	16 137 539	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	70 246 600	
Société d'exploitation de la Place Ontario	13 430 000	
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 912 200	
		107 726 339
		123 241 583
Développement des investissements		
Traitements et salaires	1 689 443	
Avantages sociaux	183 974	
Transports et communications	151 985	
Services	649 098	
Fournitures et matériel	42 839	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	16 137 539	
		18 854 878
Marketing Touristique		
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	70 246 600	
		70 246 600
Division du tourisme		
Traitements et salaires	6 720 338	
Avantages sociaux	976 256	
Transports et communications	278 294	
Services	3 827 398	
Fournitures et matériel	995 619	
Paiements de transfert		
Société d'exploitation de la Place Ontario	13 430 000	
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 912 200	
	21 342 200	
		34 140 105
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME		**123 241 583**

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES**	
1	48 154 300	6 416 100	54 570 400	Immobilisations touristiques.....	54 247 198
	*** 48 154 300**	**6 416 100**	**54 570 400**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES .....**	**54 247 198**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations touristiques veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique. Le ministère administre, pour le compte de la province, le programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative de développement de l'infrastructure doté d'un budget de 300 millions de dollars, que le gouvernement s'est engagé à mener sur cinq ans. Dans le cadre de ses responsabilités propres en matière d'infrastructure, le ministère est chargé d'assurer la réfection de l'actif appartenant à la province ou exploité par cette dernière qui stimule l'économie. Les fonds accordés aux organismes, attractions et centres des congrès relevant du ministère permettent à ces derniers d'entreprendre des réparations et réfections de base de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, amélioration de la sécurité, travaux visant la conformité aux lois et règlements, etc.) et de rester ainsi concurrentiels.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 29 395 000 $

MINISTÈRE DU TOURISME

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques (Poste 1)		
Services		4 691 282
Fournitures et matériel		778 973
Paiements de transfert		
Partenariats pour le tourisme	2 357 324	
Partenariats pour le tourisme – Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	2 183 819	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	6 735 800	
Subventions pour le tourisme	37 500 000	
		48 776 943
		54 247 198
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES		**54 247 198**

MINISTÈRE DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure – quote-part du gouvernement fédéral	2 289 815	1 526 349
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia	695 448	674 922
Vieux Fort William	390 711	665 460
Autres	346	423
	1 086 505	1 340 805
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William	15 261	28 515
	15 261	28 515
DIVERS		
Autres revenus non déterminés	(600)	0
	(600)	0
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**3 390 981**	**2 895 669**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-376
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-377
POLITIQUES ET PLANIFICATION 2-379
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 2-382
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 2-384
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS 2-388
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-378, 2-383, 2-387

ÉTAT DES RECETTES 2-390

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
50 253 323	Administration du ministère	49 677 199	49 673 277
707 938 498	Politiques et planification	581 316 400	576 815 966
96 374 542	Sécurité des usagers de la route	99 575 000	99 460 313
286 394 259	Gestion des routes provinciales	315 629 600	315 028 494
51 761 608	Groupement de l'économie et des transports	56 038 200	55 715 102
1 192 722 230	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 1 102 236 399**	**1 096 693 152**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 278 500 000 $

	ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement de l'économie et des transports	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**5 000**	**0**
	IMMOBILISATIONS		
1 317 318 390	Politiques et planification	1 477 123 000	1 458 613 994
544 585 935	Gestion des routes provinciales	1 036 173 700	982 508 730
1 861 904 325	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**† 2 513 296 700**	**2 441 122 724**

† Y Compris le Mandats spéciaux de 304 000 000 $

	ACTIFS IMMOBILISATIONS		
8 249 791	Politiques et planification	0	0
935 623 506	Gestion des routes provinciales	1 087 364 800	1 076 263 002
943 873 297	**TOTAL ACTIF (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**** 1 087 364 800**	**1 076 263 002**

** Y Compris le Mandats spéciaux de 380 000 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	51 313 500	(1 700 000)	49 613 500	Soutien opérationnel	49 609 572
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 864
	*** 51 377 199**	**(1 700 000)**	**49 677 199**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**49 673 277**
Actifs					
2	1 000		1 000	Soutein opérationnel	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre son leadership et ses conseils en matière de planification et de gestion des ressources afin de contribuer à la réalisation des initiatives gouvernementales en matière de transports.

Du soutien est offert aux différents secteurs de programmes par le personnel des directions suivantes : Finances, Communications, Installations et services opérationnels, Ressources humaines, Vérification interne et Services juridiques. Les Ressources humaines, la Vérification interne et les Services juridiques conservent leur leadership stratégique et continuent de rendre également des comptes au Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines, au ministère des Finances et au ministère du Procureur général, respectivement, mais leurs coûts de fonctionnement sont pris en charge par le ministère des Transports.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 27 800 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 151 587
Avantages sociaux		2 141 667
Transports et communications		785 765
Services		35 605 620
Fournitures et matériel		4 715 663
		60 400 302
Moins : Recouvrements		10 790 730
		49 609 572
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 228 850	
Avantages sociaux	114 306	
Transports et communications	100 038	
Services	59 861	
Fournitures et matériel	33 053	
		1 536 108
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 607 445	
Avantages sociaux	336 462	
Transports et communications	78 819	
Services	322 537	
Fournitures et matériel	296 437	
		3 641 700
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	3 336 584	
Avantages sociaux	458 705	
Transports et communications	261 433	
Services	29 336 919	
Fournitures et matériel	4 146 743	
	37 540 384	
Moins : Recouvrements	10 790 730	
		26 749 654
Services de communication		
Traitements et salaires	2 956 388	
Avantages sociaux	370 251	
Transports et communications	66 456	
Services	1 459 552	
Fournitures et matériel	47 630	
		4 900 277
Ressources humaines		
Traitements et salaires	7 022 320	
Avantages sociaux	861 943	
Transports et communications	222 658	
Services	422 339	
Fournitures et matériel	116 483	
		8 645 743
Services de vérification		
Services	1 621 495	
		1 621 495
Services juridiques		
Transports et communications	56 361	
Services	2 382 917	
Fournitures et matériel	75 317	
		2 514 595
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		15 864
		63 705
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**49 673 277**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	
FONCTIONNEMENT					
1	14 110 600	204 800	14 315 400	Politiques et planification	14 183 745
2	364 000 000	203 000 000	567 000 000	Transports urbains et régionaux	562 632 221
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 378 111 600**	**203 204 800**	**581 316 400**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**576 815 966**
Actifs					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION...**	**0**
IMMOBILISATIONS					
3	1 188 123 000	289 000 000	1 477 123 000	Transports urbains et régionaux	1 458 613 994
	† 1 188 123 000	**289 000 000**	**1 477 123 000**	**TOTAL (IMMOBILISATONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**1 458 613 994**

Description du programme:

L'objectif premier du programme des politiques et de la planification est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal sûr, efficace et durable, avec notamment un réseau de transports en commun qui soutient le dynamisme des communautés, une meilleure qualité de vie et une économie prospère. Pour y parvenir, le programme offre son leadership dans l'établissement des orientations stratégiques du ministère, dans le cadre de la planification intégrée à long terme de ce dernier, et travaille à mettre en place un cadre stratégique et réglementaire pertinent.

Le programme s'attache aussi à réduire les embouteillages en faisant la promotion des transports en commun et en facilitant la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de la province et aux postes frontaliers. Il a établi la Régie des transports du grand Toronto (RTGT) en vue de créer un réseau de transport homogène et plus pratique. Le programme met actuellement au point pour la province une stratégie de circulation des marchandises intégrée aux initiatives frontalières de la province. Il gère par ailleurs, pour le compte du ministère, les négociations interprovinciales et bilatérales avec le gouvernement fédéral sur diverses questions liées aux transports, en particulier la réalisation de plusieurs programmes d'investissement fédéraux.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 106 300 000 $
† Y Compris le Mandats spéciaux de 229 000 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques, planification et normes (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 928 912
Avantages sociaux		916 331
Transports et communications		248 410
Services		4 330 517
Fournitures et matériel		759 575
		14 183 745
Direction des politiques d'infrastructure urbaine et rurale		
Traitements et salaires	2 238 576	
Avantages sociaux	264 378	
Transports et communications	68 400	
Services	1 789 714	
Fournitures et matériel	218 219	
		4 579 287
Politiques et partenariats relatifs aux modes de transport		
Traitements et salaires	3 136 561	
Avantages sociaux	381 420	
Transports et communications	70 594	
Services	1 612 060	
Fournitures et matériel	338 184	
		5 538 819
Politiques stratégiques		
Traitements et salaires	2 553 775	
Avantages sociaux	270 533	
Transports et communications	109 416	
Services	928 743	
Fournitures et matériel	203 172	
		4 065 639
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement du Réseau GO	34 884 200	
Affectation de la taxe municipale sur l'essence	310 393 503	
Régie des transports du grand Toronto	11 354 518	
Aide municipale à la Commission du transport de Toronto	206 000 000	
		562 632 221
		562 632 221
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION		**576 815 966**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
IMMOBILISATIONS	
Transports urbains et régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 571 723
Avantages sociaux	564 359
Transports et communications	132 480
Services	7 098 549
Fournitures et matériel	62 906
Paiements de transfert	
Transports en commun	1 448 057 128
	1 460 487 145
Moins : Recouvrements	1 873 151
	1 458 613 994
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION	**1 458 613 994**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	150 232 100	(50 957 100)	99 275 000	Sécurité des usagers de la route	99 160 313
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	300 000
	*** 150 532 100**	**(50 957 100)**	**99 575 000**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**99 460 313**
Actifs					
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore des stratégies ministérielles destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation de la loi et la réglementation de la conduite, en faisant la promotion de la sécurité des véhicules et des transporteurs et en assurant le service à la clientèle. Le programme travaille avec ses nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; délivrer les permis et assurer l'immatriculation des véhicules et des transporteurs commerciaux; gérer les contrats et les relations courantes avec les fournisseurs de services; travailler avec des partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière. Le programme surveille ce qui se passe dans les autres administrations et les travaux de recherche en sécurité routière afin que les initiatives mises en place en Ontario permettent à la province de rester l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord.

Le programme dirige des efforts - auxquels il participe activement - menés avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des programmes de sécurité routière et des pratiques exemplaires. Il fixe également des normes de service à la clientèle et surveille la prestation des services, notamment la prestation électronique des produits et services du gouvernement. Il facilite l'exécution de programmes d'autres ministères, p. ex., Air pur (ministère de l'Environnement) ou le Programme d'aide à la famille (ministère des Services sociaux et communautaires).

Le ministère des Transports recueille des données auprès des particuliers en vertu du *Code de la route*. Il assure la garde de cette information et protège la confidentialité des renseignements personnels conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 22 800 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)	
Traitements et salaires	59 430 421
Avantages sociaux	9 071 908
Transports et communications	4 614 752
Services	29 073 298
Fournitures et matériel	7 287 234
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité publique	198 419
	109 676 032
Moins : Recouvrements	10 515 719
	99 160 313
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables,	
Loi sur l'administration financière	300 000
	300 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	**99 460 313**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	276 549 600	39 079 000	315 628 600	Opérations et entretien	315 028 494
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 276 550 600**	**39 079 000**	**315 629 600**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**315 028 494**
Actifs					
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**0**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 106 600 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
2	572 943 000	18 740 300	591 683 300	Génie des transports et construction	577 418 038
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
L	441 614 600		441 614 600	Amortissement, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*	405 090 692
L	2 874 800		2 874 800	Amortissement, Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor, Loi *sur l'administration financière*	0
	† 1 017 433 400	**18 740 300**	**1 036 173 700**	**TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**982 508 730**
Actifs					
3	1 086 366 500	998 300	1 087 364 800	Infrastructure de transport – Actifs	1 076 263 002
	**** 1 086 366 500**	**998 300**	**1 087 364 800**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**1 076 263 002**

Description du programme:

Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière.

Le programme gère les activités visant à garantir la sûreté du réseau routier provincial, permet la circulation des personnes et des marchandises et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Les stratégies d'investissement consistent notamment à préserver l'infrastructure routière existante par l'application de principes de gestion des biens, à améliorer les couloirs commerciaux menant aux principaux postes frontaliers (en particulier le passage Windsor-Detroit) et à intégrer réseau routier et transports en commun.

Ses activités comprennent notamment l'entretien normal du réseau routier, le déneigement et le déverglaça gé, la planification du réseau routier, le génie et la conception détaillée, la réfection des routes ainsi que la construction et la gestion des chantiers de construction.

Le programme élabore aussi les politiques et directives opérationnelles et fixe les normes d'entretien, de conception et de construction des routes. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroport aménagés dans les régions éloignées du Nord de l'Ontario et des services de traversiers à divers endroits partout dans la province.

† Y Compris le Mandats spéciaux de 75 000 000 $
** Y Compris le Mandats spéciaux de 380 000 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Opérations et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		41 546 454
Avantages sociaux		8 383 127
Transports et communications		2 884 456
Services		226 675 538
Fournitures et matériel		44 162 936
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 240 503	
Traversiers municipaux	2 615 881	
Impôts sur les propriétés provinciales	1 021 942	
		5 878 326
		329 530 837
Moins : Recouvrements		14 502 343
		315 028 494
Exploitation et entretien des routes		
Traitements et salaires	38 831 298	
Avantages sociaux	8 062 306	
Transports et communications	2 494 414	
Services	226 086 380	
Fournitures et matériel	42 392 477	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	2 240 503	
Traversiers municipaux	2 615 881	
Impôts sur les propriétés provinciales	1 021 942	
	5 878 326	
	323 745 201	
Moins : Recouvrements	14 032 561	
		309 712 640
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	2 715 156	
Avantages sociaux	320 821	
Transports et communications	390 042	
Services	589 158	
Fournitures et matériel	1 770 459	
	5 785 636	
Moins : Recouvrements	469 782	
		5 315 854
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**315 028 494**

	$	$	$
IMMOBILISATIONS			
Génie des transports et construction (Poste 2)			
Traitements et salaires			44 467 287
Avantages sociaux			8 305 958
Transports et communications			2 686 708
Services			78 191 540
Fournitures et matériel			25 269 213
Paiements de transfert			
Fonds pour l'adaptation	432 375 329		
Premières nations	2 771 197		
			435 146 526
			594 067 232
Moins : Recouvrements			16 649 194
			577 418 038
Paiements de transfert			
Paiements de transfert			
Transition Fund	432 375 329		
Premières nations	2 771 197		
		435 146 526	
			435 146 526

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
Immobilisations et construction routières		
Traitements et salaires	42 428 401	
Avantages sociaux	8 078 170	
Transports et communications	2 378 778	
Services	35 967 866	
Fournitures et matériel	24 022 387	
	112 875 602	
Moins : Recouvrements	16 601 168	
		96 274 434
Transport aérien dans les régions éloignées		
Transports et communications	150 009	
Services	3 715 652	
Fournitures et matériel	1 192 114	
	5 057 775	
Moins : Recouvrements	48 026	
		5 009 749
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	2 038 886	
Avantages sociaux	227 788	
Transports et communications	157 921	
Services	38 508 022	
Fournitures et matériel	54 712	
		40 987 329
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*		405 090 692
		405 090 692
Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Traitements et salaires		57 399 052
Avantages sociaux		7 584 606
Transports et communications		1 939 111
Services		7 294 165
Fournitures et matériel		1 692 431
		75 909 365
Moins : Recouvrements		75 909 365
		0
Travaux routiers en cours		
Traitements et salaires	56 747 462	
Avantages sociaux	7 469 655	
Transports et communications	1 907 354	
Services	7 261 206	
Fournitures et matériel	1 685 220	
	75 070 897	
Moins : Recouvrements	75 070 897	
		0
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	651 590	
Avantages sociaux	114 951	
Transports et communications	31 757	
Services	32 959	
Fournitures et matériel	7 211	
	838 468	
Moins : Recouvrements	838 468	
		0
TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**982 508 730**
Actifs		
Infrastructure de transport – Actifs (Poste 3)		
Immobilisations matérielles		1 555 925 211
Moins : Recouvrements		479 662 209
		1 076 263 002
Infrastructure de transport – Actifs		
Immobilisations matérielles	1 538 768 780	
Moins : Recouvrements	479 662 209	
		1 059 106 571
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Immobilisations matérielles	17 156 431	
		17 156 431
TOTAL (ACTIFS D'IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**1 076 263 002**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS**	
1	55 740 700	200 000	55 940 700	Information et technologie de l'information	55 627 126
3	97 500		97 500	Soutien aux transports et aux ministères à vocation économique	87 976
	*** 55 838 200**	**200 000**	**56 038 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS.....**	**55 715 102**
Actifs					
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIFS) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS.....**	**0**

Description du programme :

Le Groupement de l'économie et des transports offre son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information aux ministères suivants : Transports, Travail, Énergie, Développement économique et Commerce, Recherche et Innovation et Petites Entreprises et Entrepreneuriat.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser les volets de leur planification axée sur les résultats en gérant de façon efficace les ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI des ministères et fournit des services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement son rendement. Pour améliorer la prestation des programmes, générer de nouvelles affaires et mieux servir ses clients, le Groupement s'attache à moderniser les pratiques, les systèmes et les applications des ministères dans le domaine de l'information.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 15 000 000 $

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 211 849
Avantages sociaux	2 157 778
Transports et communications	1 320 374
Services	33 246 981
Fournitures et matériel	690 144
	55 627 126
Soutien aux transports et aux ministères à vocation économique (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 971 723
Avantages sociaux	255 907
Transports et communications	71 248
Services	9 247 992
Fournitures et matériel	2 797 763
	14 344 633
Moins : Recouvrements	14 256 657
	87 976
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU GROUPEMENT L'ÉCONOMIE ET DES TRANSPORTS	**55 715 102**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	25 632 850	20 866 119
Programme stratégique d'infrastructures routières	15 814 515	5 361 917
Validations des véhicules de défense	1 232 784	1 192 934
Code nationale de sécurité	1 090 670	1 192 350
Recouvrements	793 872	0
Volet Partenariats du millénaire	0	3 379 519
Autres	1 125 478	1 501 799
	45 690 169	33 494 638
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	340 354
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 051 033 105	969 818 721
Frais pour chèques refusés	93 248	57 468
Autres	5 697 362	5 171 017
	1 056 823 715	975 047 206
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	790 915	1 338 590
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	7 744 146	10 232 815
Ventres et locations – Immobilisations	1 879 461	(7 069 465)
	9 623 607	3 163 350
REDEVANCES	9 571	10 951
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	47 591 029	30 840 429
Recouvrements des cotisations de tierce partie	2 534 650	2 264 224
	50 125 679	33 104 653
DIVERS		
Pénalités – intérêt	56 411	25 622
Autres	159 803	1 966 051
	216 214	1 991 673
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 163 279 870**	**1 048 491 415**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2007 – 2008

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-392
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-393
- COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2-395
- RELATIONS DE TRAVAIL 2-397
- SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2-399
- DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 2-401
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-394

ÉTAT DES RECETTES 2-403

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

2006 – 2007 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2007 – 2008 Crédits autorisés	2007 – 2008 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
19 625 876	Administration du ministère	22 401 399	22 145 247
3 814 177	Commission de l'équité salariale	3 940 200	3 729 852
20 675 701	Relations de travail	21 809 900	21 265 537
78 692 911	Santé et sécurité au travail	84 911 800	81 863 170
23 541 204	Droits et responsabilités en matière d'emploi	27 589 800	26 644 143
146 349 869	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	*** 160 653 099**	**155 647 949**

* Y Compris le Mandats spéciaux de 54 037 200 $

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	22 352 700	(15 000)	22 337 700	Administration du ministère	22 081 233
L	46 858		46 858	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	47 841
L	15 841		15 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 173
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	*** 22 416 399**	**(15 000)**	**22 401 399**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 145 247**

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 8 424 900 $

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 047 016
Avantages sociaux		1 031 528
Transports et communications		702 994
Services		11 542 944
Fournitures et matériel		756 751
		22 081 233
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 376 840	
Avantages sociaux	308 986	
Transports et communications	79 848	
Services	1 265 983	
Fournitures et matériel	64 809	
		4 096 466
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 710 943	
Avantages sociaux	222 114	
Transports et communications	50 737	
Services	1 273 321	
Fournitures et matériel	374 723	
		3 631 838
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 506 525	
Avantages sociaux	217 266	
Transports et communications	75 143	
Services	280 783	
Fournitures et matériel	47 535	
		2 127 252
Services de communication		
Traitements et salaires	2 327 440	
Avantages sociaux	283 162	
Transports et communications	70 207	
Services	534 610	
Fournitures et matériel	117 870	
		3 333 289
Services juridiques		
Traitements et salaires	125 268	
Transports et communications	427 059	
Services	6 091 884	
Fournitures et matériel	151 814	
		6 796 025
Services de vérification		
Services	227 100	
		227 100
Systèmes informatiques		
Services	1 869 263	
		1 869 263
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		47 841
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 173
		64 014
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 145 247**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	3 422 700	(170 000)	3 252 700	Bureau de l'équité salariale	3 100 115
2	617 500	70 000	687 500	Tribunal de l'équité salariale	629 737
	*** 4 040 200**	**(100 000)**	**3 940 200**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	**3 729 852**

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail, cherche à régler les différends opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 1 384 700 $

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 240 591
Avantages sociaux	247 807
Transports et communications	140 172
Services	449 907
Fournitures et matériel	21 638
	3 100 115
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	522 632
Avantages sociaux	45 050
Transports et communications	10 923
Services	49 850
Fournitures et matériel	1 282
	629 737
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 729 852**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
FONCTIONNEMENT					
1	12 314 700	115 000	12 429 700	Commission des relations de travail de l'Ontario	12 137 924
2	1 291 500		1 291 500	Commissions de règlement des griefs.....	1 226 607
3	8 088 700		8 088 700	Relations patronales-syndicales.....	7 901 006
	*** 21 694 900**	**115 000**	**21 809 900**	**TOTAL (FONTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL .....**	**21 265 537**

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Relations patronales-syndicales fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 6 610 000 $

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 835 442
Avantages sociaux	1 010 737
Transports et communications	581 960
Services	2 581 163
Fournitures et matériel	128 622
	12 137 924
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	374 399
Avantages sociaux	47 922
Transports et communications	196 078
Services	1 529 209
Fournitures et matériel	23 277
	2 170 885
Moins : Recouvrements	944 278
	1 226 607
Relations patronales-syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 316 470
Avantages sociaux	599 841
Transports et communications	739 810
Services	1 286 624
Fournitures et matériel	58 261
	8 001 006
Moins : Recouvrements	100 000
	7 901 006
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**21 265 537**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	84 908 800		84 908 800	Santé et sécurité au travail	81 863 170
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	0
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	0
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs	0
	*** 84 911 800**		**84 911 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**81 863 170**

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies sur le lieu de travail.

Le programme assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Grâce à l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, ainsi qu'aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés (respectivement), et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 26 942 900 $

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires		52 890 451
Avantages sociaux		7 271 131
Transports et communications		4 008 359
Services		14 815 709
Fournitures et matériel		3 083 600
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	6 000	
		46 000
		82 115 250
Moins : Recouvrements		252 080
		81 863 170
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		490 500
Avantages sociaux		75 900
Transports et communications		8 200
Services		5 600
Fournitures et matériel		10 400
		590 600
Moins : Recouvrements		590 600
		0

	$
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)	
Traitements et salaires	6 589 405
Avantages sociaux	1 542 894
Transports et communications	406 162
Services	1 629 106
Fournitures et matériel	235 119
Paiements de transfert	
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	250 000
	10 652 686
Moins : Recouvrements	10 652 686
	0
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 000 398
Avantages sociaux	401 448
Transports et communications	128 849
Services	333 632
Fournitures et matériel	63 693
	2 928 020
Moins : Recouvrements	2 928 020
	0
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	**81 863 170**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
1	27 589 800		27 589 800	Normes d'emploi	26 644 143
	*** 27 589 800**		**27 589 800**	**TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**26 644 143**

Description du programme:

Le programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par le biais d'initiatives de prévention.

* Y Compris le Mandats spéciaux de 10 674 700 $

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	$
FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	17 004 974
Avantages sociaux	2 346 103
Transports et communications	1 229 158
Services	5 705 287
Fournitures et matériel	415 536
	26 701 058
Moins : Recouvrements	56 915
	26 644 143
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**26 644 143**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	4 810	1 363
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	88 922 969	80 746 942
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 085 555	809 625
Programme de protection des salaires des employés	312 017	56 534
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	151 930	91 994
Autres	110 281	165 000
	90 582 752	81 870 095
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	423 071	381 147
Demande de renseignements – *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	5 815	6 650
Droits liés à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*	5 453	4 222
Programme de perfectionnement des arbitres	3 507	0
Étude de plans de bâtiments	0	77 600
Frais pour chèques refusés – *Loi sur l'administration financière*	0	70
	437 846	469 689
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	285 588	268 596
Pénalité monétaire	47 469	61 791
Normes d'emploi – Frais judiciaires	0	5 000
	333 057	335 387
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	41 830	96 612
Abonnements	36 457	600
	78 287	97 212
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 301 924	45 960
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	409 843	430 174
Intérêts bancaires	79 768	98 476
Autres	11 882	3 134
	501 493	531 784
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**99 240 169**	**83 351 490**

Section 3

Annexes - Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-14 à 3-41 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
RPC 763	4,68	16 juin 2015	42 300 000
RPC765	4,08	10 septembre 2016	31 374 000
RPC762	4,88	10 février 2017	60 522 000
RPC764	4,71	10 juin 2035	55 063 000
RPC759	4,63	1er mai 2037	41 756 000
RPC760	4,68	4 mai 2037	50 000 000
RPC761	4,66	7 mai 2037	150 000 000
TOTAL - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			431 015 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC101	1M ONT B. Trésor	14 février 2009	680 000
OIIC90	Zéro	23 mars 2012	6 660 007
OIIC91	Zéro	23 avril 2012	8 293 671
OIIC92	Zéro	24 mai 2012	11 478 504
OIIC93	Zéro	22 juin 2012	16 931 034
OIIC94	Zéro	24 juillet 2012	24 609 109
OIIC95	Zéro	24 août 2012	24 982 043
OIIC96	Zéro	24 septembre 2012	34 819 494
OIIC97	Zéro	24 octobre 2012	25 605 710
OIIC98	Zéro	23 novembre 2012	26 565 115
OIIC99	Zéro	24 décembre 2012	24 715 270
OIIC100	Zéro	24 janvier 2013	11 874 045
OIIC102	Zéro	21 février 2013	18 421 923
			235 635 925
Escompte non amorti sur de nouveaux titres			(45 777 999)
Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2008			20 697 382
			210 555 308
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS			641 570 308

TITRES ÉMIS -Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (suite)			
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN144	4,00	19 mai 2010	1 350 000 000
DMTN179	3 TCAB - 0,16	3 décembre 2010	1 400 000 000
DMTN165	4,40	2 décembre 2011	500 000 000
DMTN 175	4,60	2 décembre 2012	213 000 000
DMTN178	4,50	2 décembre 2012	1 500 000 000
DMTN173	4,30	8 mars 2017	2 400 000 000
DMTN183	4,20	3 mars 2018	260 000 000
DMTN180	4,50	2 juin 2021	75 000 000
DMTN181	4,50	2 décembre 2022	75 000 000
DMTN177	4,95	8 septembre 2023	75 000 000
DMTN164	4,70	2 juin 2037	3 600 000 000
DMTN182	4,60	2 juin 2039	600 000 000
DMTN176	4,50	2 juin 2047	128 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	1 272 622 900
Bons du Trésor	Divers	1er avril 2007 - 2 mars 2009	1 697 243 000
TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS			15 145 865 900
TOTAL - AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			15 787 436 208

TITRES ÉMIS – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PP	2,75	22 février 2011	1 500 000 000
PN	4,95	1er juin 2012	1 000 000 000
			2 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,03616 $			2 590 399 991
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
Effets de commerce américains	Divers	1er avril 2007 - 20 mars 2008	392 000 000
			392 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99557 $			390 261 790
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			2 980 661 781
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(123 848 729)
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE			**18 644 249 260**
Redressement de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(304 456 397)
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			18 339 792 863
Titres émis pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			2 578 950 000
TOTAL - TITRES ÉMIS			**20 918 742 863**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :			
RPC	10,79	1er octobre 2007	42 300 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 15,75	2 avril 2007 - 3 mars 2008	9 823 644
Caisse de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	12,79 - 15,38	16 avril 2007 - 17 mars 2008	241 437 895
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :			
SEFPO	12,79 - 15,38	16 avril 2007 - 17 mars 2008	114 696 186
Régime de retraite de Ryerson :			
RRPF	9,64	2 avril 2007	1 618 485
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	10,15 - 15,38	2 avril 2007 - 31 mars 2008	1 945 000 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Variable	29 janvier 2008 - 14 février 2008	800 000
OIIC	Zéro	23 avril 2007 - 24 mars 2008	23 744 378
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			2 379 420 588

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
DMTN96	3TCAB	18 juin 2007	150 000 000
DMTN114	Accélérateur	9 juillet 2007	26 000 000
DMTN46	Zéro	9 juillet 2007	460 422
JA	9,4688	10 juillet 2007	475 848
DMTN99	3,21	13 août 2007	13 837 680
LE	6,125	12 septembre 2007	1 660 000 000
LH	5,875	10 décembre 2007	66 475 000
DMTN136	3TCAB+0,19	25 janvier 2008	50 000 000
DMTN91	Accélérateur	28 janvier 2008	25 000 000
DMTN46	Zéro	7 janvier 2008	446 676
JA	9,4688	10 janvier 2008	452 165
DMTN98	Accélérateur	12 février 2008	25 000 000
DMTN99	3,21	13 février 2008	14 059 774
DMTN139	Accélérateur	25 février 2008	25 000 000
DMTN118	Accélérateur	7 mars 2008	31 000 000
DMTN161	3,875	10 mars 2008	1 000 000 000
DMTN119	5,60	11 mars 2008	15 700 000
JG	9,50	11 mars 2008	22 000 000
DMTN101	Accélérateur	19 mars 2008	30 000 000
DMTN121	Accélérateur	20 mars 2008	25 000 000
DMTN103	Accélérateur	26 mars 2008	30 000 000
			3 210 907 565
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	313 800
1996	Divers	21 juin 2000	127 400
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	672 200
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	1 073 500
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	2 972 800
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	61 448 500
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	22 470 800
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	430 545 400
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	321 250 700

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)			
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	211 727 500
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012	63 849 700
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013	565 043 500
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	295 012 800
			1 976 508 600
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN52	4,375	10 septembre 2007	750 000 000
EMTN51	5,125	31 décembre 2007	350 000 000
			1 100 000 000
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DETTE EN DOLLARS CANADIENS			8 666 836 753
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PJ	4,75	12 juillet 2007	50 000 000
PK	5,45	12 juillet 2007	100 000 000
PM	4,95	12 juillet 2007 - 10 août 2007	109 000 000
PB	3,35	16 juillet 2007	1 000 000 000
PN	4,95	10 septembre 2007	100 000 000
NQ	5,125	10 septembre 2007	42 400 000
NR	3,50	17 septembre 2007	1 000 000 000
PD	3,375	15 janvier 2008	1 000 000 000
			3 401 400 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,27642 $			4 341 631 518

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS			
YL012	2,615	18 juillet 2007	10 000 000 000
			10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011992 $			119 921 363
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN34	3,58	13 juin 2007	10 000 000 000
EMTN36	2,60	25 février 2008	7 100 000 000
			17 100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011714 $			200 313 286
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
EMTN54	4,75	7 mars 2008	100 000 000
			100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,66331 $			66 330 800
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS			
EMTN78	9,00	10 mars 2008	240 000 000
			240 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,12650 $			30 360 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS			
PG	6,25	1er octobre 2007	31 550 000
NV	5,75	3 mars 2008	250 000 000
			281 550 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,58739 $			165 380 323
REMBOURSEMENT EN DOLLARS CANADIENS DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			4 923 937 290
Contribution au fonds d'amortissement de la dette de la School Board Trust			17 910 173
REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE			**13 608 684 216**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			16 832 116
REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			13 625 516 332
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité à de l'Ontario			2 229 713 769
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE			**15 855 230 101**

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	4 466 000 000	6 411 000 000
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	0	5 981 474 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	7 360 348 000	990 159 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	2 260 245 103	2 501 682 998
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	1 073 739 865	1 188 436 051
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 157 212 297	1 157 212 297
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	587 714 374	401 703 444
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	157 338 400	167 162 044
Régime de retraite de Ryerson	0	1 618 485
	17 062 598 039	18 800 448 319
Investisseurs publics	105 537 334 493	100 129 628 087
Obligations d'épargne de l'Ontario	3 568 031 400	4 271 917 100
Bons du Trésor	4 766 341 000	3 069 098 000
Dette de la School Board Trust	830 515 055	848 425 229
Effets de commerce américains	644 302 590	254 040 800
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	132 409 122 577	127 373 557 535
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 407 584 059	1 728 872 572
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**133 816 706 636**	**129 102 430 107**
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	**8 885 000 000**
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 470 497 000	1 859 212 000
Investisseurs publics	16 255 224 760	14 168 712 028
Bons du Trésor	1 202 582 000	1 583 000 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO	18 928 303 760	17 610 924 028
Dette directe de la SFIEO	9 311 074 000	10 279 217 500
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO	**28 239 377 760**	**27 890 141 528**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province. La dette du Régime de retraite de Ryerson est arrivée à échéance le 2 avril 2007.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, les montants sont à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics canadiens.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) (autrefois Société de logement de l'Ontario) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

Investisseurs publics : La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en rands sud-africains et en nouvelles livres turques.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur 7 ans, une obligation à taux accélérateur sur 5 ans, et une obligation à taux fixe sur trois ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux variable et les obligations à taux accélérateur sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2008

Une fiducie, la School Board Trust, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2008, l'avance de 831 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 831 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette »).

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 92 jours.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette directe contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL), la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, la Société ontarienne d'aménagement municipal, et l'élimination de la dette contractée par la province pour la SOHL, et les bons du Trésor et obligations détenus par d'autres organisations et organismes gouvernementaux.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 1 470 497 000 $ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur de 17 457 806 760 $ CAN. Les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission deviendra une dette directe de la province jusqu'à la date d'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :
Exercice se terminant le 31 mars

2009	1986 – 1991	TI	10,98 - 11,50	1 465 000 000
2010	1986 – 1991	TI	10,22 - 11,24	1 236 000 000
2011	1987	TI	10,11 - 10,32	560 000 000
2012	1988 – 1991	TI	10,68 - 11,24	580 000 000
2013	1989 – 1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000
				4 466 000 000

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :
Exercice se terminant le 31mars

2012	1992	RPC	9,81 - 10,04	987 249 000
2013	1993	RPC	9,17 - 9,45	700 137 000
2014	2005	RPC	4,17	44 887 000
2016	2008	RPC	4,68	42 300 000
2017	2008	RPC	4,08 - 4,88	91 896 000
2019	1999	RPC	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	1999	RPC	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	RPC	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	RPC	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	RPC	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	RPC	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	RPC	4,67 - 5,19	574 612 000
2036	2006	RPC	4,59 - 4,73	649 066 000
2037	2007	RPC	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008	RPC	4,63 - 4,68	241 756 000
				7 360 348 000 (5)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2009	1997	OPB	12,79	132 256 443	
2010	1997	OPB	12,88	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				2 260 245 103	(65)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2009	1997	OPPT	12,79	62 829 034	
2010	1997	OPPT	12,88	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				1 073 739 865	(65)
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2010	1994	OHC	8,624 - 9,215	422 388 939	
2011	1994 – 1995	OHC	8,242 - 9,898	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				1 157 212 297	(123)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2009	2008	OIIC 101	1M ONT Bon du Trésor	680 000	
2009	2004-2005	OIIC 39-51	Zéro	24 902 382	(8)
2010	2005-2006	OIIC 52-64	Zéro	161 125 728	(8)
2011	2006-2007	OIIC 65-77	Zéro	148 111 672	(8)
2012	2007-2008	OIIC 78-87			
		89-90	Zéro	100 431 184	(8)
2013	2008	OIIC 91-100	Zéro	228 295 918	(8)
				663 546 884	
Moins : Intérêt différé				(75 832 510)	
				587 714 374	
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000 – 2010	1970-1975	CMHC	5,75 - 6,875	428 743	
2000 – 2011	1971-1976	CMHC	5,375 - 8,25	1 265 496	
2000 – 2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	1 868 065	
2000 – 2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	415 892	
2000 – 2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	7 095 615	
2000 – 2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	4 884 507	
2000 – 2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	11 191 953	
2000 – 2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	8 807 949	
2000 – 2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	23 852 968	
2000 – 2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	28 062 071	
2000 – 2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	45 899 093	
2000 – 2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	22 639 198	
2000 – 2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	926 850	
				157 338 400	(7)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**17 062 598 039**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
1er avril 2008	1er octobre 2004	DMTN123	Accélérateur	25 000 000	(76)
27 avril 2008	27 octobre 2004	DMTN125	Accélérateur	25 000 000	(99)
27 avril 2008	27 octobre 2004	DMTN128	Accélérateur	25 000 000	(2)
29 avril 2008	29 octobre 2004	DMTN129	Accélérateur	35 000 000	(3)
30 avril 2008	31 octobre 2005	DMTN159	Accélérateur	50 000 000	(70)
3 mai 2008	3 mai 2004	DMTN108	Accélérateur	25 000 000	(16)
4 mai 2008	4 novembre 2005	DMTN160	Accélérateur	35 000 000	(73)
5 mai 2008	5 mai 2004	DMTN107	Accélérateur	60 000 000	(85)
30 mai 2008	30 mai 2003	DMTN 70	3 TCAB+0,03	1 025 000 000	(53)
3 juin 2008	3 juin 1999	MN	5,75	50 000 000	(46)
7 juin 2008	7 décembre 2005	DMTN162	Accélérateur	25 000 000	(77)
17 juin 2008	17 juin 2005	DMTN147	Accélérateur	40 000 000	(18)
20 juin 2008	20 juin 2005	DMTN146	Accélérateur	35 000 000	(22)
21 juin 2008	21 juin 2005	DMTN145	Accélérateur	25 000 000	(25)
21 juin 2008	21 juin 2005	DMTN148	Accélérateur	25 000 000	(31)
15 juillet 2008	6 février 1998	LM	5,50	75 000 000	
19 juillet 2008	19 janvier 2005	DMTN134	Accélérateur	35 000 000	(48)
28 juillet 2008	31 janvier 2005	DMTN137	Accélérateur	30 000 000	(26)
22 août 2008	22 août 2005	DMTN151	Accélérateur	45 000 000	(39)
4 septembre 2008	4 septembre 1998	LW	6,30	50 000 000	
21 septembre 2008	21 septembre 2005	DMTN154	Accélérateur	35 000 000	(113)
22 septembre 2008	22 septembre 2005	DMTN155	Accélérateur	25 000 000	(114)
26 septembre 2008	26 septembre 2005	DMTN156	Accélérateur	25 000 000	(11)
1er octobre 2008	1er octobre 2003	DMTN85	3 TCAB+0,03	2 360 000 000	(68)
14 octobre 2008	14 octobre 2004	DMTN127	Accélérateur	25 000 000	(33)
19 novembre 2008	12 novembre 2003	DMTN87	4,40	750 000 000	(82)
22 novembre 2008	22 novembre 2006	DMTN170	Accélérateur	25 000 000	(55)
1er décembre 2008	15 septembre 1998	LZ	5,70	1 607 500 000	
5 décembre 2008	5 décembre 2001	DMTN30	Accélérateur	50 000 000	(110)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
31 janvier 2009	31 janvier 2007	DMTN174	Accélérateur	25 000 000	(47)
2 mars 2009	2 mars 2004	DMTN100	3 TCAB+0,025	275 000 000	(50)
8 mars 2009	11 mars 2004	DMTN102	Accélérateur	174 000 000	(115)
6 avril 2009	24 mars 2005	DMTN143	3 TCAB+0,01	550 000 000	(6)
19 mai 2009	20 avril 2004	DMTN106	4,00	1 250 000 000	(89)
13 août 2009	2 mars 2004	DMTN99	3,21	43 547 824	(14)
7 novembre 2009	9 novembre 2004	DMTN130	3 TCAB	900 000 000	(71)
19 novembre 2009	19 mars 1999	MU	6,20	900 000 000	(63)
14 décembre 2009	14 mars 2005	DMTN142	3 TCAB+0,25	88 000 000	(108)
19 mai 2010	4 avril 2005	DMTN144	4,00	2 350 000 000	(95)
5 juillet 2010	5 juillet 2005	DMTN150	Accélérateur	75 500 000	(36)
19 novembre 2010	24 novembre 2000	NK	6,10	1 620 000 000	(80)
3 décembre 2010	3 décembre 2007	DMTN179	3 TCAB-0,16	1 400 000 000	(75)
2 décembre 2011	27 février 2002	DMTN8	6,10	1 000 000 000	(97)
2 décembre 2011	3 mai 2006	DMTN165	4,40	1 500 000 000	(102)
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro	1 334 937	(60)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(4)
2 décembre 2012	30 janvier 2007	DMTN175	4,60	793 000 000	(42)
2 décembre 2012	10 septembre 2007	DMTN178	4,50	1 500 000 000	(74)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	1 030 000 000	
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur	100 000 000	(56)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	2 500 000 000	(109)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(34)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	
1er septembre 2015	1er septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(45)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(32)
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(40)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	2 900 000 000	(19)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	260 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(10)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(49)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	524 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	50 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(78)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 décembre 2022	27 décembre 2007	DMTN181	4,50	75 000 000	(79)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(59)
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(90)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(61)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
15 janvier 2031	8 mars 2005	DMTN141	5,20	230 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	2 500 000 000	(51)
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 500 000 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	200 000 000	(87)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(52)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(24)
«	»	JA	9,4688	10 905 932	(24)
«	»	JB	9,4688	8 482 324	(24)
«	»	JC	9,4688	4 764 354	(24)
«	»	JD	9,4688	3 171 134	(24)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	(21)
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	53 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	(98)
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(38)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 rendement réel	312 921 001	(44)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	(103)
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(15)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	300 000 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(41)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	(20)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	(112)
				79 459 962 586	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(9 649 614)	(44)
				79 450 312 972	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
1er mars 2000	1er mars 1995	Annuel	Variable	803 300	(29)
1er mars 2000	1er mars 1995	Composé	Variable	1 506 250	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	5,25	95 100	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	5,25	69 500	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Accélérateur	266 100	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Accélérateur	763 800	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	376 500	(29)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	125 300	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	5,25	80 700	(29)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	5,25	157 700	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	5,50	120 200	(29)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	5,50	644 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Accélérateur	159 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Accélérateur	1 014 500	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Annuel	6,50	421 800	(29)
21 juin 2003	21 juin 2000	Composé	6,50	380 100	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Accélérateur	1 083 300	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Accélérateur	938 350	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	89 800	(29)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	63 600	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Accélérateur	387 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Accélérateur	1 030 400	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Annuel	5,50	721 000	(29)
21 juin 2004	21 juin 2001	Composé	5,50	1 525 200	(29)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	342 900	(29)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	1 189 800	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Annuel	Accélérateur	892 400	(29)
21 juin 2005	21 juin 2000	Composé	Accélérateur	1 857 500	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Annuel	4,625	1 256 300	(29)
21 juin 2005	21 juin 2002	Composé	4,625	2 173 100	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	378 300	(29)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	1 406 800	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Annuel	Accélérateur	2 334 200	(29)
21 juin 2006	21 juin 2001	Composé	Accélérateur	6 919 500	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Annuel	3,45	854 000	(29)
21 juin 2006	21 juin 2003	Composé	3,45	1 684 500	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Annuel	Variable	2 276 800	(29)
21 juin 2007	21 juin 2000	Composé	Variable	2 469 800	(29)
21 juin 2007	21 juin 2002	Annuel	Accélérateur	1 566 900	(29)
21 juin 2007	21 juin 2002	Composé	Accélérateur	3 160 200	(29)
21 juin 2007	21 juin 2004	Annuel	3,30	1 494 400	(29)
21 juin 2007	21 juin 2004	Composé	3,30	1 725 700	(29)
21 juin 2008	21 juin 2001	Annuel	Variable	14 820 100	(67)
21 juin 2008	21 juin 2001	Composé	Variable	26 137 500	(67)
21 juin 2008	21 juin 2003	Annuel	Accélérateur	294 975 100	(66)
21 juin 2008	21 juin 2003	Composé	Accélérateur	338 129 300	(66)
21 juin 2008	21 juin 2005	Annuel	3,10	214 055 100	(30)
21 juin 2008	21 juin 2005	Composé	3,10	187 253 400	(30)
21 juin 2009	21 juin 2002	Annuel	Variable	20 675 500	(67)
21 juin 2009	21 juin 2002	Composé	Variable	29 407 900	(67)
21 juin 2009	21 juin 2004	Annuel	Accélérateur	302 114 800	(66)
21 juin 2009	21 juin 2004	Composé	Accélérateur	304 739 700	(66)
21 juin 2009	21 juin 2006	Annuel	4,10	96 860 800	(30)
21 juin 2009	21 juin 2006	Composé	4,10	96 504 200	(30)
21 juin 2010	21 juin 2003	Annuel	Variable	39 968 000	(67)
21 juin 2010	21 juin 2003	Composé	Variable	44 817 400	(67)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2010	21 juin 2005	Annuel	Accélérateur.....	28 616 100	(66)
21 juin 2010	21 juin 2005	Composé	Accélérateur.....	52 255 800	(66)
21 juin 2010	21 juin 2007	Annuel	4,75	119 170 100	(30)
21 juin 2010	21 juin 2007	Composé	4,75	141 001 700	(30)
21 juin 2011	21 juin 2004	Annuel	Variable	4 866 100	(67)
21 juin 2011	21 juin 2004	Composé	Variable	6 864 300	(67)
21 juin 2011	21 juin 2006	Annuel	Accélérateur.....	56 029 300	(66)
21 juin 2011	21 juin 2006	Composé	Accélérateur.....	77 078 700	(66)
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	29 124 900	(67)
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	23 517 900	(67)
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	152 242 100	(67)
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	102 560 300	(67)
21 juin 2012	21 juin 2007	Annuel	Accélérateur.....	124 858 400	(66)
21 juin 2012	21 juin 2007	Composé	Accélérateur.....	177 022 600	(66)
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	267 824 800	(67)
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	147 732 500	(67)
				3 568 031 400	(62)
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				83 018 344 372	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS					
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2008	17 avril 2003	EMTN58	4,50	1 000 000 000	
22 janvier 2009	22 janvier 2004	EMTN62	4,00	443 730 000	
27 janvier 2009	27 janvier 1999	EMTN42	5,00	350 000 000	(64)
1er décembre 2010	15 novembre 2005	EMTN74	4,00	200 000 000	(58)
27 juillet 2011	27 juillet 2004	EMTN64	4,75	250 000 000	
30 novembre 2011	30 novembre 2001	EMTN50	5,25	450 000 000	
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	3 TCAB+0,03	250 000 000	(57)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				3 518 730 000	
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					
18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	(96)
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTAT-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
2 mai 2008	5 mai 2003	NY	3,125	500 000 000	
1er octobre 2008	1er octobre 1998	MB	5,50	1 750 000 000	
21 octobre 2009	21 octobre 2004	PC	3,625	1 000 000 000	
15 décembre 2009	1er octobre 2002	NS	3,75	300 000 000	
22 février 2011	22 février 2008	PP	2,75	1 500 000 000	
18 octobre 2011	18 octobre 2006	PL	5,00	1 000 000 000	
1er juin 2012	24 mai 2007	PN	4,95	900 000 000	(120)
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	707 600 000	(119)
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	(116)
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	(117)
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	(118)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				11 398 600 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,17654 $				13 410 947 125	(43)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,18350 $				473 400 000	(9)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
11 juillet 2008	11 juillet 2006	EMTN77	5,50	500 000 000	(72)
26 novembre 2008	26 novembre 2004	EMTN68	Accélérateur	30 000 000	(17)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				530 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,10729 $				586 862 100	
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
12 novembre 2009	12 novembre 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				15 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010290 $				154 350 000	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS					
25 janvier 2010	15 janvier 2000	ND	1,875	50 000 000 000	(104)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN YENS JAPONAIS				50 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010652 $				532 592 136	
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
19 novembre 2009	24 novembre 1999	EMTN46	2,00	10 000 000 000	
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS (Suite)					
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				15 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010290 $				154 350 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 $				88 595 320	(92)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
29 juillet 2008	29 juillet 1996	KD	6,875	457 347 051	(101)
21 juillet 2009	21 juillet 1997	EMTN35	5,875	457 347 051	(94)
12 mars 2010	12 mars 2003	EMTN55	3,50	400 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				1 314 694 102	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70189 $				2 237 459 933	(27)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,58460 $				1 188 448 245	(100)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
15 septembre 2009	15 septembre 2004	EMTN66	2,00	250 000 000	
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				650 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99552 $				647 088 384	(107)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
3 décembre 2008	3 décembre 1998	MF	6,25	250 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	(121)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				968 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87767 $				849 975 875	(69)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
12 octobre 2010	12 octobre 2005	EMTN72	6,375	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				250 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,79730 $				199 325 000	(105)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
28 juillet 2009	28 juillet 2004	EMTN65	5,375	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				200 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,37714 $				475 427 600	(86)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17410 $				87 051 195	(13)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	(122)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS				360 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 $				67 708 404	(106)
PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES					
12 décembre 2008	12 décembre 2006	EMTN79	19,25	75 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN NOUVELLES LIVRES TURQUES				75 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,77347 $				58 010 204	(54)
TOTAL - OBLIGATIONS				**109 105 365 893**	
BONS DU TRÉSOR				**4 766 341 000**	(84)
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				572 000 000	(91)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,12640 $				644 302 590	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**114 516 009 483**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
AUTRE DETTE					
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(60 484 945)	
				830 515 055	(23)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**132 409 122 577**	
Redressement net de consolidation et autres redressements				1 407 584 059	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS				**133 816 706 636**	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.				3 759 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :					
2009	1989	RPC	9,62 - 10,31	589 319 000	
2010	1990	RPC	9,61 - 10,31	650 712 000	
2021	2001	RPC	6,08	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16	38 130 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				1 470 497 000	(5)
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
1er octobre 2008	13 février 2004	DMTN85	3 TCAB+0,03	736 000 000	(28)
1er décembre 2008	22 janvier 1999	HC-LZ	5,70	650 000 000	
6 avril 2009	11 décembre 2006	DMTN143	3 TCAB+0,01	50 000 000	(6)
19 mai 2009	30 avril 2004	DMTN112	4,00	5 000 000	
19 mai 2009	4 mai 2004	DMTN113	Accélérateur	25 000 000	(12)
19 mai 2009	24 mai 2005	DMTN106	4,00	525 000 000	(89)
13 août 2009	13 février 2004	DMTN99	3,21	217 739 122	(14)
1er octobre 2009	5 octobre 2004	DMTN126	3 TCAB+0,03	350 000 000	
19 novembre 2009	26 juillet 2000	HC-MU	6,20	500 000 000	
19 mai 2010	2 octobre 2007	DMTN144	4,00	150 000 000	
19 novembre 2010	1er septembre 2000	HC-NK	6,10	500 000 000	
15 mars 2011	15 mars 2001	DMTN3	6,80	50 000 000	(37)
2 décembre 2011	20 juillet 2001	DMTN8	6,10	500 000 000	
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	
2 décembre 2012	20 décembre 2007	DMTN178	4,50	300 000 000	(74)
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	500 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 000 000 000	(109)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30	2 300 000 000	(19)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	340 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	(10)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	(59)
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	(61)
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
2 juin 2031	24 février 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	(51)
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 rendement réel	730 149 000	(44)
2 juin 2037	1er septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	(103)
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				13 496 988 122	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	3 TCAB+0,07	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,02348 $				307 045 455	(35)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
2 septembre 2009	2 septembre 2004	EMTN67	5,75	150 000 000	
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				275 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,93634 $				257 492 275	(81)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87508 $				262 525 500	(111)
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
22 novembre 2010	22 novembre 2005	EMTN75	7,75	300 000 000	
5 juillet 2011	5 juillet 2006	EMTN76	8,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS				600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16629 $				99 773 408	(88)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
1er octobre 2008	19 mars 2001	GLB-MBb	5,50	250 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	GLB-PE	4,50	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,30853 $				981 400 000	(93)
TOTAL - OBLIGATIONS				**16 255 224 760**	
BONS DU TRÉSOR				**1 202 582 000**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				**18 928 303 760**	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				9 311 074 000	
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				**28 239 377 760**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

Références :

1. Aucune dette n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. Le TCAB est le taux canadien d'acceptations bancaires; le TCAB 3 est un taux variable de trois mois; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elles ne l'étaient pas. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2008 sont les suivants : dollar australien 0,9386 $, euro 1,6244 $, dollar de Hong Kong 0,132080 $, yen japonais 0,010290 $, dollar néo-zélandais 0,8078 $, rand sud-africain 0,1262 $, franc suisse 1,0360 $, dollar américain 1,0265 $, livre sterling 2,0407 $, et nouvelle livre turque 0,7737 $.
2. DMTN128 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 27 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 27 octobre 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, de 4,9 % la cinquième année, de 5,35 % la sixième année, et de 5,8 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
3. DMTN129 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 29 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 29 octobre 2014. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % la première année, de 4,25 % la deuxième année, de 4,35 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, de 4,65 % la cinquième année, de 4,85 % la sixième année, de 5,25 % la septième année, de 5,5 % la huitième année, de 6,0 % la neuvième année, et de 7,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
4. DMTN53 : L'encours ne comprend pas les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,2 millions de dollars.
5. RPC : Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leurs dates d'émission respectives. Ces titres ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais ils sont rachetables, en totalité ou en partie, avant l'échéance au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre dans lequel ils ont été émis et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés doit être proportionnel au nombre de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) qui ont été émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre, pour le compte de l'OIRPC, de nouvelles débentures de remplacement assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement). Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada conformément à l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
6. DMTN143 : Le total de l'encours s'élève à 600 millions de dollars, dont 50 millions aux fins de la SFIEO. la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur la dette de la province aux taux fixes de 4,55 % et de 4,18 % sur la dette de la SFIEO.
7. CMHC : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
8. OIIC : Il s'agit d'obligations à coupon zéro. L'encours est le montant payable à l'échéance.
9. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,18350 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,70 %.
10. DMTN79 : Le total de l'encours est de 715 millions de dollars, dont 110 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,64 % sur 125 millions de dollars.
11. DMTN156 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 26 septembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 26 septembre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, de 3,85 % les troisième et quatrième années, de 3,95 % la cinquième année, de 4,05 % la sixième année, de 4,15 % la septième année, de 4,25 % la huitième année, de 4,5 % la neuvième année, de 5,0 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
12. DMTN113 (SFIEO) : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années et de 4,0 % par la suite jusqu'à la date d'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

13. EMTN61 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17410 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,99 %.
14. DMTN99 : Le principal et l'intérêt sont remboursables sous forme de versements semestriels de 90 millions de dollars à compter du 13 août 2004. Le total de l'encours de la dette s'élève à 262 millions de dollars, dont 218 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,65 % sur 218 millions de dollars aux fins de la SFIEO et au taux de 3,42 % pour le solde de la dette s'élevant à 44 millions de dollars.
15. DMTN117 : Ces obligations ont été émises moyennant une prime de 47,5 millions de dollars.
16. DMTN108 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 3 mai 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 3 mai 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, de 3,75 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 5,5 % la cinquième année, et de 6,75 % la dernière année. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
17. EMTN68 : L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,72 % la première année, de 3,87 % la deuxième année, de 4,02 % la troisième année, et de 4,17 % la dernière année. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,01207 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TIOL variable de trois mois en vigueur aux États-Unis moins 0,24 %.
18. DMTN147 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 17 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 17 juin 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,05 % les troisième et quatrième années, de 4,1 % les cinquième et sixième années, de 4,15 % les septième et huitième années, de 4,2 % la neuvième année, de 4,25 % la dixième année, de 4,75 % la onzième année, et de 5,25 % la dernière année. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
19. DMTN173 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN173 a été rouverte sept fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 5 200 millions de dollars, dont 2 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette de 209,5 millions de dollars au TCAB de trois mois moins 0,279 %.
20. JK : Ces obligations sont encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1er mars 2010, au gré des porteurs.
21. JG : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations (22 millions de dollars) afin de les annuler moyennant une prime de 15,2 millions de dollars.
22. DMTN146 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 20 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 20 juin 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les trois premières années, de 4,2 % les quatrième et cinquième années, de 4,25 % les sixième et septième années, de 4,3 % les huitième et neuvième années, de 4,5 % la dixième année, de 5,0 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
23. SBT : La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres versements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
24. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2007-2008, le principal remboursé était de 0,9 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230,8 millions de dollars.
25. DMTN145 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 juin 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,1 % les deux premières années, de 3,3 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
26. DMTN137 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 28 janvier 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 28 janvier 2015. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,15 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,35 % la cinquième année, de 4,5 % la sixième année, de 4,75 % la septième année, de 5,0 % la huitième année, de 5,75 % la neuvième année, et de 6,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,10 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

27. Obligations en euros : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,70189 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,86 % sur 528 millions de dollars, et au TCAB de trois mois plus 0,08 % sur 1 709 millions de dollars.
28. DMTN85 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,60 %.
29. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
30. OEO : Chaque année, la province émet des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe assorties d'un terme de trois ans.
31. DMTN148 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 juin 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 21 juin 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, de 3,7 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,09 %.
32. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,67 %.
33. DMTN127 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 14 octobre 2006, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 14 octobre 2009. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,4 % la quatrième année, et de 5,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt au TCAB de trois mois moins 0,08 %.
34. MW : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,05 %.
35. EMTN60 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,02348 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,99 %.
36. DMTN150 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,05 % les deux premières années, et de 4,2 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,06 %.
37. DMTN3 (SFIEO) : L'intérêt est payable au taux de 5,50 % pour les quatre premières années, et de 6,80 % pour les six dernières années.
38. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4,0 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,26 %.
39. DMTN151 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 août 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 août 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % les septième et huitième années, de 4,6 % la neuvième année, de 4,75 % la dixième année, de 5,0 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,10 %.
40. DMTN152 : Le porteur d'obligation nominative a le droit de proroger l'échéance de l'obligation à la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, jusqu'à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035, et, dans ce cas, d'échanger au pair l'obligation contre une obligation de la série DMTN119 le 14 décembre 2016. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 4,76 %.
41. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élèvent à 1 325 millions de dollars.
42. DMTN175 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN 175 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 793 millions de dollars. Les obligations sont remboursables au pair au gré de la province le 2 juin 2009. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB d'un mois moins 0,12 % et au taux fixe de 4,44 % sur 213 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

43. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 11 353,6 millions de dollars de ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,17714 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,75 % sur 10 760 millions de dollars; au TCAB de trois mois moins 0,02 % sur 1 133 millions de dollars; au TIOL de trois mois en vigueur aux États-Unis moins 0,11 % sur 875 millions de dollars; et au TCAB d'un mois plus 0,04 % sur 379 millions de dollars.
44. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 le 8 mars 2006. Après le changement de la période de référence de base officielle de 1992 à 2002 effectué par la Banque du Canada, l'indice de base est passé à 107,18332 le 19 juin 2007. L'encours représente la valeur indexée du principal, soit 700 millions de dollars prêtés à la SFIEO, et du principal de 300 millions de dollars aux fins de la province, qui ont été convertis synthétiquement en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. La province déclare ces obligations à rendement réel comme une dette normale plutôt que de comptabiliser la valeur indexée après les contrats d'échange.
45. DMTN1 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,02 %.
46. MN : L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois plus 0,85 % les deux premières années, et semestriellement au taux de 5,75 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,07 %.
47. DMTN174 : L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 janvier 2009, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 janvier 2014. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,3 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,75 % la sixième année, et de 5,3 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,01 %.
48. DMTN134 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le19 janvier 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 19 janvier 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,5 % les troisième et quatrième années, de 4,75 % la cinquième année, de 5,0 % la sixième année, de 5,25 % la septième année, de 5,5 % la huitième année, de 5,75 % la neuvième année, de 6,0 % la dixième année, de 6,5 % la onzième année, et de 7,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,09 %.
49. DMTN105 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,94 %.
50. DMTN100 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,71 %.
51. NF : L'encours est de 3 000 millions de dollars, dont 500 millions de dollars prêtés à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi l'émission sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.
52. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et de 5,0 % par la suite.
53. DMTN70 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,02 %.
54. EMTN79 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en nouvelles livres turques en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,77347 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,08 %.
55. DMTN170 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 novembre 2008, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 novembre 2013. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15 % les deux premières années, de 4,2 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,75 % la sixième année, et de 5,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,04 %.
56. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,08 %.
57. EMTN73 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
58. EMTN74: La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,05 %.
59. HP : Le total de l'encours s'élève à 990,6 millions de dollars, dont 50 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
60. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro à paiements variables offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de capital et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2007-2008, le capital remboursé atteignait 0,9 million de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

61. KJ : Le total de l'encours s'élève à 4 835 millions de dollars, dont 101 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
62. OEO : Les obligations des séries 2000 à 2007 sont rachetables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Toutes les OEO en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
63. MU : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 12,5 millions de dollars. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,27 %.
64. EMTN42: La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,55 % sur 150 millions de dollars.
65. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débentures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
66. OEO (Accélérateur) : Série 2002 : L'intérêt est payable au taux de 2,50 % la première année, de 3,75 % la deuxième année, de 4,5 % la troisième année, de 5,0 % la quatrième année, et de 5,5 % la dernière année. Série 2003 : L'intérêt est payable au taux de 2,75 % la première année, de 3,25 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2004 : L'intérêt est payable au taux de 1,7 % la première année, de 3,0 % la deuxième année, de 3,5 % la troisième année, de 4,5 % la quatrième année, et de 6,0 % la dernière année. Série 2005 : L'intérêt est payable au taux de 2,25 % la première année, de 2,75 % la deuxième année, de 3,0 % la troisième année, de 3,5 % la quatrième année, et de 4,0 % la dernière année. Série 2006 : L'intérêt est payable au taux de 3,7 % la première année, de 3,8 % la deuxième année, de 3,9 % la troisième année, de 4,0 % la quatrième année, et de 4,25 % la dernière année. Série 2007 : L'intérêt est payable au taux de 4,0 % la première année, de 4,2 % la deuxième année, de 4,4 % la troisième année, de 4,6 % la quatrième année, et de 4,95 % la dernière année.
67. OEO (Variable) : Le ministre des Finances révise le taux d'intérêt tous les six mois. Le 21 décembre 2007, le taux d'intérêt a été fixé à 4,1 %.
68. DMTN85 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,09 % sur 1 810 millions de dollars, et au TCAB variable d'un mois moins 0,03 % sur le solde de la dette s'élevant à 550 millions de dollars.
69. Obligations néo-zélandaises payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations néo-zélandaises en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,87767 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette aux taux fixe de 4,56 %.
70. DMTN159 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 31 octobre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 31 octobre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,2 % la quatrième année, de 4,3 % la cinquième année, de 4,4 % la sixième année, de 4,5 % la septième année, de 4,6 % la huitième année, de 4,75 % la neuvième année, de 5,0 % la dixième année, de 5,5 % la onzième année, et de 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
71. DMTN130 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,47 %.
72. EMTN77 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,11300 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,64 %..
73. DMTN160 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 4 novembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 4 novembre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,7 % les deux premières années, de 3,85 % la troisième année, de 4,1 % la quatrième année, et de 4,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
74. DMTN178 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN178 a été rouverte cinq fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 800 millions de dollars, dont 300 millions de dollars aux fins de la SFIEO. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois sur 105 million de dollars.
75. DMTN179 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN179 a été rouverte neuf fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 400 millions de dollars. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,16 %. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,25 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

76. DMTN123 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 1er octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 1er octobre 2010. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % la troisième année, de 4,3 % la quatrième année, de 4,9 % la cinquième année, et de 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
77. DMTN162 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 7 décembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 7 décembre 2017. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, de 4,25 % la troisième année, de 4,35 % la quatrième année, de 4,45 % la cinquième année, de 4,5 % la sixième année, de 4,6 % la septième année, de 4,7 % la huitième année, de 4,85 % la neuvième année, de 5,0 % la dixième année, de 5,25 % la onzième année, et de 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,48 %.
78. DMTN180 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,52 %.
79. DMTN 181 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,50 %.
80. NK : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 20,3 millions de dollars.
81. EMTN67/70(SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,93634 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,20 %.
82. DMTN87 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9 millions de dollars.
83. La dette totale contractée aux fins de la province comprend les dettes suivantes contractées par d'autres organismes gouvernementaux : 2 029 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement; 79 millions de dollars contractés par la Société ontarienne d'aménagement municipal; 1 632 millions de dollars contractés par la Société ontarienne de travaux; 11 millions de dollars par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants; et exclut la dette de 1 157 millions de dollars contractée par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement, ainsi que les bons du Trésor et obligations de l'Ontario d'une valeur de 1 186 millions de dollars détenues par d'autres organisations et organismes.
84. Le solde des bons du Trésor comprend les titres suivants détenus par des organismes gouvernementaux : 500 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de travaux; 224 millions de dollars détenus par Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario; 126 millions de dollars détenus par la Société immobilière de l'Ontario; 33 millions de dollars détenus par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, et 6 millions de dollars détenus par la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.
85. DMTN107 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 5 mai 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 5 mai 2011. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,15 % la troisième année, de 4,25 % la quatrième année, de 4,75 % la cinquième année, de 5,0 % la sixième année, et de 6,0 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
86. EMTN65 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en obligations en dollars canadiens au taux de change de 2,37714 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,28 %.
87. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012, ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61 s'ils ne les encaissent pas. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % jusqu'au 8 mars 2012 et de 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux de 5,72 %.
88. EMTN75/76 (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,16629 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,86 %.
89. DMTN106 : Le total de l'encours est de 1 775 millions de dollars, dont 525 millions de dollars aux fins de la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,37 % sur 500 millions de dollars.
90. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 91 jours maximum.
92. EMTN57 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens dollar en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,88595 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,59 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2008

93. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,30853 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,0 % sur 981 millions de dollars.
94. EMTN35 : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux suivant : un euro valant 6,55957 francs français, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois plus 0,057 %.
95. DMTN144 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN144 a été rouverte quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 500 millions de dollars, dont 150 millions de dollars aux fins de la SFIEO.
96. HJ : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 6,8 millions de dollars.
97. DMTN8 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 19 millions de dollars.
98. DMTN119 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations (15,7 millions de dollars) afin de les annuler.
99. DMTN125 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 27 octobre 2006, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance subséquente jusqu'à la date d'échéance finale, le 27 octobre 2014. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,45 % les deux premières années, de 4,55 % la troisième année, de 4,65 % la quatrième année, de 4,75 % la cinquième année, de 4,85 % la sixième année, de 5,0 % la septième année, de 5,25 % la huitième année, de 6,0 % la neuvième année, et de 7,0 % la dernière année. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois moins 0,08 %.
100. NZ : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,58460 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 5,23 %.
101. KD : L'encours en ancienne monnaie s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euro au taux suivant : un euro valant 6,55957 francs français, conformément au Règlement du Conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB variable de trois mois plus 0,11 %.
102. DMTN165 : L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 9,9 millions de dollars.
103. DMTN164 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN164 a été rouverte six fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 9 100 millions de dollars, dont 400 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 8 700 millions de dollars, comprend les obligations détenues par la Société ontarienne de travaux d'infrastructure, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 205 millions de dollars.
104. ND: La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 10 milliards de dollars de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,012099 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 6,48 % sur 121 millions de dollars, et au taux nominal de 1,88 % sur le solde de la dette s'élevant à 412 millions de dollars.
105. EMTN72 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,79730 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,26 %.
106. EMN71/78 : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en rands sud-africains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,18808 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,34 %.
107. Europe Obligations en francs suisses : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,99552 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,13 % sur 596 millions de dollars.
108. DMTN142 : Le taux d'intérêt est plafonné à 5,0 %. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 3,93 %.
109. DMTN93 : Le total de l'émission s'élève à 3 500 millions de dollars, dont 1 000 millions de dollars aux fins de la SFIEO. L'encours revenant à la province, 2 500 millions de dollars, comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, d'une valeur de 17,6 millions de dollars.
110. DMTN30 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré des porteurs à la date d'échéance initiale, le 5 décembre 2002, et est prorogeable annuellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 5 décembre 2008. L'intérêt est payable trimestriellement au TCAB de trois mois moins 0,05 % la première année, moins 0,01 % la deuxième année, plus 0,03 % la troisième année, plus 0,05 % la quatrième année, plus 0,07 % la cinquième année, et plus 0,08 % les deux dernières années.
111. AUD1 (SFIEO) : : La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,87508 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au taux fixe de 4,24 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2008

112. DMTN176 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la série DMTN176 a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 158 millions de dollars.
113. DMTN154 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 21 septembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 17 septembre 2017. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,0 % les deux premières années, de 4,1 % les troisième et quatrième années, de 4,2 % les cinquième et sixième années, de 4,3 % les huitième et neuvième année, de 4,5 % la neuvième année, de 4,6 % la dixième année, de 5,0 % la onzième année, et de 5,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
114. DMTN155 : L'échéance de ces obligations a été prorogée au gré de la province à la date d'échéance initiale, le 22 septembre 2007, et est prorogeable semestriellement à chaque date d'échéance jusqu'à la date d'échéance finale, le 22 septembre 2010. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, de 3,5 % la troisième année, de 3,75 % la quatrième année, et de 4,0 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette au TCAB de trois mois moins 0,12 %.
115. DMTN102 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs du 8 mars 2009 à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. En cas de prorogation, les porteurs ont l'option d'échanger ces obligations contre des obligations de la série DMTN61 le 18 mars 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,0 % jusqu'au 8 mars 2009, et de 5,85 % par la suite, en cas de prorogation.
116. PJ : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (50 millions) afin de les annuler.
117. PK : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (100 millions) afin de les annuler.
118. PM : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (109 millions) afin de les annuler.
119. NQ : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (42,4 millions) afin de les annuler.
120. PN : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars américains (100 millions) afin de les annuler.
121. PG : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en dollars néo-zélandais (31,55 millions) afin de les annuler.
122. EMTN78 : Au cours de l'exercice 2007-2008, la province a racheté une partie de ces obligations libellées en rands sud-africains (240 millions) afin de les annuler.
123. OHC : Les débentures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.

TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008

	2008 $	2007 $
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(492 437 269)	(2 994 595 263)
de titres émis hors des marchés publics		
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(388 715 000)	(119 000 000)
à court terme (net)	(380 418 000)	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	2 578 950 000	2 881 814 242
à court terme (net)	0	103 965 000
Augmentation (diminution) nette		
des débentures et billets aux fins de la SFIEO	1 317 379 731	(127 816 021)
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	734 173 725	639 121 328
à court terme	62 765 820	65 687 700
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	160 919 672	186 368 802
	957 859 217	891 177 830
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursements d'emprunt à partir :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	492 437 269	2 994 595 263
de titres émis hors des marchés publics		
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	388 715 000	119 000 000
à court terme (net)	380 418 000	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(2 578 950 000)	(2 881 814 242)
à court terme (net)	0	(103 965 000)
Avances nettes	(1 317 379 731)	127 816 021
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
à long terme	(734 173 725)	(639 121 328)
à court terme	(62 765 820)	(65 687 700)
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(160 919 672)	(186 368 802)
	(957 859 217)	(891 177 830)

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1er avril 2007	Prêts[1]	Remboursements[2]	Solde au 31 mars 2008
	$	$	$	$
Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Affaires rurales:				
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	25 966 141	7 491 900	5 211 627	28 246 414
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	111 098	92 200	2 736	200 562
Ministère de la Culture:				
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	75 837
Ministère de Développement économique et du Commerce:				
• Palladium Finance Corporation III	8 934 720	-	2 128 792	6 805 928
Moins : Provision pour créances douteuses	(8 934 720)	2 128 792	-	(6 805 928)
Total – Palladium Finance Corporation III	-	2 128 792	2 128 792	-
• Constitution en pers. morale – Bombardier	24 500 000	-	24 500 000	-
• Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob..	115 637 370	25 965 842	-	141 603 212
Moins : Escompte non amorti	(100 242 403)	-	20 140 004	(120 382 407)
Total – Strat. ont. d'investis. dans l'ind. automob..	15 394 967	25 965 842	20 140 004	21 220 805
• Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	10 663 216	25 901 045	-	36 564 261
Moins : Escompte non amorti	(1 969 882)	-	5 085 867	(7 055 749)
Moins : Provision pour créances douteuses	(213 264)		518 021	(731 285)
Total Programme d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	8 480 070	25 901 045	5 603 888	28 777 227
Ministère des Finances :				
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti	(1 788 000)	357 600	-	(1 430 400)
Total de l'aide sous forme de prêt – Stelco	35 712 000	357 600	-	36 069 600
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1er avril 2007	Prêts[1]	Remboursements[2]	Solde au 31 mars 2008
	$	$	$	$
Ministère des Finances (suite) :				
• Prêts de l'Office ontarien de financement :				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario *	391 720 493	82 146 027	176 973 603	296 892 917
Commission de transport Ontario Northland *	31 702 632	-	5 698 516	26 004 116
Commission de transport Ontario Northland – marge de crédit	15 000 000	-	-	15 000 000
Corporation de la ville de Windsor	22 511 831	-	937 364	21 574 467
Office de l'électricité de l'Ontario *	75 573 134	-	75 573 134	-
Centre Centennial des sciences et de la technologie *	6 000 000	-	1 500 000	4 500 000
Conseils scolaires	757 635 736	684 923 187	16 594 542	1 425 964 381
Société ontarienne de travaux d'infrastructure – amarge de crédit	20 000 000	40 000 000	-	60 000 000
Musée royal de l'Ontario	-	88 640 345	-	88 640 345
Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie	-	3 630 000	-	3 630 000
Collège Mohawk	-	2 143 210	-	2 143 210
Total des prêts - Office ontarien de financement	1 320 143 826	901 482 769	277 277 159	1 944 349 436
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	1 304 007 294	355 674 908	273 000 000	1 386 682 202
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	(3 707 030)	7 207 030	-	3 500 000
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	297 000 000	-	11 000 000	286 000 000
Moins : Escompte non amorti	(145 449 540)	5 387 020	-	(140 062 520)
Solde du FGPR	151 550 460	5 387 020	11 000 000	145 937 480
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	247 589	-	13 642	233 947
Ministère des Affaires municipales et du Logement :				
• *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	300 033	-	117 976	182 057
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	333 526	-	30 743	302 783

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1er avril 2007	Prêts[1]	Remboursements[2]	Solde au 31 mars 2008
	$	$	$	$
Ministère du Développement du Nord et des Mines :				
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	35 207 935
• Développement économique	-	17 000 000	2 748 822	14 251 178
Ministère du Renouvellement de l'infrastructure public :				
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	5 158 078	-	67 250	5 090 828
Ministère de la Recherche et Innovation:				
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 000 000	-	-	4 000 000
Moins : Escompte non amorti	(625 102)	-	-	(625 102)
Moins : Provision pour créances douteuses	(1 200 000)	-	-	(1 200 000)
Total Fonds pour les projets pilotes d'innovation	2 174 898	-	-	2 174 898
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :				
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	15 390 845	2 209 835	1 013 689	16 586 991
Moins : Provision pour créances douteuses	(592 000)	-	7 982 797	(8 574 797)
Solde, prêts pour l'acquisition d'outils de travail	14 798 845	2 209 835	8 996 486	8 012 194
• Prêts aux étudiants	839 257 786	61 551 581	44 638 058	856 171 309
Moins: Provision pour créances douteuses	(713 369 118)	-	14 249 949	(727 619 067)
Total Prêts aux étudiants	125 888 668	61 551 581	58 888 007	128 552 242

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses et les libérations de prêts.
Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.
* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Palladium Finance Corporation III a manqué aux modalités des actions privilégiées de renflouement établies par Revenu Canada, et l'institution financière a exercé son droit de mettre fin au régime en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Corporation. Une provision pour créances douteuses a été imputée relativement à la valeur nominale totale du prêt. Environ un dixième de la valeur nominale du prêt peut être radié chaque année en contrepartie de la provision pour créances douteuses. De plus, d'autres radiations pourraient se produire si des événements spéciaux ont lieu à Scotiabank Place (anciennement le Corel Centre), qui procurent des avantages économiques à la province de l'Ontario.

En 1997-1998, dans le cadre du démantèlement de la Société ontarienne de l'aérospatiale, cette dernière a transféré un billet à ordre de 49 millions de dollars de Bombardier Inc. à la province. On prévoit que ce billet sera remboursé en entier d'ici 2011-2012. Bombardier inc. a remboursé l'intégralité de ce billet en janvier 2008.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe, un programme de prêts remboursables pluriannuel de 500 millions de dollars, a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à HOI pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1er avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

La province de l'Ontario a accordé à la Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario) un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 1 milliard de dollars contre un billet à ordre qui vient à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Les membres du conseil d'administration de la Société sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le prêt de 794 millions de dollars à la SLJO (encours au 31 mars 2008 – 215 millions) a été accordé le 30 juin 2004 pour l'achat du complexe du casino de Niagara Falls. Ce prêt de cinq ans, au taux de 4,3821 %, vient à échéance en juin 2009. Une facilité de prêt de 250 millions de dollars a également été prévue en octobre 2007 pour la rénovation et l'agrandissement du casino de Windsor et la construction d'un centre de l'énergie. L'encours au 31 mars 2008 s'élevait à 82 millions de dollars. Les taux d'intérêt variaient entre 2,36 % et 3,72 %.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur la Commission de transport* Ontario Northland. Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les débentures de la CTON (au 31 mars 2008, encours de 26 millions de dollars) ont été initialement émises en six étapes : elles viendront à échéance entre 2008 et 2031, à des taux d'intérêt variant entre 4,717 % et 6,37 %.

En outre, les marges de crédit de fonctionnement de la CTON ont été prolongées jusqu'en mars 2009 aux termes d'un décret. Leur maximum est maintenant fixé à 15 millions de dollars. Au 31 mars 2008, le montant intégral de 15 millions de dollars restait toujours non réglé, à un taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,99 % et 3,3 %.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Cette débenture de 20 ans, au taux de 6,41 %, vient à échéance en mars 2021.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), créé en décembre 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais une société sans but lucratif. L'OOF a accordé à l'OEO une facilité de crédit renouvelable de 975 millions de dollars venant à échéance le 31 décembre 2010 et devant servir principalement au financement des coûts liés à la réduction des factures d'électricité au niveau de la grille tarifaire réglementée. L'OEO avait remboursé la totalité des prêts impayés au 31 mars 2008.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Des prêts nets de 4,5 millions de dollars étaient en cours le 31 mars 2008 (2007 – 6 millions de dollars). Les prêts seront remboursés en versements échelonnés jusqu'au 15 mars 2017. Le taux d'intérêt est fixé à 4,346 %.

En novembre 2006, dans le cadre de l'initiative « Lieux propices à l'apprentissage », l'OOF a accordé aux conseils scolaires des prêts totalisant 758 millions de dollars au 31 mars 2007. En outre, en mars 2008, l'OOF a consenti d'autres prêts totalisant 685 millions de dollars aux conseils scolaires dans le cadre de divers programmes d'immobilisations. Les conseils scolaires se sont engagés à faire des versements confondus (capital et intérêts) semestriels. Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 4,56 % et 4,9 % et arrivent à échéance entre 2031 et 2033.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

La Société ontarienne des travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario), qui a été constituée en tant qu'organisme de la Couronne en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions (Ontario)*, relève du ministre du Renouvellement de l'infrastructure publique. L'OOF a accordé à Infrastructure Ontario une facilité de crédit renouvelable d'une durée de 10 ans pour un montant maximal de 200 millions de dollars le 23 juin 2006. Infrastructure Ontario a contracté son premier prêt en vertu de cette facilité de crédit le 16 octobre 2006 et, au 31 mars 2008, la Société avait emprunté 60 millions de dollars à des taux d'intérêt variant entre 3,925 % et 5,02 %.

Le 17 octobre 2007, le Musée royal de l'Ontario et l'OOF ont conclu une deuxième convention de crédit aux termes de laquelle l'OOF accordera des fonds au Musée sous forme de prêts à taux fixe de 40 millions de dollars et de prêts à taux variable d'une valeur maximale de 51 millions de dollars. Au 31 mars 2008, les prêts non réglés s'élevaient à 40 millions de dollars pour ce qui est des prêts à taux fixe (à des taux d'intérêt s'échelonnant entre 5,04 % et 5,12 %) et à 49 millions de dollars pour ce qui est des prêts à taux variable (à un taux d'intérêt de 3,48 %).

Le 31 mars 2008, le Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie, une société de la Couronne constituée aux termes de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté 3,6 millions de dollars pour financer quatre projets. Ce prêt de dix ans, à un taux d'intérêt fixé à 3,954 %, arrive à maturité le 31 mars 2018.

Le Collège Mohawk d'arts appliqués et de technologie, une société de la Couronne constituée aux termes de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*, a emprunté 2,1 millions de dollars pour financer l'achat d'équipement informatique. Ce prêt de quatre ans, à un taux d'intérêt fixé à 4,8 %, arrive à maturité en septembre 2011.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2008, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 3,5 millions de dollars.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 $ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subsides s'élevant à 27 661 721 $ pour l'exercice 2007-2008 (23 497 000 $ en 2006-2007). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 15 627 000 $ pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 mars 2008 (perte nette de 10 668 000 $ pour la période de 12 mois prenant fin le 31 mars 2007). Une participation au capital ponctuelle de 17 400 000 $ a été accordée en 2007-2008.

Développement économique : le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé une aide financière à court terme de 20 000 000 $ à des conditions commerciales à une entreprise du Nord de l'Ontario afin de l'aider à se restructurer. L'aide financière a été remboursée intégralement au cours de l'exercice.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration initiale de technologies, de procédés et de produits innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. On donnera la préférence aux technologies associées à la biologie, à l'environnement et aux énergies de remplacement. Le financement devra servir à des activités de démonstration des technologies à l'étape de projet pilote. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 pour cent des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 $ à au plus 4 000 000 $ par projet. Elle sera garantie et pourra prendre la forme de prêts à terme ou d'encouragement, de prêts-subventions, de participation au capital social ou d'accords de redevances.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin des études.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1er avril 2007 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2008 $
Ministère du Procureur général :			
• Fonds d'aide aux victimes	71 669 457	(31 157 617)	40 511 840
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils*	1 325 273	719 698	2 044 971
• Produits de la criminalité	2 837 689	(110 162)	2 727 527
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	5 030 199	(70 199)	4 960 000
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 427 578	(18 841)	5 408 737
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	16 885 020	85 274	16 970 294
• Fonds en fiducie des lieux d'élimination des déchets	1 974 545	(1 974 545)	0
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 443 476	39 969	1 483 445
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	28 481 564	1 906 155	30 387 719
• Réserve pour chèques en circulation	20 334 399	2 174 556	22 508 955
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	18 317 320	(3 886 228)	14 431 092
Ministère des services gouvernementaux :			
• Dépôts — jeux et alcools	4 759 613	1 063 918	5 823 531
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	17 390 683	290 503	17 681 186
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	498 565 183	66 976 000	565 541 183
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	46 019 962	515 828	46 535 790
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	108 529 626	15 820 791	124 350 417
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	2 382 564	406 853	2 789 417
• Fonds de rendement du projet Réseau intégré	3 339 221	(3 339 221)	-
Ministère de la Santé et Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 039 098	517 647	16 556 745

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

	Solde au 1er avril 2007 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2008 $
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	-	1 758 167	1 758 167
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de reboisement	5 057 307	(628 150)	4 429 157
• Pêche et faune	12 366 881	13 573 216	25 940 097
• Parcs Ontario – *Loi sur les parcs provinciaux*	11 754 384	4 336 240	16 090 624
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	18 300 712	(3 301 406)	14 999 306
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	11 023 214	(2 308 249)	8 714 965
• Régies des routes locales	2 688 002	2 134 021	4 822 023
• Prestation des services – Examens de conduite	4 495 679	(117 138)	4 378 541

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2008.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2008.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2008, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 5 444 600 $ et ceux relatifs aux alcools à 378 931 $, soit un montant total pour ce compte de 5 823 531 $.

La Caisse d'ssurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Le Fonds de rendement du projet Réseau intégré a appuyé la transition des services d'accès du réseau du fournisseur de service antérieur au nouveau fournisseur de service. Ce fonds a été éliminé en juillet 2007.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2008.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2008, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

L'Assemblée législative a approuvé un redressement unique de la redevance pour le bois d'œuvre. Cela a fait en sorte que les paiements versés par les clients ont été supérieurs aux redevances rajustées devant être versées à la Couronne. Les paiements excédentaires seront appliqués aux redevances futures ou remboursés aux clients, selon le cas.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains membres de l'IRP.

Le compte de passif des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales et par le gouvernement fédéral, pour les régies des routes locales, aux termes du programme de paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence, pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 $ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

PRÊTS GARANTIS

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2008	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2007-08	Divers	58 300 000	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	2007-08	Divers	61 200 000	(1)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2007-08	Divers	17 400 000	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES			136 900 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Divers	Préférentiel+1	72 255	
Programme Jeunes entrepreneurs	2001-05	Préférentiel+1	738 140	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE			810 395	
MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Banque de Montréal – Cartes pour les déplacements des employés	2006	N/A	5 000 000	
Prêts contractés par la Société de logement de l'Ontario auprès de la Société hypothécaire Scotia	1971-76	6,4	2 575	(3)
Société d'hypothèques	1971-76	8,05	2 471	
TOTAL, MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX			5 005 046	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon »	1989	Divers	166 127 703	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

AUTRES

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2008	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	3,60	1 000 000	
Kirkland Lake Engineered Wood Products	2007	Canada 5 ans + 75 points	8 000 000	
Olav Haavaldshrud Timber.....	2007	Obl. du Canada +1,17	5 000 000	
Thunder Bay Fine Paper	2007	taux de base CIBC	12 700 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES.....			26 700 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES				
Algoma Central Railway	1995	S.O.	6 200 000	
Porcupine Joint Venture	1999	S.O.	12 500 000	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES			18 700 000	
MINISTÈRE DU TOURISME				
Commission des parcs du Niagara.....	2006	S.O.	48 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DU TOURISME.....			48 000 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A.....	Divers	Préférentiel	761 567 317	
Catégorie B.....	Divers	Préférentiel+1	80 490 500	
Catégorie C	Divers	Préférentiel+1	889 802 182	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS.....			1 731 859 999	
**TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			**2 134 103 143**	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

AUTRES

	Année D'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2008	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES TRANSPORTS				
Réseau GO – Willowbrook	2005	S.O.	30 000 000	
Autres emplacements du Réseau GO	2005	S.O.	1 800 000	
Remaniement des services locaux – garage d'autobus de Hamilton	2005	S.O.	500 000	
Presto – Remb. des cartes de transport en commun	2007-08	S.O.	2 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES TRANSPORTS			34 300 000	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	9,61 to 11,25	79 021 000	(5)
Société ontarienne d'assurance-dépôts	2008	Préférentiel – 0,5	10 000 000	(6)
Facilités de crédit accordées par la Desjardins Credit Union :				
À la Waterloo-Oxford Co-operative Inc.	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	510 000	(7)
À la Huron Bay Co-operative Inc.	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	3 000 000	(8)
À la Madoc Co-operative Association	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	2 900 000	(9)
À la Manitoulin Livestock Co-operative	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	1 000 000	(10)
À la Cochrane Farmers Co-operative	2007	Préférentiel – 1,25 ou CDOR + 0,125	300 000	(11)
Facilité de prêt offerte par la Woodslee Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2005	4,75	600 000	(12)
Facilité de prêt offerte par la Banque nationale du Canada à la Olav Haavaldsrud Timber Company Ltd	2007	5,48	5 000 000	(13)
Facilité de prêt offerte par la CIT Business Credit Canada Inc. à la Thunder Bay Fine Papers Inc.	2007	Préférentiel + 0,5	12 700 000	(14)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			115 031 000	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			**149 331 000**	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**2 283 434 143**	

MINISTÈRE DES FINANCES

Le 31 juillet 2003, deux ententes sont entrées en vigueur pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente, entre la province, l'OPG et la CCSN, donne à la CCSN accès au fonds distinct créé aux termes de l'ONFA. L'autre entente, entre la province et la CCSN, donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG, jusqu'à hauteur de 760 millions de dollars. Ce montant, révisé le 1er janvier 2008, s'établissait à l'origine à 1,5 milliard de dollars. Il a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par le fonds distinct. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2008

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 50 000 000 $.
3. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
4. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 $) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
5. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
6. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable offerte par la Banque Canadienne Impériale de Commerce à la Société d'assurance-dépôts de l'Ontario (SOAD) pour une période commençant le 1er janvier 2008 et se terminant le 30 juin 2008. Le montant maximal garanti est de 10 millions de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La SOAD versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,05 % de la facilité de crédit plus 0,5 % des emprunts réels.
7. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Waterloo-Oxford Cooperative Inc. (WOC) pour une période commençant le 26 juillet 2007 et se terminant le 30 avril 2008. Le montant maximal garanti est de 0,51 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La WOC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
8. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Huron Bay Cooperative Inc. pour une période commençant le 9 août 2007 et se terminant le 30 avril 2008. Le montant maximal garanti est de 3 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La HBC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
9. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Madoc Co-operative Association (MCA) pour une période commençant le 15 juin 2007 et se terminant le 31 mai 2008. Le montant maximal garanti est de 2,9 millions de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La MCA versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
10. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Manitoulin Livestock Co-operative (MLC) pour une période commençant le 3 juillet 2007 et se terminant le 31 mai 2008. Le montant maximal garanti est de 1,0 million de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La MLC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
11. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit non renouvelable accordée par la Desjardins Credit Union à la Cochrane Farmers Co-operative (CFC) pour une période commençant le 26 juillet 2007 et se terminant le 30 avril 2008. Le montant maximal garanti est de 0,3 million de dollars plus les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés. La CFC versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,5 % des emprunts réels.
12. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Woodslee Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 6 octobre 2005 et se terminant le 5 octobre 2020. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
13. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la Banque nationale du Canada à Olav Haavaldsrud Timber Company Limited (OHTC) pour une période commençant le 27 septembre 2007 et se terminant le 24 septembre 2012. Le montant maximal garanti est de 5 million de dollars, plus tous les intérêts courus, mais impayés. OHTC versera à la province une commission de garantie équivalant à 1 % des emprunts réels.
14. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la CIT Business Credit Canada Inc. à Thunder Bay Fine Papers Inc. (TBFP) pour une période commençant le 21 décembre 2007 et se terminant le 20 décembre 2012. Le montant maximal garanti est de 12,7 millions de dollars, avec tous les intérêts courus, mais impayés. TBFP versera à la province une commission de garantie équivalant à 1 % du montant garanti.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2008

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
4. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
5. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou d'une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
6. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
7. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
8. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
9. Frank Defazio et autres c. Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et autres; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
10. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
11. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
12. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
13. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et toutes les autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
14. Deep, D[r] Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
15. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
16. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
17. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
18. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
19. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
20. Aylmer Meat Packers Inc. Le plaignant allègue que le ministère des Richesses naturelles et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont injustement saisi ses installations de conditionnement de la viande au 9450 Springfield Road le 21 août 2003 et que cette pratique se poursuit encore aujourd'hui.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2008

21. Williams Andrea, la plaignante, infirmière auxiliaire autorisée, a été admise à l'hôpital général de North York le 2 mai 2003 pour une intervention chirurgicale et en est sortie le 22 mai 2003 pour être admise de nouveau le 30 mai 2003; un diagnostic de SRAS a alors été posé.
22. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
23. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
24. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
25. Shokri-Razghi, Sarah, allègue que, pendant qu'elle demandait un prêt d'entreprise à la Banque TD, on lui a demandé de signer des documents. Elle a rejeté le prêt et a demandé qu'on lui rende les documents qu'elle avait signés. Elle prétend qu'elle a été arrêtée et torturée puis accusée de méfait.
26. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
27. Wong, Anthony, allègue qu'il a été arrêté et accusé du meurtre de Damien Barnaby en 2001. Il a subi un procès et été acquitté le 29 juillet 2004.
28. Foster, Tracey Marie : la plaignante allègue que les divers défendeurs se sont livrés à des activités illégales et de torture comme l'entrée illégale dans son logement et une agression sexuelle à son endroit.
29. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
30. Zoran Djuric : déclaration de demande en dommages-intérêts. Le plaignant allègue que les défendeurs ont volé son dossier du tribunal et d'autres documents qui se trouvaient dans son appartement et dans sa maison.
31. Phaneuf, Sylvie : recours collectif en dommages-intérêts portant sur une incarcération injustifiée, le défaut d'assurer la sécurité physique et psychologique de la plaignante, le manquement à une obligation fiduciaire, le manquement à une obligation de diligence, le manquement à l'obligation d'agir de bonne foi et la violation des droits de la plaignante garantis par la Charte. On allègue que, contrairement à l'obligation de Sa Majesté la Reine de placer la plaignante dans un centre d'évaluation et de traitement en milieu fermé prévue par l'ordonnance du juge Bélanger, selon laquelle la plaignante devait être évaluée en vertu de l'article 672.11 du *Code criminel*, la plaignante a été placée dans le centre de détention régional Innes Road.
32. Abou-Elmaati, Ahmad : déclaration de demande en dommages-intérêts pour négligence, diffamation, calomnie, séquestration, voies de fait, complot, complicité en vue de commettre un acte de torture, abus de la charge publique et non-respect des articles 7, 8, 9, 12 et 15 de la Charte par plusieurs organismes du gouvernement du Canada. Le plaignant allègue que la décision des défendeurs de transmettre des renseignements et des documents aux autorités syriennes et égyptiennes a mené à la détention du plaignant pendant une longue période en Syrie et en Égypte où il aurait été interrogé et torturé et aurait subi des traitements cruels, inhumains et dégradants.
33. Corsine, Allison : déclaration selon laquelle les demandeurs allèguent que leurs domiciles et leurs commerces ont subi des dommages matériels importants à la suite d'un débordement des réseaux pluviaux et d'égouts de la Ville le 25 juillet 2004.
34. Ketenjian, Vahe : allégation de tromperie, de fraude, de parjures et d'activités malveillantes à l'endroit des gouvernements du Canada et de l'Ontario.
35. Leclair, Dianne : recours collectif envisagé par l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario relativement au transfert des rentes du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario au Hospitals of Ontario Pension Plan.
36. Chuang, David, D[r], D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2008

37. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
38. British Energy Limited : demande visant une déclaration selon laquelle la convention de fiducie constitue une pénalité et est illégale, nulle et (ou) inexécutable, et une ordonnance annulant la convention de fiducie de 2003. Cette demande est liée aux pertes encourues à la suite de retard dans la remise en service des réacteurs 3 et 4 de Bruce A.
39. Wareham, Janice Ann : demande en dommages-intérêts pour infractions à l'article 7 et au paragraphe 15 (1) de la Charte pour négligence systémique et action fautive dans le cadre d'une charge publique. La demanderesse exige que soit rendue une ordonnance attestant cette poursuite comme étant un recours collectif, au nom des personnes qui ont présenté une demande dans le cadre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.
40. Palu-Corbelli Corporation : demande en dommages-intérêts pour assertation inexacte et négligente, bris de contrat dans le cadre du programme Patrimoine vital de l'Ontario et omission de SMR d'exécuter le contrat en toute bonne foi. Les allégations stipulent que le ministre a refusé d'accorder le permis d'extraction d'agrégats en 1999, en 2001 et en 2004.
41. Hotz, Sandra, et col. et la Société des loteries et des jeux de l'Ontario : recours collectif contre la Société des loteries et des jeux de l'Ontario relativement à une allégation récente de réclamations frauduleuses liées à des billets gagnants par des détaillants et des initiés concernant des loteries organisées sous les auspices de la SLJO.
42. Hartmann, Peter V. : demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot de fraude dans une instance de divorce, lui causant des pertes financières, une souffrance morale, des problèmes de santé et une dépression durable.
43. Hassum, Amanda : recours collectif. Les demandeurs soutiennent que la perception et la collecte de frais accessoires reliés aux droits de scolarité par les collèges d'études postsecondaires de l'Ontario étaient illégales et ont causé un préjudice aux gens prenant part au recours collectif proposé.
44. Litige relatif au SRAS, Abarquez et autres (aussi appelé recours AIIO ou recours Boynton) : des infirmières et des infirmiers ont contracté le SRAS à l'Hôpital général de North York, à l'Hôpital Mount Sinai, à l'Hôpital Sunnybrook et à l'Hôpital Grace de Scarborough dans le cadre de leur emploi à la suite des directives communiquées par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et le Centre provincial des opérations.
45. Xu, Benjamin Rui Bin : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue que, pendant qu'il était isolé au centre de détention d'Ottawa-Carleton, un détenu lui a volé sa nourriture, l'a battu et l'a insulté du 2 au 5 mars 2007.
46. Sood, Vishvander : déclaration de modification d'une demande de dommages-intérêts dans laquelle le demandeur allègue avoir été victime de complot et de violation de ses droits.
47. Karchut, Boleslaw : réclamation pour négligence, violation de devoir fiduciaire, abus de confiance, tromperie, fraude, rupture de contrat et assertion inexacte et négligente.
48. Ayok Chol : demande selon laquelle le demandeur allègue, entre autres, que les procureurs de la Couronne ont présenté des preuves fausses et trompeuses dans le cadre de poursuites découlant d'une plainte du 9-1-1.
49. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
50. D[r] Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante.
51. Anatoly Drougov c. SMR et autres : Le plaignant prétend qu'il a été torturé et victime de sévices pendant son incarcération par Citoyenneté et Immigration Canada au Toronto West Detention Centre, entre le 5 avril 2001 et le 3 août 2001.
52. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2008

53. Taylor, Ronald et autres c. SMRCO : Réclamation incohérente contre plusieurs juges devant lesquels il avait comparu. L'un de ces juges l'avait condamné à une peine de prison pour menaces. Réclamation contre des procureurs de la Couronne qui avaient eu des rapports avec lui relativement à plusieurs accusations au pénal. Réclamation contre toutes ces personnes pour diffamation à cause d'un article dans le Toronto Sun selon lequel il avait été victime d'une peine d'emprisonnement pour avoir menacé un juge.
54. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
55. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.
56. Kam-Tim Tong et Chatterjee et al. Demande portant sur la conversion d'un bien confisqué en vertu de la loi sur les recours civils de l'Ontario, que l'on allègue être non constitutionnelle.
57. Sagharian c. l'Ontario, le ministère de l'Éducation, le ministère des Services sociaux et communautaires, le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée : recours collectif pour les enfants de l'Ontario souffrant du trouble du spectre autistique.
58. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1er avril 1995.
59. Plaunt c. Ontario (Procureur général) : Le plaignant demande des dommages-intérêts de 72 millions de dollars pour poursuite abusive et enquête après le dépôt d'une accusation d'agression sexuelle.
60. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
61. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
62. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
63. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
64. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
65. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
66. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
67. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
68. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
69. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
70. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
71. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
72. Chapleau Cree PACA, avis de rupture de traité et de violation de devoir fiducial. Le plaignant allègue qu'il avait droit à une réserve en vertu du traité de la baie James de 1906 mais qu'aucune réserve n'a été accordée.
73. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
74. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
75. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
76. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
77. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
78. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
79. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
80. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
81. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2008

82. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
83. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
84. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
85. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
86. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
87. Kakeway, George, demande concernant cinq poursuites par la bande de Partage près de Kenora relativement à un jugement déclaratoire selon lequel certaines îles font partie de la réserve de la bande et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande etc., et demande de dommages-intérêts.
88. Sinclare, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
89. Bande et nation indiennes de Samson au sujet de la violation de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* et de l'article 15 de la Charte.
90. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
91. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
92. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
93. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
94. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
95. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructoire.
96. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
97. Atikameksheng Anishnawbek c HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
98. Platinex Inc. c. SMR : Platinex Inc. veut obtenir des dommages-intérêts généraux et spéciaux totalisant environ 70 millions de dollars pour de prétendues infractions au devoir de diligence envers Platinex en ce qui concerne les activités de consultation de Platinex auprès de la tribu K1. Platinex prétend aussi que l'Ontario a mangé à son devoir de diligence envers elle en faisant une déclaration trompeuse importante selon laquelle l'Ontario n'avait nullement l'intention ni la capacité de faire appliquer la règle de droit à proximité des terres traditionnelles de la tribu K1.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 72 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 777, rue Bay, Niveau du marché, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.fin.gov.on.ca.
Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.serviceontario.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 777 Bay Street, Market Level, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.serviceontario.ca.
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008
ISSN 0833-1189 (Imprimé)
ISSN 1913-5564 (En ligne)